

L'UTOPIE EN ACTE : LA COMMUNE DE LA PLAINE

Témoignage de Marc CORBEIL

Les propos tenus dans la collection "Témoignages et analyses" n'engagent que la responsabilité de l'auteur

Photographie de la page couverture (vers 1980)
L'auteur a interrompu son travail le temps d'une pose
pour la postérité

TEMOIGNAGES ET ANALYSES
NUMERO 2

La collection "Témoignages et analyses" est publiée par le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec de l'Université du Québec à Rimouski.

Traitement de texte

Nicole GAGNE

Conception graphique

Richard FOURNIER

Révision et édition

Jean LARRIVEE

Distribution

GRIDEQ

300, allée des Ursulines

Rimouski (Québec), G5L 3A1

Tél. : (418) 724-1440

Données de catalogage avant publication (Canada)

Corbeil, Marc

L'utopie en acte : la Commune de la Plaine

(Collection Témoignages et analyses)

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 2-920270-44-3

1. Commune de la Plaine - Histoire. 2. Communes (Contre-culture) - Québec (Province) - Bas-Saint-Laurent. 3. Co-exploitation agricole - Québec (Province) - Bas-Saint-Laurent. 4. Bas-Saint-Laurent (Québec) - Conditions économiques. I. Université du Québec à Rimouski. Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec. II. Collection.

HQ972.C32Q8 1990 307.77'4'09714771 C90-096647-5

TOUS DROITS RESERVES

Copyright 1990

Université du Québec à Rimouski

Dépôt légal, 4^e trimestre 1990

REMERCIEMENTS

Cette thèse est dédiée à tous mes professeurs, en commençant par la première. Je tiens à remercier les professeurs, le personnel ainsi que mes camarades du programme de maîtrise en développement régional et tout particulièrement mon directeur de thèse, monsieur Bruno Jean, dont l'esprit d'initiative a été indispensable à tous points de vue à la réalisation de ce projet. Je dois également remercier de leur bienveillance messieurs André Gagné et Robert Laplante, membres du jury. De tous les autres qui se reconnaîtront au fil de la lecture de ces pages, je ne nommerai que monsieur Hugues Dionne et Myriam.

Lorsque j'ai rédigé ma thèse de maîtrise en 1988, j'ai reçu le soutien financier de la Fondation UQAR, de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, du ministère de l'Éducation du Québec ainsi que de ma famille.

Un merci spécial aux membres du GRIDEQ qui ont accepté de diffuser la majeure partie de ma thèse dont le style convenait à la collection "Témoignages et analyses".

Marc CORBEIL
Juin 1990

PREFACE

Il était une fois... une belle maison dans la plaine. C'était plutôt une grande demeure formée de deux plus petites maisons ayant probablement appartenues à des agriculteurs de ce coin de pays et ayant, comme bien d'autres, abandonné une terre devenue ingrate en regard des facilités d'existence en ville. Décidément, les gens de la Commune de la Plaine voyaient grand et ne manquaient pas de goût. C'était sur l'immense terrasse de cette maison que j'ai été reçu par Marc Corbeil, un des initiateurs de cette expérience originale et probablement promu responsable des relations extérieures par les vertus de l'exercice de la démocratie directe dans cette drôle de tribu des temps modernes.

Il faisait beau et chaud ce mois d'août 1981; j'étais, comme on dit en France où j'étudiais en vue de mon doctorat en sociologie rurale, en train de faire des recherches sur mon terrain, le Bas-Saint-Laurent. La région venait de connaître, durant les années soixante-dix, une période de créativité sociale sans précédent avec les expériences comme la Coopérative du JAL dans le sillage de la lutte contre la fermeture des paroisses marginales et les Opérations-Dignité. Ma thèse devait porter sur une analyse socio-historique du développement agricole dans cette région à laquelle je voulais ajouter des préoccupations actuelles et même prospectives... mon penchant pour l'histoire n'étant pas assez fort pour que j'en reste à l'étude des choses inanimées de notre passé. Je savourais donc la conversation animée avec Marc Corbeil qui, avec beaucoup de patience, fit pour la n...ième fois le récit de cette aventure peu commune de la Commune. Car un nombre incalculable de journalistes, de démarcheurs d'emplois et de curieux de tout acabit s'arrêtaient en ce haut lieu du néo-ruralisme contre-culturel bas-laurentien.

Finalement, des expériences en cours de création de nouvelles formes sociales de production agricole dans la région, je n'ai gardé dans

la thèse, et le livre qui fut publié par la suite, que le cas de ce que j'ai appelé les entreprises agricoles communautaires, soit ces exploitations agricoles collectives mises en place par des corporations de développement communautaire dont l'exemple le plus célèbre est sans doute les Bergeries de la Neigette de Trinité-des-Monts. C'était pour m'excuser auprès de mon hôte qui, en plus, avait respecté l'usage d'arroser l'entrevue de sa bière préférée, que, dans une petite note en bas de page, j'avais mentionné sa contribution à ma propre recherche dans un style qui était une invitation à réaliser une recherche spécifique sur cette forme novatrice de production agricole. Cette note n'était pas innocente; en plus de considérations éthiques, il s'agissait de repousser plus loin les frontières de la connaissance.

Je dois avouer aujourd'hui que je tire une exceptionnelle satisfaction à rédiger cette préface car celui qui allait repousser ces frontières de la connaissance est celui-là même qui m'avait reçu l'été 1981... l'acteur devenait un auteur. Devenu étudiant dans notre Maîtrise en développement régional, Marc Corbeil voulait répondre à l'invitation. Je me suis souvenu de la démarche d'Henri Desroche, mon propre directeur d'études à Paris, qui incitait les gens d'action à devenir des gens de réflexion. Car il y a dans les pratiques sociales une vérité que seuls ceux qui les réalisent peuvent mettre à jour et seuls ces hommes d'action sont à même de consigner ce savoir dans un discours savant.

Ce livre témoigne une fois de plus de la pertinence de cette méthodologie de production des connaissances. Dès les premières ébauches du manuscrit, je fus étonné de la qualité de l'écriture de l'auteur; décidément, celle-ci avait du caractère comparée à l'écriture souvent aseptisée de nos institutions. Je lui ai demandé un jour d'où lui venait cette aisance pour manier la plume, lui qui avait manié pendant dix ans la pelle, le marteau et les tracteurs. Il me parla de sa mère qui était maîtresse d'école et de son enfance dans l'Ontario francophone. Je compris. Les acquis de l'instruction primaire sont souvent déterminants même dans le succès scolaire à l'Université.

Aujourd'hui, il est facile de discourir sur les raisons de l'échec, relatif il va de soi, de cette expérience. On le sait, la production agricole en dehors du cadre de la ferme familiale en propriété individuelle, semble difficile à réussir; même les pays de l'Est mettent au rancart

les fermes collectives et reviennent à l'exploitation agricole à responsabilité individuelle, comme on dit en Chine, pour désigner le modèle de ferme qui succède à la fameuse commune chinoise. Mais il reste qu'il ne faudrait pas mésestimer la richesse de l'expérience sociale de la Commune de la Plaine et son influence sur l'évolution même de nos idéologies globales; à sa manière, elle aura contribué à revaloriser le monde rural, la vie rurale qui est devenue pleine de sens même pour les citadins... qui s'échappent à la campagne dès qu'ils le peuvent. Pour les ruraux, ce néo-ruralisme fortement utopique, mais créateur comme seule l'utopie l'est vraiment, aura contribué à la reconquête de leur dignité et de leur identité. Ce livre devait donc exister comme témoignage d'une expérience signifiante qui s'inscrit aussi dans une période fortement significative de notre histoire collective comme les historiens le verront mieux dans quelque temps. Un document actuel qui fera l'histoire de demain... tel est l'ouvrage que vous avez la chance de lire aujourd'hui.

Bruno JEAN, professeur
Université du Québec à Rimouski
Groupe de recherche en développement de l'Est-du-Québec (GRIDEQ)

AVANT-PROPOS

Le développement régional est devenu. L'analyse et la pratique du développement régional laissent supposer la possibilité de créer ou tout au moins d'influencer l'avenir d'un territoire ou d'une collectivité dans un sens voulu. On ne peut s'y référer sans poser la question : vers quel genre de société voulons-nous évoluer et quels sont les moyens d'y parvenir? Cela relève donc à la fois de l'utopie et du réalisable. Il faut à la fois s'attarder aux mécanismes du processus ainsi qu'à son environnement, mais il faut également s'interroger sur ses finalités.

Ce livre tente de démontrer que le phénomène du néo-ruralisme et notamment l'expérience de la Commune de la Plaine à Saint-Epiphan (Rivière-du-Loup) sont en mesure de fournir certains éléments de solution théorique et pratique pour le développement rural en région périphérique. La Commune de la Plaine a été fondée par des néo-ruraux qui devaient s'installer et prospérer dans un milieu inconnu avec des ressources matérielles et techniques minimales.

Comme l'a souligné Bruno Jean, l'expérience des "Serres de la Plaine" était novatrice au niveau de la forme sociale d'organisation de production agricole et son potentiel dans la problématique de développement rural des régions défavorisées¹.

Cette réflexion est donc basée sur l'expérience directe de l'auteur, comme néo-rural, comme comédien, animateur, cultivateur, entrepreneur, ainsi que membre de la Commune de la Plaine, expérience qui a duré de 1973 à 1984. Il faut spécifier d'emblée que cet ouvrage doit énormément à la réflexion collective des acteurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe. Cet échange a été un des principaux moteurs, et, faut-il l'avouer, un des grands plaisirs de l'expérience.

L'auteur aura été en mesure de s'interroger lui-même, d'interagir sur une base quotidienne avec d'autres acteurs, d'observer et d'interagir avec d'autres néo-ruraux, ainsi que les autres acteurs reliés au phénomène : les cultivateurs, les fonctionnaires, les élus locaux et, en général, toute la population des localités et de la région concernées. Cette interaction s'est déroulée de façon spontanée à travers des activités et des relations de caractère social et commercial. Un parti-pris pour la disponibilité, une ouverture sur le milieu et une certaine curiosité de part et d'autre ont mené les membres de la commune un peu partout dans cette société locale. Il faut par ailleurs départager ces informations, certaines appartenant au domaine privé. La conversion au rôle d'intellectuel ne justifie aucunement de transposer ces incursions dans la vie privée d'autrui. C'est ainsi que seuls les personnages publics seront nommés et que certaines descriptions seront parfois délibérément vagues. Par ailleurs, il est également vrai que notre expérience personnelle nous appartient et cela permet éventuellement d'en disposer.

Ce travail est également l'occasion d'un questionnement sur le fonctionnement de l'appareil d'Etat et des superstructures régionales, du point de vue de l'utilisateur; un regard critique est porté sur les applications sur le terrain des politiques et des pratiques étatiques et paraétatiques, non par ceux qui les définissent et qui les appliquent, mais bien par ceux qui les subissent. La différence est grande et peut-être irréconciliable, mais il s'agit sans aucun doute de l'un des points d'achoppement les plus évidents de la pratique du développement régional.

NOTE

1. Bruno Jean, Agriculture et développement dans l'Est du Québec, Sillery, PUF, 1985, p. 385.

TABLE DES MATIERES

| | Page |
|---|------|
| REMERCIEMENTS | v |
| PREFACE DE BRUNO JEAN | vii |
| AVANT-PROPOS | xi |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE I | |
| LE NEO-RURALISME EN ACTE : | |
| LE CAS DE LA COMMUNE DE LA PLAINE | 9 |
| 1.1 Les débuts de la Commune : théâtre et artisanat | 9 |
| 1.2 Elevage du mouton, productions en serres et bien-être social | 15 |
| 1.3 «Cultiver en grande» : les Entreprises agricoles de la Plaine inc. | 22 |
| 1.4 Loup-Phoque inc. et les Jardins de l'Estuaire | 35 |
| 1.5 Les communards abandonnent et quittent la région | 38 |

CHAPITRE II

| | |
|--|----|
| LE CONTEXTE IDEOLOGIQUE ET LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DU BAS-SAINT-LAURENT | 41 |
| 2.1 Le contexte idéologique du néo-ruralisme | 41 |
| 2.2 La naissance d'une commune dans le contexte socio-économique du Bas-Saint-Laurent | 46 |

CHAPITRE III

| | |
|---|----|
| NEO-RURALISME ET DEVELOPPEMENT REGIONAL : JALONS POUR UNE ANALYSE . . . | 53 |
| 3.1 Aspects socio-économiques du néo-ruralisme bas-laurentien | 54 |
| 3.2 Convergence : une marginalité culturelle en quête d'une marginalité spatiale | 60 |
| 3.3 L'impact du néo-ruralisme sur le développement de la région bas-laurentienne | 62 |
| 3.4 Résistance au mouvement : Le rôle de l'Etat | 66 |
| 3.5 Le ressac ou la fin d'une utopie? | 73 |
| CONCLUSION | 77 |
| BIBLIOGRAPHIE | 83 |
| RESUME | 87 |
| ANNEXES | 89 |

INTRODUCTION

L'idée de la campagne, de l'espace rural, comme lieu de l'Utopie n'est pas une nouveauté. On la retrouve sous différentes formes, à des époques différentes. Elle exprime la notion qu'on peut, loin des influences dominantes de la métropole, créer dans le vide la société idéale. C'est la thèse de Proudhon¹, à qui Marx a opposé la théorie du prolétariat urbain révolutionnaire. Mao Zhe Dong, en Chine, après la rupture avec le Kuo Ming Tang, avait perçu que les communistes chinois ne pouvaient se constituer en pouvoir qu'à la périphérie, pour "entourer les villes avec les campagnes". C'est une idée qui est centrale au développement de l'Amérique du Nord. Frédérick J. Turner en a fait la clé de sa définition du caractère nord-américain². Selon lui, l'Amérique a été façonnée par la volonté et la possibilité d'échapper au pouvoir politique, religieux et économique, en allant un petit peu plus loin, dans la nature, à la "frontière", s'installer en maître sur des terres inoccupées (sauf par quelques autochtones), afin d'y édifier une société selon ses désirs et ses possibilités. L'Etat du Rhodes Island, par exemple, aurait été peuplé au 17^e siècle par les "otherminded", les pensant-autrement, qui se sentaient trop à l'étroit dans la théocratie du Massachussetts puritain.

Divers groupes, essentiellement religieux, comme les Mennonites en Ontario, les Amish en Pennsylvanie, les Doukhobors dans l'Ouest canadien, ont tenté et réalisé ce rêve assez simple, peu ambitieux et pourtant si complexe, d'une société agricole auto-suffisante, égalitaire et pacifique³. C'est un idéal qui a été repris au Québec, au nom de la religion et de la race, pour maintenir le peuple canadien-français dans la bonne voie, loin de la ville industrielle, sécularisée et anglaise et pour limiter les effets pernicioeux de l'immigration hors de la province. Dans Saint-Denis de Kamouraska, a French-Canadian Parish, l'ethnologue américain Horace Miner trace un portrait de cette société rurale et

traditionnelle mais de nature à faire parfois envie à l'urbain moderne⁴. La pérennité de la littérature du terroir indique que l'engouement pour le rural est toujours bien vivant.

La région du Bas-Saint-Laurent a également connu ce type de mouvement de population. Pour les fins de cette recherche, cette région sera définie comme les comtés provinciaux de Kamouraska-Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane. Cette définition correspond au champ d'expérience vécu de l'auteur plutôt qu'à une délimitation administrative.

Cette région s'est peuplée d'abord sur le littoral du fleuve Saint-Laurent, donnant naissance à une aire d'agriculture relativement prospère. L'arrière-pays, le hinterland de la zone littorale, s'est développé par la pratique de la pluri-activité agro-forestière. Avec l'épuisement des stocks en forêt, l'immigration dans cette région a connu un ressac après la deuxième guerre mondiale. Aucun ouvrage sur la région ne serait complet sans un rappel de l'histoire des deux décennies suivantes, qui sera ici aussi bref que possible.

Il suffit de rappeler que diverses actions locales et nationales avaient donné lieu à la mise sur pied du BAEQ, le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, sorte de Domesday Book local⁵. L'expression est ici employée dans le sens d'une action étatique concrétisant la domination d'une forme sociale sur une autre. Cet organisme avait constaté un retard historique de la région par rapport au reste de la province et avait fait un certain nombre de recommandations pour effectuer un rattrapage. En tête de celles-ci, on retrouvait la fermeture d'un certain nombre de paroisses et de terres jugées sans avenir compatible avec la rationalité économique moderne. Sans présumer de la mauvaise foi des planificateurs du BAEQ, il faut admettre que cette décision avait engendré un climat de crise dans la région. Les habitants des paroisses avoisinantes étaient amenés à s'interroger sur l'avenir de leurs fermes et de leurs entreprises. Les investisseurs se faisaient rares, la population était en baisse. Par ailleurs, différents mouvements de résistance sont nés pour contrecarrer cette déprise, mouvements qui s'appuyaient sur le caractère spécifique de la région et la volonté d'y vivre, en refusant le modèle moderniste du BAEQ.

Au même moment, de 1970 à 1985, la région a connu un mouvement inverse, un mouvement positif en termes démographiques, c'est-à-dire l'immigration en milieu rural de gens qui ont tenté un retour à la terre et qui ont réussi à différents degrés à s'intégrer au milieu. Ces individus provenaient soit de l'extérieur de la région, soit du milieu urbain de la région elle-même. C'est ce mouvement, le néo-ruralisme et son impact sur le milieu rural bas-laurentien, qui est l'objet de cette recherche.

Un tel phénomène est susceptible de susciter plusieurs questions. Est-ce que l'Est du Québec a été une destination de prédilection pour ces immigrés? Est-ce que le faible prix des terres a été un facteur attractif? Est-ce que la perception d'une marginalité culturelle et politique de la région a encouragé une plus forte concentration de néo-ruraux dans l'Est? On peut supposer, même si c'est difficilement vérifiable, que les mouvements régionaux de contestation comme les Opérations-Dignités ou le JAL ont créé une image de la région qui la rendait attrayante pour des contestataires des régions centrales. Le pouvoir pouvait paraître plus facilement contournable à la périphérie. On pouvait alors croire qu'une région comme celle-ci était une terre d'accueil plus propice pour un projet politique ou social alternatif. Est-ce que cette intuition était juste?

Les néo-ruraux, par leur recherche d'une société différente, ont été parmi les rares à donner une valeur et un sens à cette société traditionnelle, que le BAEQ, issu d'une école moderniste et doté de puissants moyens, voulait transformer de fond en comble. Tant au niveau du discours qu'au niveau de la pratique, ils se sont faits, à des degrés différents, les apprentis, les applicateurs et les promoteurs de techniques, de productions et de valeurs qu'on voulait éliminer. C'est ce premier caractère de la démarche qui lui a valu un accueil sinon chaleureux, au moins neutre dans la majorité des cas. Il est important de souligner que dans la paroisse typique, au début des années 70, il pouvait exister une hostilité latente ou ouverte de la part d'une fraction importante de la population face aux néo-ruraux. Une caractéristique majeure de la démarche des néo-ruraux a justement été l'intégration à ce milieu. Le mouvement complémentaire, l'acceptation par le milieu, mérite également une attention particulière. Quelles fractions de la population ont réservé

un accueil plus positif? Et pourquoi? L'enquête rétroactive doit faire la lumière sur cet aspect du phénomène.

D'autre part, les néo-ruraux étaient à la fois des émigrants, des ressortissants du monde "moderne", et des membres d'une sous-culture déviante ou d'une marginalité. Selon John Friedman ces deux caractéristiques sont génératrices d'innovation, parce qu'elles apportent des solutions issues d'une pratique et d'une culture différentes à des problèmes inhérents au milieu d'accueil⁶. Le seul fait d'être nouveau dans le milieu permettait parfois des prises de position et des actions impossibles à prendre pour la population locale. Les nouveaux-venus échappaient aussi aux conflits larvés qui existent souvent dans les paroisses. C'est ainsi qu'on les a retrouvés au sein des organismes d'animation du milieu. Cette facette fait partie du champ d'analyse de cette recherche.

Les néo-ruraux ne possédaient pas les éléments techniques et éthiques qui permettaient aux habitants de se maintenir sur place. Les premiers hivers furent difficiles et les premiers essais de culture firent sourire plusieurs voisins. Par contre, certains éléments, dont la scolarité, la pratique antérieure d'autres métiers et d'autres vocations leur ont permis d'imaginer ou de transposer d'autres techniques, d'autres types et d'autres formes d'organisation de la production tout en empruntant aux habitants de souche. Réciproquement, ces derniers ont parfois adopté ou tout au moins endossé moralement les nouveautés promues par les arrivants. L'utilité de cette démarche pourrait possiblement se vérifier dans les pays du Tiers-monde, où l'implantation de nouvelles techniques ou les retours de population à la terre se heurtent à toutes sortes de résistance.

Il s'est donc produit, dans certains cas, ceux qui ont duré, une convergence de points de vue et de pratiques. Quelles ont été les conditions réelles de cette convergence et comment auraient-elles pu contribuer davantage au développement du milieu rural? Nous tenterons d'apporter quelques éclaircissements à cette interrogation.

Malheureusement, toute fable à son méchant. Ce rôle ingrat est ici tenu par l'appareil d'Etat; en ce qui concerne l'agriculture, il s'agit du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec et de l'Office du crédit agricole du Québec. Ces organismes sont chargés

respectivement de la recherche et de l'encadrement et d'autre part, du financement de l'agriculture. On peut affirmer, à ce stade-ci, qu'il y a eu au mieux incompréhension et dissonance entre ces appareils et les néo-ruraux. Les raisons de cette incompréhension mutuelle forment un chapitre important de l'histoire du néo-ruralisme dans la région. Il mérite d'être approfondi tant que les circonstances et la disponibilité de l'information le permettent.

Nous tenterons finalement de déterminer ce qui reste du phénomène, son résidu en quelque sorte. S'est-il produit un nouveau ressac? Est-ce que les néo-ruraux ont "compris" et sont repartis en ville? Est-ce que le mouvement s'est poursuivi? Est-ce que le milieu rural accueille toujours de nouveaux arrivants? Est-ce que le mouvement a été passager ou a-t-il contribué à maintenir et à transformer le milieu?

Cette dernière question en entraîne inévitablement une autre : en aurait-il pu être autrement? Est-ce que ce mouvement aurait pu être plus rentable pour la région? Les innovations et l'état d'esprit qui s'étaient développés localement étaient-ils source de solutions des problèmes chroniques de la région : chômage et exode? Est-ce qu'une convergence avec l'appareil d'Etat, comme celle qui s'est accomplie avec la population locale, aurait pu générer une accélération du développement? Est-ce qu'une aide gouvernementale aussi massive que celle qui est accordée à l'agriculture conventionnelle aurait débouché sur un accroissement de la richesse régionale?

Il est tout de même curieux de constater l'acceptation et la promotion tardive de beaucoup des innovations prônées par les néo-ruraux et ce, dans un contexte très officiel. Est-ce que le retard de dix ans entre la conception et l'acceptation est nécessaire? Peut-être.

Faut-il préciser que l'objectif de cette recherche n'est aucunement de contester la forme et les pratiques actuelles de l'agriculture régionale. Nous tentons plutôt de démontrer qu'un système dual, s'appuyant à la fois sur ce qui existe et ce qui pourrait exister, offrirait des meilleures possibilités de succès pour tous les intervenants.

Et finalement, si cette recherche veut prétendre à une utilité sociale quelconque, elle doit poser la question suivante : est-ce qu'une réédition

est possible? Les jeunes sont toujours chômeurs, en ville comme à la campagne; l'agriculture a toujours besoin de bras et surtout de cerveaux. Les conditions objectives et la volonté d'encourager un tel projet existent-elles? Est-ce qu'un projet expérimental pourrait répondre à ces questions?

Est-ce que le rock'n'roll est mort? Au contraire, et ce n'est pas acte de foi de l'affirmer, au vingtième siècle et à l'aube du troisième millénaire, l'utopie n'est peut-être qu'un rêve, mais c'est aussi la solution.

Au premier chapitre, nous présenterons la Commune de la Plaine; il s'agit d'une analyse clinique d'un cas exemplaire. Aussi, notre étude ne repose pas sur l'analyse d'un ensemble de données, de "data", issues d'une enquête formelle. Nous avons choisi cette démarche analytique pour plusieurs raisons : premièrement, il nous semble important que cette expérience soit inscrite aux archives de la région; deuxièmement, elle nous apparaît un exemple, une illustration de la démarche néo-ruraliste elle-même. Il ne s'agit pourtant pas d'un cas-type, mais plutôt d'un cas extrême, c'est-à-dire une mise en pratique plus ou moins volontaire de l'idéal contre-culturel qui a fortement contribué au mouvement néo-ruraliste. Faut-il ajouter que la participation personnelle de l'auteur rendait cette partie de la recherche plus facile, tant du point de vue de l'approche du phénomène que de la "propriété" des données.

Le deuxième chapitre tentera d'élaborer les jalons d'une analyse du phénomène. Nous commencerons par décrire les aspects socio-économiques du mouvement néo-rural dans le Bas-Saint-Laurent pour ensuite faire la démonstration de la convergence entre les différents éléments de la population. Nous ferons ensuite le bilan de l'impact de ce mouvement, tant au niveau économique que social. Le rôle de l'Etat, un facteur essentiellement négatif, sera ensuite examiné. Nous terminerons ce chapitre par un regard sur le développement ultérieur du mouvement.

Finalement, en conclusion, nous nous interrogerons sur les trajectoires possibles qu'aurait pu prendre cette expérience pour la mise en forme d'une problématique de développement régional capable de prendre appui sur une telle pratique.

NOTES

1. Pierre-Joseph Proudhon, De la création de l'ordre dans l'humanité, ou Principes d'organisation politique, Paris, M. Rivière, 1927, 464 p.
2. Frederick Jackson Turner, La frontière dans l'histoire des Etats-Unis, PUF, 1963, 328 p.
3. Peter Dorner éd., Cooperative and Commune, The University of Wisconsin Press, 1977, 392 p.
4. Horace Miner, St.Denis de Kamouraska, a French-Canadian Parish, U. of Chicago Press, 1966, 299 p.
5. Après la conquête de l'Angleterre en 1066, les Normands avaient entrepris un recensement de tous les habitants du royaume. Les paysans saxons, plus méfiants que les habitants de l'Est du Québec, y avaient vu un prélude à la fin du monde : Doom's Day.
6. John Friedman et C. Weaver, Territory and Function, The Evolution of Regional Planning, Berkely, U. of California Press, Ca., 1978.

LES SERRES DE LA PLAINE ENR.



CHAPITRE 1

LE NEO-RURALISME EN ACTE : LE CAS DE LA COMMUNE DE LA PLAINE

Il est nécessaire, pour les besoins de la narration, d'ordonner les événements, ce qui amène souvent à fausser leur caractère parfois gratuit, décousu et anarchique. De même, la source principale est la mémoire de l'auteur, faculté défaillante et déformante. Malheureusement, il est présentement impossible d'avoir recours à la documentation et aux souvenirs des autres participants. Nous espérons que le lecteur, compte tenu des conditions de production de cette monographie, sera en mesure de faire la part des choses.

1.1 LES DEBUTS DE LA COMMUNE : THEATRE ET ARTISANAT

La Commune de la Plaine a été fondée au printemps 1972, par trois hommes et une femme, dans le but de vivre à la campagne, de faire du théâtre, de la peinture et de l'artisanat, et dans le but avoué de faire la révolution. Ambition qui peut sembler naïve ou dérisoire aujourd'hui, mais il faut se rappeler qu'il s'agit d'une époque où tout semblait possible. La grande majorité des membres de la Commune provenait de l'extérieur de la région et du milieu non-rural. Certains la connaissaient par des séjours antérieurs comme estivants; d'autres étaient des passants ou des connaissances des membres du groupe. Plus tard, lorsque le projet jouissait d'une certaine notoriété, le groupe reçut expressément de nouvelles adhésions. Pour une raison qui nous échappe, les membres originaires de la région étaient surtout des femmes. Le dénominateur commun était la jeunesse, tous se trouvant dans la vingtaine. Le niveau de scolarité était supérieur à la moyenne, quoiqu'il

s'agissait de ce qu'on appelle aujourd'hui des décrocheurs. Ces personnes s'étaient connues au CEGEP de Rivière-du-Loup. Le projet original, concocté à l'Hôtel Plaza, prévoyait une douzaine de participants mais plusieurs s'étaient ravisés. Cette installation concrétisait une rupture avec le CEGEP et le CREA (Centre régional d'artisanat), dont les administrateurs avaient résilié le contrat d'un des futurs communards, jugeant son style de vie indésirable. Le déménagement en campagne, comme propriétaire, semblait donc indiqué. Une maison fut donc acquise, au rang de la Plaine (d'où le nom), à l'Isle-Verte, à quelques vingt kilomètres de la ville. L'achat avait coûté 1 500 \$. Il s'agissait d'un des premiers achats par des étrangers dans la paroisse.

Le fonctionnement interne devait s'établir dès le début. Il devait rester essentiellement inchangé pendant plus de treize ans. Sa base était la communauté de biens. Tous les membres versaient intégralement leurs revenus dans un compte commun géré conjointement, chacun y prélevant selon ses besoins. De même, les biens personnels à l'arrivée devenaient propriété commune, quoiqu'on pouvait reprendre ce qui en restait advenant un départ. Il s'ensuivait une réduction radicale des dépenses de consommation au niveau de l'habitat, des transports et de la nourriture, ce qui permettait de subsister de revenus réduits et également de dégager des surplus affectés à l'achat de moyens de production.

Une première scission apparut dès l'automne; certains, voulant poursuivre le projet de théâtre, retournèrent à Rivière-du-Loup. Les autres, préférant se consacrer à la production d'artisanat, demeurèrent sur place. Un modèle se dessinait déjà : une population hautement portée à la controverse, un roulement du personnel selon les prises de position, autour de quelques permanents qui devaient poursuivre le cheminement jusqu'au bout.

Le résultat immédiat de la scission fut la formation d'une troupe, le Théâtre Maman J'ai Peur, dans le courant du jeune théâtre québécois, assez directement inspirée du Living Theater, troupe américaine d'avant-garde qui voyait dans le théâtre un instrument de changement social par la prise de conscience. Après quelques mois d'existence, le groupe fut prié de déménager, à la fois de ses locaux de la bibliothèque municipale et de son logement. A l'époque, un groupe de jeunes gens, hommes

et femmes, vivant ensemble en dehors des sacrements, suscitait méfiance et hostilité dans une petite ville de province comme Rivière-du-Loup. La solution au dilemme fut le retour à l'Isle-Verte et la réunification des deux groupes, comprenant une douzaine d'adultes et un enfant, au mois de mars 1973.

La première production de la troupe fut une création collective intitulée "Groupuscul (sic) de mon cul", dont le thème était la montée et l'ultime déchéance des relations sociales basées sur le pouvoir, thème plutôt englobant. Après deux représentations, le groupe avait changé de cap, ayant obtenu une subvention du programme Perspective-Jeunesse (PJ), organisme de création d'emplois d'été pour les jeunes. Cette subvention fut affectée à la production d'une tournée dans la région. La pièce cette fois était un spectacle de clown, une fable écologique, adaptée de Auguste, Auguste, Auguste de Pavel Kohoutek. L'intrigue se noue autour de la réaction de deux familles de pêcheurs de l'Isle-Verte devant le projet d'implantation d'un port pour super-pétroliers. Il était effectivement question du projet à l'époque; celui-ci constitue également le thème du roman L'isle aux dragons de Jacques Godbout¹. Dans la pièce, les bons pêcheurs, les Augustes ou clowns rouges, veulent continuer de pêcher dans l'espoir de retrouver la baleine rose, annonciatrice de bonheur et de paix, qui est apparue à leurs ancêtres. Ils s'opposent aux Blancs qui veulent vendre terres et bateaux au promoteur Monsieur Joyal. Les Augustes sont confondus, les Blancs vendent, mais doivent utiliser leurs profits pour acheter nourriture, eau potable et finalement de l'air pur. D'ores et déjà, le groupe prenait parti contre les méga-projets et s'affichait en faveur de la production locale. Cette intuition deviendrait dix ans plus tard la position officielle des élites locales.

Les salaires générés par le projet, mis en commun, avaient permis l'achat d'une deuxième maison, cette fois avec deux cent dix acres de terres et de boisés, ainsi que les bâtiments de ferme, pour la somme dérisoire de 4 500 \$. Cette maison se trouve au rang A de Saint-Epiphane, à quelques cinq kilomètres de la maison de l'Isle-Verte. Les deux maisons étaient habitées indifféremment par tous les membres du groupe. Aucune propriété privée n'étant admise, les chambres étaient également occupées sur le même mode.

MANIFESTE DU JEUNE THEATRE DE RIVIERE-DU-LOUP

NOUS EN AVONS ASSEZ D'UN DIALOGUE DE SOURDS...
NOUS AGISSONS... NOUS CROYONS A LA CREATION
NOUS CROYONS A LA CULTURE

L'occupation du théâtre est un point de DEPART...
L'IMAGINATION PREND LE POUVOIR
Sabotons "L'industrie Culturelle"

Quand l'assemblée nationale devient un théâtre bourgeois,
TOUS LES THEATRES DOIVENT DEVENIR ASSEMBLEE NATIONALE

LE THEATRE DOIT DEVENIR TRIBUNE LIBRE, DES MAINTENANT
TOUS, NOUS FAISONS PARTIE INTEGRANTE
A LA CULTURE
Exploiteur de la culture au Québec...
WATCH TOE...

Avant tout, le théâtre de Rivière-du-Loup
appartient à ceux qui veulent faire du théâtre
à Rivière-du-Loup

AVEZ-VOUS DEJA PENSE FAIRE DU THEATRE???
PENSEZ-Y PU...

Sortons le fonctionnarisme et la Bureaucratie de la
Culture québécoise

La Culture au Québec est en liberté SURVEILLEE :
nous voulons la liberté d'expression,
la liberté de parole, la liberté de création.
La liberté, la liberté, la liberté pour construire
une culture LIBRE et, automatiquement, UNE SOCIETE
PLUS LIBRE

PENSEZ... LIBERATION DU THEATRE...
PENSEZ... LIBERTE DES ARTS...

PENSEZ LIBERTE

Rivière-du-Loup
21-02-73

"Le théâtre : MAMAN J'ai peur!"

A la fin de la tournée, à l'automne 1973, survient une période déterminante, période de réunions incessantes afin de déterminer l'orientation future du groupe face à la production, à la région et à la population locale, ces trois facteurs étant évidemment reliés entre eux.

D'une part, on retrouve les tenants du théâtre (les Augustes dans la pièce), à qui on a offert une nouvelle subvention afin de poursuivre leurs activités. D'autre part, ceux qui pensent rester cohérents avec le message véhiculé par le théâtre, mais en le mettant en pratique. Pour ceux-là, il faut axer la production sur l'agriculture et l'artisanat, en se rapprochant des préoccupations de la population régionale, et remplacer le discours par l'action quotidienne. Cette position doit beaucoup au marxisme et aux thèses des situationnistes français, Raoul Vannegheim et Guy Debord². Ce débat, digne du comité central du parti communiste albanais, est assorti des remous des relations personnelles, autre constante de la vie du groupe. Il a été résolu par l'adoption de la ligne du parti et le départ des tenants du théâtre.

C'est de cette époque que date ce qu'on pourrait appeler la charte de la Commune de la Plaine :

- A. Egalitarisme rigoureux - pas de chefs, de coordonnateurs, de propriétaires;
- B. Communauté de biens;
- C. La disponibilité - la remise en question des idées reçues, des habitudes caractérielles et de la personnalité et donc l'ouverture à la restructuration de l'individu;
- D. Ouverture sur la région;
- E. Un parti-pris pour la production agricole, artisanale et forestière;
- F. L'autarcie, l'auto-suffisance par l'auto-production, et plus tard la production marchande, mais à l'exclusion du travail régulier à l'extérieur.

Cette charte fut adoptée à l'unanimité, sauf bien sûr pour ceux qui sont partis. Il s'agissait d'un programme ambitieux, mais dont on a constamment tenté de se rapprocher avec un succès considérable.

La population fluctuait au gré des saisons. On enregistrait une hausse sensible à l'été, beaucoup de départs à l'automne, quand les divergences ressortaient et que le froid commençait à se faire sentir. Toutefois, à condition de souscrire à la charte, l'adhésion était automatique. La main-d'oeuvre était donc abondante l'été, même s'il fallait parfois rajouter de l'eau dans la soupe. Il s'agissait néanmoins d'une main-d'oeuvre gratuite, quoique peu qualifiée et assez difficile à encadrer. Dans les faits, on se rapprochait plus de la colonie de vacances que de l'entreprise; c'est d'ailleurs resté l'image populaire de la commune. La plupart des projets similaires n'ont guère progressé (s'il s'agit bien d'un progrès) plus loin que cette phase.

Dès la première installation, en 1972, les membres de la Commune s'étaient engagés dans des relations avec les voisins, cultivateurs et producteurs de tourbe, basées sur des rapports de voisinage sains et l'échange de services. Une main-d'oeuvre jeune, enthousiaste, abondante et parfois bénévole était ainsi disponible aux voisins. En plus de contribuer à dissiper les craintes et même à créer chez certains un réel respect pour les nouveaux arrivants, cette pratique fournissait un terrain d'apprentissage inégalé, en ce qui concernait les usages de la vie rurale. De plus, elle apportait un palliatif au manque de machinerie et d'équipement. Elle devait rester une source constante de bénéfices mutuels.

Les sciences sociales ont voulu opposer la société moderne hétérogène à la société traditionnelle monolithique, cette dernière faisant peu de place aux aspirations de l'individu. A l'usage, il faut reconnaître qu'une micro-société comme Saint-Epiphanie rassemble une variété d'individus aux comportements et aux valeurs différenciés. C'est ainsi que, quoique certains se montrèrent carrément hostiles, une fraction importante se fit dès les débuts le défenseur des nouveaux venus. Des liens affectifs et fonctionnels se sont établis et ont duré. L'exode des jeunes de la place et un futur incertain ont fait en sorte que plusieurs étaient ravis de voir s'établir quelqu'un, fussent-ils des hippies aux moeurs insolites. D'ailleurs, pour certains, l'arrivée de gens un peu exotiques apportait un certain piquant à l'existence. Les vieux, dont on

aurait pu supposer l'intransigeance, semblaient particulièrement heureux de ces circonstances, peut-être parce qu'en campagne, les vieux ont acquis le droit de dire ce qu'ils pensent.

Je me souviens, à titre d'illustration, de cette conversation avec un voisin aux premiers jours de l'installation à Saint-Epiphane :

- Vous avez acheté la maison des Boucher au Grand A?
- Oui, monsieur.
- Vous faites bien, vous faites bien. Et vous vivez ensemble, des gars et des filles?
- Oui.
- Vous faites bien. Et personne n'est marié?
- Non, monsieur,
- Vous faites bien, vous faites bien.

Fait à souligner, dans les deux cas d'installation, le curé du village s'était prononcé en chaire en faveur de la tolérance et de l'ouverture envers les nouveaux venus.

1.2 ELEVAGE DE MOUTON, PRODUCTIONS EN SERRES ET BIEN-ETRE SOCIAL...

A l'automne 1973 et comme conséquence directe des orientations nouvelles, survenait l'achat d'un premier tracteur et de dix moutons, ainsi que les premiers contacts, polis mais neutres, avec le ministère de l'Agriculture du Québec (maintenant ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, MAPAQ). Il faut avoir été du mauvais côté du pupitre pour apprécier l'énorme pouvoir discrétionnaire dont dispose le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. La masse et la diversité de la réglementation permettent souvent à celui-ci de choisir les éléments qui contribuent à justifier une décision parfois arbitraire. Ceci est particulièrement évident dans un ministère habitué à une clientèle souvent moins scolarisée. Le cultivateur est un expert dans son domaine, où il fait souvent preuve d'une intelligence exceptionnelle. Le bureau, le discours et le formulaire ne sont pas cependant ses terrains d'élection. Les fonctionnaires du MAPAQ se cantonnaient donc dans une attitude et un fonctionnement paternaliste, distinguant entre "bons" et "mauvais" cultivateurs. Les hippies en tout genre n'entraient

cependant même pas dans la deuxième catégorie. C'est ainsi qu'il fallait insister un bon moment pour avoir le privilège de voir les divers formulaires. L'idée de les remplir était, on nous le faisait clairement comprendre, ridicule.

C'est à cette même époque que les femmes de la Commune s'étaient retirées des lieux pendant un mois, laissant la place et les enfants aux soins des hommes; démarche qui devait avoir comme résultat un partage des tâches plus serré, reposant sur des horaires fixes, chaque membre assumant tâches ménagères et garde des enfants pendant une journée, à tour de rôle. Le système précédent, s'en remettant à la bonne volonté de chacun, avait rapidement ramené la situation traditionnelle. Il s'agit donc d'un des rares projets où, remarquablement, hommes et femmes ont tenté ensemble de trouver des solutions au rééquilibrage des relations entre les sexes. Il est difficile pour un homme de se prononcer sur ces questions, mais je crois pouvoir affirmer que pour les femmes, le projet communal offrait la possibilité de réaliser certaines ambitions tout en maintenant des liens affectifs et professionnels quotidiens avec des hommes. Leur libération des servitudes ménagères a été un apport indispensable à tous les niveaux. Sans leur participation, la Commune de la Plaine serait restée un "trip de gars", "une cabane au Canada" de quelques saisons. C'est dire qu'un homme, s'il fait preuve de suffisamment de patience et d'humilité, apprendra un nombre incalculable de choses auprès des femmes.

Il en est de même des enfants, au nombre d'une quinzaine, qui auront incarné l'espoir ainsi qu'une des principales joies du projet.

Cet automne fut également marqué par un rude contact avec la nature : le ramassage des patates. Une première démonstration de l'efficacité du travail de groupe; la spécialisation des tâches permettait une accélération de la cueillette. Par ailleurs, pour éviter toute spécialisation et toute hiérarchisation, le travail quotidien s'effectuait par la rotation des tâches; on était de jour en jour tisserand, mécanicien, berger ou cuisinier. A ce stade-ci, la production agricole était perçue essentiellement comme support de la consommation domestique et comme fournisseur des matières premières pour la production d'artisanat.

Avec d'autres artisans de même orientation, une boutique d'artisanat avait été mise sur pied à Rivière-du-Loup, dans le but d'écouler la production sans recours aux intermédiaires ainsi que pour court-circuiter la structure officielle, le CREA de Rivière-du-Loup. Le fonctionnement de la boutique était établi sur le même modèle de rotation des tâches, évitant ainsi de payer des salaires et permettant à l'artisan de réaliser une plus grande proportion de la vente.

La fin du projet Perspective Jeunesse avait obligé la plupart des membres à avoir recours aux prestations de l'assistance sociale, mesure nécessaire mais qu'on espérait temporaire. Il nous semblait important de rester sur place, tant sur le plan local que national; partir pour l'Ouest canadien, par exemple, qui connaissait alors une période de croissance, nous apparaissait comme un abandon. Les communards se considéraient néanmoins producteurs et non comme assistés sociaux, échappant, du moins en esprit, au cul-de-sac que constitue le "BS", soit l'assistance sociale en parler québécois. D'après les normes gouvernementales, l'assistance est une proposition "tout ou rien". L'assisté est totalement à la charge de l'Etat, ce qui entrave toute tentative d'amélioration graduelle. Tout revenu supplémentaire est automatiquement retranché des prestations. L'assisté ne peut donc amasser aucun capital. Il est complètement irresponsable. A moins d'opérer une transformation complète, en devenant par exemple salarié, il reste au même point. Même si cette réglementation est appliquée avec une certaine latitude en milieu rural, elle permet difficilement l'initiative personnelle. Il faut soit devenir auto-suffisant du jour au lendemain ou renoncer à toute amélioration autogénérée.

Les membres de la Commune, parce que la propriété des maisons et des biens de production étaient nominalement aux mains de quelques individus, pouvaient recevoir prestations de bien-être et tout de même échapper aux contraintes légales du statut, ainsi qu'à ses implications sociales et psychologiques.

L'année 1974 devait voir l'expansion des deux secteurs de production, artisanat et agriculture. Ces deux activités étaient d'ailleurs perçues comme complémentaires dans le temps. Les périodes creuses en agriculture étaient propices à la production d'artisanat. Il s'agissait là de la reproduction de la forme d'organisation du travail qui existait

PAMPHLET "LES PETITS AGNEAUX COMMUNAUX"
Printemps 1974

Par les membres de la Commune

Historique et stratégie

La Commune de la Plaine regroupe un certain nombre d'artisans et de producteurs agricoles établis à l'Isle-Verte (rang de la Plaine) depuis le printemps de 1972 et ayant acquis, en mai 1973, une terre (240 arpents) et une ferme dans le rang A de Saint-Epiphanie.

Nous tirons actuellement notre subsistance de la vente d'articles tissés (ponchos, sacs, etc.) et d'articles de cuir mais nous devons aussi, dans une économie de transition, faire appel aux diverses formes de subventions gouvernementales (B.E.S., Ass. Chôm., etc.) qui représentent trop souvent une source de revenus indispensables pour l'acquisition de moyens de production quand on a ni l'âme, ni les moyens, ni les desseins capitalistes.

Un de nos buts prioritaires est d'arriver le plus rapidement possible à l'indépendance économique et, partant, à l'autarcie la plus totale possible. Nous ne sommes cependant pas repliés sur nous-mêmes et ce n'est pas l'accroissement de notre confort ou un enrichissement monétaire que nous visons.

En outre, nous gérons actuellement avec des artisans locaux une boutique rentable (Cativa, 112 Joly, Riv.-du-Loup) et nous sommes en instance de former une coopérative de producteurs artisans indépendants.

Nous essayons de limiter nos besoins matériels aux simples besoins réels de l'homme et tout argent en surplus est réinvesti.

Notre recherche se veut globale et s'oriente nécessairement vers l'étude et l'expérimentation de nouvelles formes d'énergie : éoliennes, gaz méthane, énergie solaire, hydraulique, thermodynamique, chauffage aux brins de scie; de même que vers l'agriculture biologique ou biodynamique.

Entre autre, nous pouvons concevoir la Commune comme un essai d'édification d'un laboratoire global de recherche écologique théorique et pratique mais se suffisant économiquement à lui-même.

Tout cela entraîne nécessairement des frais assez élevés mais nous essayons, toujours dans la mesure du possible, d'utiliser des matériaux usagés ou recyclés et nous pratiquons avec les cultivateurs voisins une politique d'échange de services (main-d'oeuvre vs machinerie).

D'autre part, nous sommes contre toute forme de financement extérieur qui pourrait prendre l'allure de dons de charité ou pourrait entraver notre liberté d'action.

Les P'tits Agneaux Communaux

Au cours de l'hiver 1973-1974, c'est-à-dire au cours de l'hiver qui vient de se terminer, nous avons en hivernement un certain nombre de bêtes, certes peu imposant, mais à la mesure de nos moyens.

L'expérience que nous avons acquise nous pousse à nous orienter vers la production ovine.

antérieurement dans la région. Cette année devait également être marquée par différentes luttes de pouvoir entre les leaders réels ou potentiels, mais officiellement inexistantes. L'absence, du moins formelle, de leaders reconnus a eu comme résultat l'absence d'un leader unique; on assiste plutôt à la diffusion du leadership, à une fluctuation du statut des membres. La détermination du statut était donc de plus en plus liée à l'implication et à sa durée ainsi qu'aux liens de solidarité entre les individus.

Au printemps, exercice de recyclage : démolition de maisons et autres bâtiments pour fournir matériaux de construction et bois de chauffage. Avec l'été, les premiers travaux effectifs dans les champs. Placés en situation réelle, une décision qui devait régulièrement se répéter par la suite : face au manque d'information, de soutien technique approprié, obligés par la force des choses à avoir recours aux conseils des voisins, ces travaux concrétisaient la rupture avec l'idée de l'agriculture biologique et ouvraient la porte à l'agriculture moderne et à toutes ses implications. Il était plus important de produire que de s'interroger sur les formes de cette production. Il faut également y voir une recherche de crédibilité auprès du milieu agricole, i.e. les cultivateurs et les agronomes. D'ailleurs, si on fait abstraction de la mise en commun, les habitudes et les aspirations en matière de consommation se rapprochaient sensiblement des normes québécoises. Ceci avait valu aux communards d'être traités de "mangeux de Corn Flakes" par d'autres néo-ruraux plus puristes en matière d'alimentation.

La Commune a également joué le rôle de forteresse communautaire (une expression empruntée à Danièle Léger et Bertrand Hervieu³). En tant que groupe relativement organisé, jouissant de ressources matérielles et de liens bien établis avec la population avoisinante, la Commune est devenue un pôle d'attraction pour le nombre grandissant de nouveaux arrivants qui cherchaient à s'établir dans la région. D'ailleurs, pour les gens de la place, tous ceux-ci faisaient partie d'une même organisation plus ou moins occulte. C'est de cette époque que le terme de "commune" s'appliquait localement à tous les nouveaux de tout acabit. La Commune de la Plaine offrait gîte, couvert, convivialité, conseils et contacts auprès des "locaux". Ces relations entre néo-ruraux devaient s'amplifier par la suite, malgré une certaine ambiguïté : méfiance des nouveaux, moins structurés, une certaine hauteur

calviniste manifestée par les communards, dont la cohésion permettait de réaliser leur programme et d'assumer une certaine prépondérance locale et une visibilité accrue. Un parallèle peut être établi avec les formes d'implantation rurale israélienne que sont les kibboutz et le moshav.

En août de cette année survient une première rupture avec l'idée de l'autarcie. Un projet est présenté à la Compagnie des Jeunes Canadiens, pour l'embauche de deux animateurs. L'un s'occupe de l'incorporation en coopérative de la boutique d'artisanat qui devient la Coopérative de production artisanale de Rivière-du-Loup et des environs. L'autre s'occupe de la mise sur pied d'une structure de production en serre. Il s'agit là de deux projets qui sont déjà en marche; les individus qui sont embauchés n'auront pas de tâche particulière face à l'organisation interne. L'objectif visé est bien la rentrée de fonds, en l'occurrence les deux salaires. C'est aussi la reprise de la vie publique de la Commune. Cependant qu'on est toujours en apprentissage et que techniquement rien ne fonctionne, on cherche à nouveau à démontrer la validité des postulats de base que sont l'action collective et la production locale.

En septembre éclate une nouvelle crise de leadership, suivie de départs qui par ailleurs assurent une stabilité nouvelle au groupe. En effet, quatre des individus qui sont présents à cette époque se retrouveront à la toute fin en 1984. Cette crise entraîne également la remise en question du projet de la Compagnie des Jeunes Canadiens par le coordonnateur régional. On lui sert un argument qui sera souvent répété par la suite : le projet continuera avec ou sans aide. La subvention sera maintenue.

C'est également la transition d'une orientation idéologique à une approche axée davantage sur le bien-être des membres, caractérisé entre autres par le début de la rénovation des maisons. Ce bien-être personnel sera de plus en plus perçu comme la preuve inhérente de la justesse du mode de vie communal.

En 1975, fort d'une cohésion renouvelée, une attention plus particulière sera portée à l'aspect économique. Il s'agit de la poursuite d'une recherche de crédibilité dans le milieu mais qui s'adresse tout autant aux membres du groupe. On désire ardemment hausser le niveau

de vie, qui est encore bien en deçà du seuil de la pauvreté. Le temps presse parce que la vie dans le "vrai monde", même si elle est théoriquement aliénante, n'est pas sans attraits primordiaux. A cette époque, un communal, en visite à l'extérieur, peut rester médusé un bon moment devant un robinet d'eau chaude qui fonctionne. Par ailleurs, on supprime toute dépense de luxe, essentiellement bière et tabac. Cette restriction permet d'amasser un certain capital.

Le printemps voit l'achat d'une camionnette neuve, geste à la fois symbolique et pratique, qui n'est pas sans rappeler l'arrivée de la séparatrice de crème dans le Kholkoz soviétique tel que décrit dans Le sel de la terre de Sergei Eisenstein.

Cette année est également marquée par le début d'une nouvelle orientation dans la production. Devant la complexité grandissante du travail, une certaine spécialisation s'instaure, sauf pour les tâches ménagères. En ce qui concerne la production agricole, le modèle s'est jusqu'ici apparenté davantage à celui de la ferme pré-industrielle : diversité des productions axées sur l'autoconsommation, machinerie désuète, main-d'oeuvre abondante. En somme, il s'agit là d'un premier apprentissage, à frais réduits, qui permet entre autres de faire des erreurs. Celles-ci sont inévitables. L'agriculture, même la plus primitive, est un domaine d'une très grande complexité, requérant une diversité inouïe de connaissances techniques, sociales et opérationnelles. Cet apprentissage s'opère généralement au sein de la famille; la formation dispensée dans les écoles s'y greffe, mais elle saurait difficilement la remplacer. Cette période avait permis d'inaugurer cet apprentissage, de commettre des erreurs, souvent risibles, à peu de frais.

Un secteur nouveau est inauguré : la production en serre. Le modèle de la structure provient d'un croquis pris dans une revue, l'information technique de quelques feuillets publiés par le MAPAQ; la serre est chauffée au bois, dans des fournaises fabriqués à partir de vieux tonneaux en tôle, aérée par des ventilateurs d'automobiles reconvertis. Il s'agit d'une production peu connue dans la région. Seulement trois producteurs locaux sont déjà en place. L'un d'eux servira de conseiller technique.

Plutôt que de s'engager immédiatement dans la production de légumes, la première production consistera de plants de fleurs et de légumes, pour la transplantation dans les jardins. La production sera un succès au prix d'une vigilance constante. Déception, seulement un dixième de la production est vendue.

1.3 "CULTIVER EN GRANDE" : LES ENTREPRISES AGRICOLES DE LA PLAINE INCORPORÉE

Par ailleurs, dans le secteur élevage, c'est la rationalisation du zoo : adieu veau, vache, cochons, couvées, chèvres, lapins et autres bestioles. On adopte résolument une perspective industrielle; localement, ça s'appelle "cultiver en grande". Cette orientation entraîne comme conséquence une concentration dans le mouton de boucherie; le secteur dominant, la vache laitière, est déjà saturé. Au surplus, l'horaire sied mal à des ex-citadins. Finalement, les frais d'implantation sont moins onéreux. Il y a aussi, nécessairement, une question de goût; le mouton est donc retenu. Le troupeau s'agrandit à soixante têtes, ce qui se rapproche de la moyenne provinciale. L'objectif est de deux cents. Cependant, pour les agronomes, ce n'est toujours pas sérieux. Les prises de contact visant un éventuel financement sont repoussées poliment mais fermement. C'est la Caisse populaire de l'Isle-Verte qui assurera le financement ponctuel des opérations. Le parc de machinerie subit donc un début de modernisation. Les voisins commencent à se demander si c'est sérieux.

Jusqu'ici, le paradigme technologique s'inspirait plutôt du passé. Initialement, on comptait produire avec des chevaux, plus "naturels" que des tracteurs, moins pollués. La position se défend. Toutefois, il se dresse en pratique de nombreux obstacles. Les chevaux sont rares, les dresseurs encore plus. Le support technique, même dans une région comme le Bas-Saint-Laurent, est à peu près absent. Les communards avaient l'impression erronée que les modes de production antérieurs étaient moins compliqués. Le travail avec les chevaux, pour poursuivre l'exemple, exige autant sinon plus de connaissances techniques que l'utilisation de tracteurs. Et en plus, un tracteur peut être doté d'une cabine chauffée. C'est tout de même cette tentative, ce retour dans le passé, qui avait balayé les scrupules et les hésitations face à la technologie moderne. Au fil des années se développerait un penchant pour l'amalgame de la technologie de pointe et de celle du passé.

UNE NOUVELLE ENTREPRISE

A

L'ISLE-VERTE

Pierre LANDRY
Les Serres de la Plaine

On sait que l'Isle-Verte, qui fut autrefois le chef-lieu du Canton, a toujours été une municipalité florissante et le berceau de nombreuses entreprises, industries ou commerces.

Entre autres, la Filature de l'Isle-Verte, de réputation nationale, continue son travail méritoire dans le textile et le tissu, la Coopérative Agricole de l'Isle-Verte vient de se fusionner à celles des Basques et de St-Arsène et la nouvelle coopérative, Grand Portage, aura son siège social à l'Isle-Verte; on y trouve une boulangerie; on y exploite des tourbières; on y produit du lait; on y traite le poisson; on y construit des bateaux, etc., etc.

Une nouvelle entreprise vient de se ranger aux côtés de celles déjà existantes : Les Serres de la Plaine, sise au rang de la Plaine. Cette entreprise en est à sa deuxième année d'opération et s'est consacrée jusqu'à maintenant à la production de plants de fleurs et de légumes.

Parmi les fleurs, on compte les variétés les plus connues capucines, célosies, chrysanthèmes, dahlias, géraniums, impatiens, miragolds, oeillets, pensées, pétunias simples ou doubles, reine-marguerite, salvia, zinnia, etc., en tout plus de 40 variétés. On y trouve aussi tous les plants de légumes : aubergines, arachides, céleris, tous les choux, concombres, melons, cantaloups, piments, poireaux, tomates roses, rouges ou grimpantes, etc.

Actuellement, l'entreprise compte une serre de 100' par 25' qu'on projette d'agrandir de 40' d'ici un an. On prévoit aussi de loger d'ici peu une serre permanente à même la maison pour produire des plants de maison (plantes vertes) et des fleurs à l'année. Une des originalités de la serre est qu'on y a jusqu'à maintenant toujours chauffé au bois. Lorsqu'on sait que les coûts de chauffage représentent 60 % des coûts de production de la production en serre, on comprend pourquoi on peut offrir des plants de qualité à des prix très avantageux, cet été, on y expérimentera un chauffage au bran de scie qui, s'il s'avère efficace, permettra de produire des légumes en serre jusqu'à Noël, afin de desservir le marché local.

Une fois que le groupe qui est à l'origine de cette entreprise possèdera plus d'expérience dans la production en serre et en sera venu à contrôler complètement tous les aspects techniques de cette production, il est envisagé de se lancer dans une production de légumes et de fleurs sur une plus haute échelle.

Pour l'instant, le groupe travaille à cette production printanière et s'apprête à écouler ses plants. A cette fin, en plus de la vente à la serre qui est toujours la plus avantageuse pour le client aussi bien à cause des prix qui sont plus bas que pour les bons conseils qu'il peut tirer et du meilleur choix. Le groupe aura aussi un camion sur la route qui desservira notamment les paroisses de Saint-Epiphane, Saint-Arsène, Cacouna, Notre-Dame du Portage, Saint-André, Cabano, Sainte-Rose, Estcourt, etc.

De plus, un kiosque de vente sera érigé à l'intérieur du Centre d'Achats de Rivière-du-Loup et on pourra s'y procurer des plants à partir du 27 mai. Les vendeurs ont tous participé à la production et connaissent bien leur travail, le sol et les plantes. Ils seront sur place autant pour vous conseiller que pour vous vendre.

Nous sommes heureux de participer au travail de la collectivité en produisant des plants de fleurs et de légumes aux meilleurs prix possibles.

L'année 1976 est une année heureuse. La location d'un kiosque de vente au Centre d'achat de Rivière-du-Loup permet l'écoulement de la production de la serre. Le troupeau s'agrandit à cent têtes et un emprunt de 15 000 \$ est négocié avec la Caisse. La coopérative d'artisanat fonctionne toujours et les membres jouent un rôle important quoique souterrain lors de la restructuration de la CACEQ (Corporation des artisans créateurs de l'Est du Québec), l'organisme régional de production et de mise en marché d'artisanat. Différents projets d'aide à la main-d'oeuvre permettent que tous aient accès aux prestations de l'assurance-chômage, une promotion sociale importante. C'est un des membres de la Commune, nominalement propriétaire de la ferme, qui engage les autres pour les rendre éligibles à ces prestations.

La constatation d'une dispersion des énergies entre les deux maisons, distantes de cinq kilomètres, entraîne le déménagement de la maison de l'Isle-Verte, ainsi que de la serre, à Saint-Epiphanie. Tous sont donc réunis sous un même toit et l'espace nécessaire aux futurs agrandissements est disponible.

La terre est également agrandie par l'achat de soixante acres adjacents. Cet achat illustre bien le dilemme du développement d'une entreprise agricole. D'une part, les ressources financières sont inadéquates et on parvient à peine à mettre en valeur le fond de la terre dont on dispose. Par ailleurs, un morceau de terre est disponible, qui deviendra indispensable si on veut poursuivre la croissance; l'achat devient inévitable si on veut arriver à vivre convenablement. L'occasion ne se reproduira plus. Il faut donc s'étendre alors qu'on devrait consolider. D'autres terres seront-elles disponibles? On ne peut le savoir, pas plus qu'on ne peut savoir que dans quelques années la serriculture sera le secteur principal de production.

L'élection du Parti Québécois, le 15 novembre 1976, laisse entrevoir la perspective de trouver une oreille plus sympathique au MAPAQ.

L'année suivante, 1977, les activités principales se poursuivent : élevage, grandes cultures, serriculture. Une nouvelle terre est achetée; la maison de ferme est louée, en location-achat, à un ami artisan. Le loyer représente le montant du versement hypothécaire. La

LES SERRES DE LA PLAINE DEMENAGEES A ST-EPIPHANE

Le Saint-Laurent
Mercredi, le 11 mai 1977, pages 37-38
Par Pierre LANDRY

Saint-Epiphanie. On se souviendra d'un article paru dans le même journal il y a environ un an où l'on annonçait l'implantation d'une nouvelle entreprise à l'Isle-Verte, en l'occurrence "Les Serres de la Plaine" se spécialisant dans la production et la vente de plants de fleurs et de légumes.

Or, à l'automne 1976, "Les Serres de la Plaine" sont déménagées dans le rang A de Saint-Epiphanie. Les raisons de ce déménagement sont multiples. Pour résumer, disons que cette relocalisation amènera une diminution des coûts de chauffage, une facilité plus grande d'expansion, une plus grande efficacité au niveau de la production et une extension du marché.

"Les Serres de la Plaine" produisent actuellement une variété considérable de plants de fleurs et de légumes. Cette année, malgré les considérables difficultés dues au déménagement qui a été effectué au mois d'octobre dans des conditions particulièrement difficiles et malgré un hiver d'une rigueur inhabituelle, la production en cours est d'une qualité exceptionnelle.

Malgré tous les problèmes mentionnés, l'équipe de production de la Serre a réussi à commencer les semis trois semaines plus tôt que l'an passé et à doubler le volume de production.

Ainsi arriverons-nous sur le marché avec des plants plus variés, plus avancés et plus sains que jamais. En plus d'offrir au public tous les plants de légumes qui ont besoin d'être partis plus hâtivement, nous aurons une variété plus grande de fleurs annuelles et de plantes d'intérieur. De plus, nous serons en mesure d'offrir à notre clientèle une gamme de plantes vivaces, des arrangements floraux en corbeille ou en pots de terre cuite, du terreau, de la tourbe, etc.

Nos points de vente seront sensiblement les mêmes, à savoir : la Serre qui, rappelons-le, est maintenant située à Saint-Epiphanie dans le rang A, qui relie l'Isle-Verte à Saint-Epiphanie; le Centre d'Achats de Rivière-du-Loup où nous aurons un kiosque à partir du 19 mai.

Services à la clientèle

Nous offrons en plus un service de livraison et d'escompte sur le volume des achats aux hôteliers de la région, aux clubs coopératifs de consommation, à tout regroupement populaire qui en fait la demande.

Cette politique d'ouverture aux regroupements populaires de consommateurs ou de producteurs veut témoigner d'une volonté de stimuler l'économie régionale et d'encourager la population à s'orienter dans la mesure du possible vers l'auto-suffisance au niveau, notamment, de l'approvisionnement en légumes frais.

Notre volonté est aussi de parfaire nos connaissances techniques en matière d'horticulture et de la culture en général, afin d'en faire bénéficier la population et de promouvoir les productions maraîchères.

Toujours dans la même ligne de pensée, "Les Serres de la Plaine" entreprendront cet été les agrandissements et améliorations prévues pour l'été passé et qui ont dû être retardés à cause du déménagement.

Ainsi est-il question de parfaire nos connaissances en l'utilisation de combustibles dérivés du bois ou de la tourbe de même que d'entreprendre à l'automne une première production de légumes pour desservir le marché local.

En résumé, ce déménagement représente pour nous un atout considérable, et si c'est à regret que nous avons dû quitter l'Isle-Verte, où nous avons trouvé une véritable sympathie populaire, nous demeurons au service de toute la population et nous nous apprêtons à fleurir toute la région.

Commune est désormais en mesure, entre autres par sa crédibilité financière, d'appuyer concrètement des démarches similaires. Plus tard, le voisin sera en mesure de devenir propriétaire.

La Commune participe en outre, par la rédaction d'un article, au Répertoire québécois des outils planétaires⁴. C'est un almanach pratique de la contre-culture, une poursuite des activités de la revue Mainmise. Cette participation est ambiguë, comme le souligne l'article. La Commune fait état de sa marginalité par rapport aux marginaux et de son désaccord avec l'orientation des auteurs du répertoire. Ceux-ci doivent par ailleurs utiliser l'exemple de la Commune de la Plaine parce qu'elle représente le projet le plus avancé. L'autre projet participant, celui de Saint-Dydime, est encore à l'état embryonnaire. On sent une nette différence de ton, de mentalité et d'expérience entre les aspirants et les installés.

En septembre se produit un événement marquant. Devant à la fois faire face aux besoins vitaux de ses membres, aux dépenses d'apprentissage, d'investissement, d'administration et de production, et n'ayant bénéficié d'aucun capital de départ, la Commune est perpétuellement à court d'argent. Le financement est fourni par la Caisse de l'Isle-Verte et remarquablement par les commerçants locaux. Ceux-ci sont solidaires du projet qui, par ailleurs, est une des rares tentatives de développement local. On ne peut s'empêcher de penser que l'incertitude même du projet suscite une sympathie certaine et la curiosité d'en savoir la suite. Le financement disponible est donc de court et de moyen termes. Il sert pourtant à l'investissement à long terme. Il en résulte une absence quasi permanente de liquidité. La solution, c'est évidemment le financement à long terme, à un taux avantageux. Au Québec, en agriculture, c'est l'Office du crédit agricole de Québec qui assume cette fonction. Des démarches avaient été entreprises; on nous avait clairement expliqué que l'Office ne finançait que de vrais cultivateurs. Encouragés par l'arrivée du Parti Québécois, nous avons cette fois fait une demande formelle. A cette époque, la Commune opérait une serre de 2500 pieds carrés, cultivait une surface d'environ deux cents acres et possédait un troupeau de moutons d'une centaine de têtes. Les revenus, si on inclut les ventes d'artisanat, se chiffraient aux alentours de trente mille dollars, ce qui était légèrement au-dessus de la moyenne provinciale. Pourtant, la recommandation concluante du coordonnateur régional de l'Office avait

été celle-ci : "Mettez-vous donc sur le bien-être. Ce sera plus facile pour vous, ce sera plus simple pour nous." C'était sans doute là une illustration concrète de ce qu'était le développement régional pour certains membres de la fonction publique québécoise. Au bureau local du ministère, on préférait parler d'"intellectuels en agriculture", ce qui semblait constituer un non-sens. Il est difficile d'exprimer le profond écoeurement et le découragement qu'avait suscités cette attitude. La fin de l'année allait tout de même voir la mise en chantier d'une deuxième serre, afin d'augmenter la production de plants pour la vente au printemps.

L'année suivante, avec le concours du député provincial, monsieur Jules Boucher, la Commune faisait directement appel au ministre de l'Agriculture, monsieur Jean Garon, lui soumettant les données du problème et soulignant les agissements de ses fonctionnaires. Mis à part les affinités idéologiques, le projet de la Commune coïncidait parfaitement avec les nouvelles orientations du ministère : diversification des productions, auto-suffisance alimentaire, utilisation des ressources rurales pour la création d'emplois. Ces nouvelles politiques avaient sans doute été mal comprises dans les bureaux locaux de l'Office et du MAPAQ. Une nouvelle compréhension s'était développée, sans doute par l'intervention du ministre. C'est ainsi qu'en 1979 s'ouvraient des négociations en vue de déterminer les modalités d'une aide financière. Il s'agissait essentiellement d'une consolidation de dettes ainsi que du financement d'investissements, au montant de 104 000 \$. Deux nouvelles serres, plus grandes et plus performantes seraient construites. Une nouvelle structure juridique, "Les Entreprises agricoles de la Plaine inc.", allait désormais coiffer les activités de la Commune. Cette structure concrétisait l'aboutissement d'une nouvelle orientation. Tout en conservant le mode de fonctionnement interne, la Commune se transformait en entreprise incorporée à but lucratif. Les cinq membres de la Commune devenaient actionnaires à parts égales de l'entreprise. En plus de ceux-ci, une douzaine d'employés saisonniers ou à temps partiel complétaient le personnel. On avait suppléé aux besoins de main-d'oeuvre en ressuscitant la corvée. Voisins et amis étaient invités à une journée de travail, suivi d'un repas et d'une soirée. On ne pouvait cependant dépendre de ce genre d'organisation, trop aléatoire, pour entreprendre une production de plus en plus exigeante. Les communards, paradoxalement, pour

échapper au statut de salarié, devenaient eux-mêmes des patrons. Ce nouveau statut leur assurait par ailleurs une nouvelle respectabilité locale.

Une structure parallèle était également mise sur pied, une corporation à but non lucratif, le Centre d'initiative agricole (CIA), pour chapeauter les activités non-commerciales.

C'est à l'automne qu'eurent lieu les premiers essais de production de tomates en serre.

En 1980, les Entreprises agricoles de la Plaine obtenaient une subvention de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), d'environ 60 000 \$ dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC). Cette somme devait servir à la construction d'une troisième serre ainsi qu'à la mise sur pied d'une centre du jardin et d'une structure de vente d'arbres et d'arbustes de pépinière. Les activités commerciales prenaient de plus en plus de place dans les opérations. Il faut souligner l'extraordinaire ouverture d'esprit et la volonté réelle de collaboration manifestées par le personnel de l'OPDQ. Si tous les fonctionnaires avaient fait preuve de la même compréhension des mécanismes du développement, le chômage serait aujourd'hui chose du passé à Saint-Epiphanie.

Pour la première fois, des actionnaires se joignaient à la compagnie sans pour autant faire partie de la Commune, un nouvel exemple de l'évolution vers une véritable structure d'entreprise. Par ailleurs, le secteur de production d'artisanat était complètement délaissé quoique la coopérative devait fonctionner quelques années sous une nouvelle administration, avant d'être transformée en boutique par un particulier. L'expansion de l'entreprise agricole avait accaparé toutes les énergies des communards.

En même temps, le secteur des grandes cultures prenait de l'expansion : participation au programme Terres agricoles non-utilisées (TANU), par la location de deux terres en voie d'abandon; achat d'une moissonneuse-batteuse neuve pour la récolte, et participation au programme de diversification des cultures du MAPAQ. Celui-ci prévoyait une aide aux cultivateurs dans des secteurs autres que la vache laitière, secteur saturé où on avait dû réduire dramatiquement les quotas

UNE COMMUNE AGRICOLE AUTOGEREE A SAINT-EPIPHANE

Réal LABERGE
Le Soleil, 5 août 1980

Saint-Epiphane - D'une commune vivant d'abord du théâtre, on en est venu progressivement à s'intéresser à la vie agricole ambiante du milieu, puis à des tentatives de culture maraîchère, pour en venir depuis l'année dernière à une véritable entreprise mi-compagnie, mi-coopérative, de production en serres des plants de fleurs et de légumes.

C'est l'expérience de vie de groupe et de retour à la terre que poursuivent depuis huit ans une dizaine de jeunes hommes et de jeunes filles d'âge moyen de 28 ans dans le rang A, de Saint-Epiphane, à une quinzaine de milles au nord-est de Rivière-du-Loup.

Du groupe, cinq membres sont actionnaires, à raison de 20 pour cent chacun, du capital-actions des "Entreprises agricoles de la Plaine inc.", une compagnie formée l'année dernière pour opérer et administrer "Les Serres de la Plaine enr.". Les autres membres de l'entreprise à caractère communautaire y trouvent le gîte, le couvert et un emploi permanent ou saisonnier.

Fleurs et légumes en serres

Cette commune agricole "autogérée" exploitera cette année plus de 5000 pieds carrés de culture en serres, avec une production de 50 000 plants de fleurs et de légumes, de 16 000 livres de tomates, en plus de l'élevage du mouton et de la culture du foin et du grain.

L'affaire remonte à 1972. On faisait du théâtre et on vivait en commune, au rang de la Plaine, dans la municipalité de l'Isle-Verte. C'est un nom, celui de "la Plaine", qu'on n'a pas voulu oublier et qu'on a conservé dans la raison sociale de l'entreprise agricole actuelle.

De vivre avec les gens du coin, dont la préoccupation principale et pratiquement unique tournait autour de l'agriculture et de l'artisanat, le groupe communautaire n'a pu s'empêcher d'y manifester un intérêt croissant, puis décisif.

Une coopérative a été mise sur pied sous le nom de "La coop d'artisanat de Rivière-du-Loup et des environs". Mais les membres de la commune ont délaissé cette entreprise en 1975, qui a été continuée par d'autres sociétaires et poursuit présentement ses opérations à Rivière-du-Loup.

Entre-temps, par contre, l'initiation à l'agriculture s'est poursuivie au sein du groupe. Manquant de machinerie au début, "on a ramassé des roches sur les terres des agriculteurs des environs, qui en retour ont accepté de passer la herse dans les champs acquis par la commune", a-t-on notamment souligné au SOLEIL. Puis, l'un des membres du groupe communautaire, Pierre Landry, a commencé à embaucher les autres à des travaux agricoles.

Entreprise dûment incorporée

Mais depuis l'année dernière, étant donné le développement important qu'a connu l'initiative, on s'est incorporé en compagnie. Pierre Landry, qui vient du Lac-Saint-Jean, en est le vice-président. La présidence a été confiée à Robert Legault, le fils d'un professeur de français du cours "de langue" dispensé à Trois-Pistoles par l'Université Western. C'est un franco-ontarien qui en est le secrétaire-trésorier, Marc Corbeil et une serricultrice, Lise d'Auteuil, est la cinquième actionnaire.

On se propose d'émettre prochainement des actions privilégiées, pour ouvrir l'entreprise à tous ceux qui voudront participer à ses activités et à son expansion.

Le secrétaire-exécutif, Jean-Pierre Deschênes, a insisté sur la participation du groupe communautaire et de ses membres aux associations professionnelles et aux organismes socio-économiques de la région.

Réussites

Ce porte-parole a également fait mention au SOLEIL de "réussites" dont on est particulièrement fiers cette année.

Entre autres, de celle de la stimulation artificielle de brebis, qui ont donné naissance à deux portées d'agneaux, au cours de la dernière année, soit en novembre et en avril.

Et aussi, du chauffage des serres au bois, ce qui a permis à l'entreprise d'économiser de 50 à 75 pour 100 sur le coût de l'énergie.

Incidentement, on a remarqué que l'entreprise communautaire agissait comme concessionnaire des fournaies à combustion lente opérant dans la région sous la raison sociale des "Chauffages écologiques de l'Est".

Les serres

Au domaine de la culture en serres, qui constitue présentement l'activité principale de l'entreprise communautaire, l'apprentissage s'est fait graduellement au cours des années.

C'est en 1973 que le groupe actuel a projeté de bâtir une première serre, qui a été construite l'année suivante. Trois ans plus tard, en 1977, on en a construit une seconde. Et cette année, l'entreprise a triplé la surface existante par l'érection de deux nouvelles serres d'une superficie de 3600 pieds carrés chacune.

Dans ces conditions, selon des prévisions de moyen terme, l'entreprise compte produire l'équivalent d'un demi-acre de tomates de serres. On tentera également de développer la production des tomates dites annuelles, si le marché s'avère intéressant, cette année.

Pour la bonne marche de ces travaux, de la production et des projets de développement, ce sont les cinq actionnaires de la compagnie qui veillent eux-mêmes à tout, ce qui permet une gestion suivie et efficace a-t-on insisté.

Quant à l'écoulement des produits des serres, ça se fait principalement au Centre commercial de Rivière-du-Loup, ou sur l'emplacement même des serres, au rang A, Saint-Épiphane.

de production. Ce programme semblait fait sur mesure pour les néo-ruraux et particulièrement pour les Entreprises agricoles de la Plaine. L'application du programme s'était heurtée au refus habituel de la part des agronomes. Devant cette situation, il devenait nécessaire de chercher des solutions de rechange. C'est ainsi qu'on avait construit une bergerie en polythène, sur le modèle d'une serre, évitant les coûts d'une bergerie conventionnelle. Ce projet fut ridiculisé par le service d'ingénierie du MAPAQ qui produisit un imposant document démontrant l'impraticabilité du projet ... quelques semaines avant qu'une revue américaine spécialisée dans l'élevage ovin fasse la promotion d'une idée similaire. D'autre part, un jeune agronome, pas encore rompu aux moeurs bureaucratiques, avait accusé les communards de fraude. A nouveau, lettre au ministre, suivi d'une nouvelle compréhension des fonctionnaires locaux.

La récolte de 1980, à la suite de conditions climatiques difficiles, avait été désastreuse. En outre, le prix de l'agneau était en chute libre, subissant la concurrence étrangère. Les taux d'intérêts commençaient leur montée. Reconnaisant que la mise sur pied d'un troupeau réellement productif serait une entreprise coûteuse et de longue haleine, on décidait en 1981 de liquider à leur tour les activités d'élevage et de grande culture, pour se concentrer uniquement sur la serriculture et le "centre-jardin" où le roulement du capital était assez rapide pour permettre de tenir le coup. Décision pénible qui effaçait bien des années d'efforts, mais qui était dictée par la raison. Un prêt du Fonds de développement régional de la Fédération des Caisses Desjardins du Bas-Saint-Laurent venait s'ajouter aux investissements et aider à faire face à la crise. (Pour les gens d'affaires qui ont traversé les années 1981-1983, il s'agit bel et bien d'une crise.)

On devait par la suite monter un nouveau projet qui, cette fois, aurait pu propulser l'entreprise à sa vitesse de croisière : un demi-acre de serres jumelées, produisant de la tomate pour fournir le marché local. La Caisse populaire de l'Isle-Verte, la Fédération régionale des caisses populaires ainsi que les magasins coopératifs de la région étaient prêts à investir dans le projet, ces derniers assurant d'ailleurs des commandes fermes, un prix plancher ainsi que l'achat des surplus par les magasins de Québec. L'OPDQ appuyait également le projet. Les Entreprises agricoles de la Plaine avaient effectivement développé un produit, une

LES SERRES DE LA PLAINE ENR... QUAND ON SE SERRE LES COUDES

Marcelle MICHAUD, agente d'information

Les Serres de la Plaine enr., propriété de "Les Entreprises agricoles de la Plaine inc." de St-Epiphane exploitent cette année plus de 20 000 pieds carrés de culture en serres. La majeure partie de cette surface produira en 1983, 750 000 plants de fleurs et de légumes ainsi que 60 000 livres de tomates de serre d'été et d'automne. En 1982, l'on y a produit plus de 30 000 caissettes de fleurs et de légumes; la production de la tomate s'étendait sur 7 mois, soit de mai à novembre. De 1980 à 1982, la production de la tomate est passée de 16 000 à 45 000 livres. Une croissance constante de la production demeure l'objectif des actionnaires.

L'apprentissage de la culture en serres s'est fait graduellement. En 1973 le groupe actuel projetait de bâtir une serre; l'année suivante la première serre était construite. Trois ans plus tard, en 1977, une seconde serre est ajoutée et en 1980, l'entreprise a triplé la surface existante en additionnant deux serres de 3600 pieds carrés chacune. Actuellement, six serres pour la culture de la tomate sont envisagées. Ce projet sera concrétisé bientôt suite à une étude de faisabilité réalisée au cours de l'hiver dernier.

Une telle production nécessite une présence de tous les instants, une supervision technique éprouvée et de la main-d'oeuvre aguerrie, capable de donner chaque jour une somme de travail qui se mesure autant pas la quantité que par la qualité. Une surveillance jour et nuit s'impose puisque la chaleur dans les serres doit être maintenue par un système de fournaies alimentées principalement avec du bois de récupération. D'ailleurs ce sont les 5 actionnaires qui veillent eux-mêmes à la bonne marche des travaux, ce qui permet une gestion suivie et efficace.

L'équipe des Serres de la Plaine est constituée d'une serricultrice, d'une paysagiste et d'un responsable de la production de tomates en serre. Ils sont tous diplômés de l'I.T.A.A. de St-Hyacinthe. Une main-d'oeuvre agricole ayant acquis des connaissances spécifiques à l'I.T.A.A. fait partie du personnel également, et pendant le temps de la transplantation, les serres ont recours aux services d'employés occasionnels. Tous forment une équipe dynamique et bien intégrée à l'entreprise.

L'ouverture officielle se fait traditionnellement à la fête des mères chaque année. L'écoulement de la production s'effectue principalement aux serres ainsi qu'à différents points de vente, à Trois-Pistoles et Rivière-du-Loup.

L'entreprise les Serres de la Plaine enr., est une preuve qu'il existe des PME qui composent avec la conjoncture économique actuelle. En effet, les actionnaires des serres sont très satisfaits de l'évolution constante de leur entreprise ainsi que des encouragements de la population environnante. Ce sont les deux facteurs qui ont le plus incité ces jeunes gens à poursuivre le travail entrepris depuis bientôt neuf ans.

tomate de serre fraîche, tendre et juteuse, disponible de mai à octobre, que les consommateurs n'hésitaient pas à payer le double du prix de la tomate de l'Ontario, cueillie verte et mûrie dans les camions de transport.

Voici somme toute où avaient mené les erreurs, les gaspillages, les tâtonnements, le travail acharné et l'expérimentation des neuf années précédentes. Partant d'une foule de projets, on avait progressivement éliminé tout ce qui était effectivement inapproprié, soit inefficace, non-viable ou ce qui dépendait de facteurs extérieurs. Les coûts de ce cheminement étaient élevés et jusqu'à date improductifs. Les sommes investies, y compris les chèques de bien-être, et le travail consenti étaient sans rapport avec la production réelle. Il s'agissait jusqu'alors de maintenir l'espoir dans une région défavorisée. Mais voilà que se présentait une occasion de récupérer les bénéfices de ces investissements : la création d'une entreprise viable, employant une douzaine de personnes à plein temps.

Les communards s'étaient remis à rêver d'emplois stables, d'un rayonnement régional grandissant et d'un développement de la maison pour permettre l'installation d'unités familiales et favoriser une intimité qui faisait grandement défaut.

Les membres de l'entreprise avaient acquis une certaine expertise dans le domaine de la production; on explorait l'usage de la lumière artificielle et de la culture hydroponique, techniques de pointe. Partant de loin, il faut le dire, la compétence en administration et en gestion s'était développée.

Une fois de plus, l'Office du crédit agricole fit preuve d'intransigeance. Cette fois, les pressions politiques ne furent d'aucun secours. La Commune s'était opposée à une décision de l'Office et avait gagné. Il fallait remettre au plus tôt de l'ordre dans l'univers. La demande de restructuration de l'entreprise se heurta donc à un refus catégorique.

Ce refus, conjugué aux effets de la crise, bloquait toute possibilité de développement des Entreprises agricoles de la Plaine. L'entreprise demeurait donc incapable de faire vivre les membres de la Commune, maintenant composée de trois couples (voir tableau 1). Il fallait soit

TABLEAU 1

LES ENTREPRISES AGRICOLES DE LA PLAINE INC.

Résultats des opérations
(exercice terminé le 31 décembre)

| | <u>1982</u> | <u>1981</u> |
|--|--------------------|--------------------|
| REVENUS | 135 410 \$ | 194 926 \$ |
| FRAIS | | |
| Exploitation | 112 899 | 123 060 |
| Administration | 8 779 | 10 363 |
| Financement | 23 759 | 37 817 |
| Mauvaises créances | ---- | 7 165 |
| Amortissement (note 1) | ---- | 16 104 |
| | <u>145 437 \$</u> | <u>194 509 \$</u> |
| BENEFICE (PERTE) AVANT VARIATION D'INVENTAIRE | <u>(10 027) \$</u> | <u>417 \$</u> |
| VARIATION D'INVENTAIRE | | |
| Stocks au début | (18 116) \$ | (50 288) \$ |
| Stocks à la fin | <u>21 350</u> | <u>18 116</u> |
| | <u>3 234 \$</u> | <u>(32 172) \$</u> |
| PERTE AVANT GAIN SUR DISPOSITION | (6 793) \$ | (31 755) \$ |
| GAIN SUR DISPOSITIF D'ACTIF | <u>----</u> | <u>8 797</u> |
| PERTE | <u>(6 793) \$</u> | <u>(22 958) \$</u> |

Blouin et associés, c.a.

terminer les activités, soit chercher ailleurs, en dehors du domaine agricole.

1.4 LOUP-PHOQUE INCORPOREE ET LES JARDINS DE L'ESTUAIRE

C'est ainsi que s'ouvre la phase finale de l'histoire de la Commune. L'hôtel Plaza de Rivière-du-Loup avait été la scène de l'élaboration du projet original et des sorties du vendredi soir des communards. Cet hôtel, qui avait eu ses heures de gloire lors des premières années du CEGEP, était tombé dans une profonde désuétude. C'était devenu ce qu'on appelle localement "un trou". C'est cette entreprise discutable qui devait apparaître comme la bouée de sauvetage de la Commune. L'opportunité se présentait essentiellement parce qu'aucun homme d'affaires sensé n'en aurait voulu. Pour les communards, qui avaient vécu pendant longtemps dans l'improbable et l'aléatoire, il s'agissait d'un dernier coup de dés. Pour revenir à une gestion saine, il fallait doubler le chiffre d'affaires.

C'est ainsi qu'en mai 1983, une nouvelle corporation, Loup-Phoque incorporée, composée des membres de la Commune ainsi que de deux autres partenaires, devenait propriétaire de l'hôtel : défi de taille, éclatement d'une équipe de gestion habituée à prendre les décisions autour de la table de cuisine, heures de travail longues et irrégulières, joints au stress de remettre sur pied une entreprise assez particulière. Il faut dire que l'hôtel prenait une place importante dans la vie de sa clientèle, et qu'il fallait manoeuvrer avec prudence pour ne pas froisser les susceptibilités de celle-ci.

Il s'agissait somme toute d'un retour au culturel, domaine abandonné depuis la cessation du théâtre. Après les exigences de l'agriculture, même l'hôtellerie de choc pouvait avoir ses attraits. Il fallait également moderniser les opérations. Le début des années 1980 marquait la fin d'un certain engouement pour le communautaire. L'hôtel était une véritable entreprise à but lucratif. On espérait des rentrées d'argent rapides, pour pouvoir entre autres renflouer les Entreprises agricoles de la Plaine, dont les bilans restaient déficitaires année après année.

Le style de gestion décontracté des nouveaux propriétaires avait engendré un bon départ. Le chiffre d'affaires était en croissance et on avait réussi à attirer une nouvelle clientèle, tout en maintenant l'ancienne. Une dizaine d'emplois étaient créés ou maintenus et, par les redevances sur les ventes et autres prestations, les gouvernements étaient remboursés indirectement mais sûrement des sommes qui avaient été préalablement avancées dans d'autres projets.

Ce bon départ devait inciter des gens d'affaires de la ville à offrir une autre aubaine au groupe : Le Parc de l'Ancrage, un parc d'amusement vaguement modelé sur Disneyland, qui ne fonctionnait pas depuis plusieurs années. Nouvelle acquisition, cette fois sous les auspices du Centre d'initiation agricole. Cet achat était motivé en partie par le désir des membres de la Commune de se libérer de la tutelle du groupe; en diversifiant les activités, chacun se retrouvait à la tête de son entreprise. Il y avait là une aspiration légitime à voler de ses propres ailes, après des années de contraintes collectives. Les gens vieillissaient et avaient le goût plus ou moins exprimé de s'affranchir. La Commune devenait maintenant un "holding". Les six membres de la Commune détenaient la majorité des actions dans deux corporations et le contrôle effectif d'une troisième. Y compris les activités de la maisonnée, le chiffre d'affaires approchait maintenant le million. Une trentaine de personnes formaient le personnel. Les opérations des trois entreprises s'imbriquaient les unes dans les autres. Les Entreprises de la Plaine procédaient à l'aménagement des Jardins dont le bar et le restaurant étaient gérés par le Loup-Phoque inc.

Ce dernier projet, rebaptisé les Jardins de l'Estuaire, reçut l'appui de l'OPDQ et des structures fédérales de création d'emplois afin de remettre l'entreprise en marche. L'ouverture était prévue pour juin 1984 afin de profiter de la manne touristique qui allait présument s'abattre sur Rivière-du-Loup, en marge de la manifestation des grands voiliers à Québec. Pour diverses raisons, cette ruée touristique ne se matérialiserait pas. D'autre part, des erreurs de gestion contribuèrent à une année d'opération largement déficitaire.

L'hôtel, suite à une inspection, avait dû subir une rénovation importante, au coût de 25 000 \$, ce qui avait anéanti les réserves disponibles pour la promotion et l'animation. Les rentrées escomptées

TABLEAU 2

LE LOUP-PHOQUE INCORPOREE

Résultats financiers

| | Période terminée le 30-04-85 (12 mois) | Période terminée le 30-04-84 (12 mois) |
|---------------------------------|--|--|
| Ventes | 351 923 \$ | 376 132 \$ |
| Coût des ventes | <u>131 550</u> | <u>157 935</u> |
| BENEFICE BRUT | 220 373 \$ | 218 197 \$ |
| FRAIS | | |
| Opérations | 154 280 | 189 517 |
| Administratifs | 14 288 | 17 874 |
| Financiers | <u>31 430</u> | <u>29 027</u> |
| | 199 998 \$ | 236 418 \$ |
| BENEFICE (Perte nette) | 20 375 | (18 221) |
| Déficit accumulé au début | <u>18 221</u> | <u> </u> |
| BENEFICE OU DEFICIT A LA FIN | <u>2 154 \$</u> | <u>18 221 \$</u> |

faisaient défaut quoique l'opération devait montrer un léger bénéfice (voir le tableau 2).

1.5 LES COMMUNARDS ABANDONNENT ET QUITTENT LA REGION

C'est à ce moment, au mois d'octobre 1984, qu'une majorité des membres de la Commune qui détenaient par ailleurs la plupart des actions dans les diverses entreprises, renoncèrent de guerre lasse à l'idée de continuer. Les gens avaient vieilli, l'usure de dix ans de vie commune dans des conditions parfois difficiles se faisait sentir, et on désespérait de voir aboutir des efforts qui, dans des domaines plus conventionnels, auraient assuré une vie plus confortable. Les succès mêmes de la Commune avaient également engendré des résistances dans le milieu. Dans certains quartiers, un ressentiment s'était développé. Ce pouvait être frustrant de voir des entrepreneurs aussi improbables réussir là où des gens sérieux et des organismes compétents traînaient de la patte. En outre, les acquisitions récentes une fois dépoussiérées et rénovées, attisaient les convoitises.

On procéda donc à la liquidation des actifs, ce qui devait se poursuivre jusqu'à novembre 1985. Cette période est moins claire, vu l'absence de l'auteur. A-t-on voulu poursuivre les activités dans une perspective résolument entrepreneuriale? Espérait-on un appui qui ne s'est pas matérialisé? Croyait-on que, les irritants mieux contrôlés, on pourrait sauver le radeau? Où s'agit-il tout simplement d'un retrait ordonné? L'hôtel fut cédé à un homme d'affaires de Rivière-du-Loup. Les Jardins de l'Estuaire furent remis aux propriétaires antécédents qui avaient financé l'achat. La ferme du rang A fut reprise par l'Office du crédit agricole qui détenait enfin la preuve que tout cela n'était pas sérieux. La maison du rang A était à ce moment abandonnée. La plupart des membres devaient quitter la région, cherchant à se reconstituer une vie plus en accord avec leurs nouvelles aspirations.

NOTES

1. Jacques Godbout, L'Isle aux dragons, Paris, Editions du Seuil, 1976, 158 p.

2. Guy Debord, La société du spectacle, Paris, Editions du Champs Libre, 1971.
3. Danielle Léger et Bertrand Hervieu, Le retour à la terre, Paris, Editions du Seuil, 1979, 236 p.
4. Christian Allegre et al., Répertoire Québécois des outils planétaires, Montréal, Editions alternatives, 1977.



CHAPITRE 2

LE CONTEXTE IDEOLOGIQUE ET LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DU BAS-SAINT-LAURENT

2.1 LE CONTEXTE IDEOLOGIQUE DU NEO-RURALISME

Si, pour reprendre une expression du professeur Henri Desroches, le néo-ruralisme est une "utopie pratiquée" au sens wébérien où le ressort de l'action se trouve souvent dans des désirs, des projets plus ou moins construits, dans la recherche d'un certain idéal, donc des utopies, il faut après avoir décrit en termes monographiques l'expérience de la Commune de la Plaine, étudier l'arrière-plan idéologique qui a servi de ressort au démarrage de cette expérimentation.

A ce niveau, il y a l'idéologie contre-culturelle de la fin des années soixante, forgée dans le sillage de la révolte de la jeunesse américaine face à une société de consommation matérialiste, qui est certainement le point de départ de cette expérience contemporaine de néo-ruralisme.

Le néo-ruralisme c'est, parmi bien d'autres choses, une tentative de mise en pratique, de concrétisation ou d'incarnation de certaines idées que l'on qualifie aujourd'hui d'alternatives. Ces idées ne sont pas nouvelles, mais périodiquement, en les redécouvrant, on croit les inventer. Leur formulation se renouvelle, la symbolique et les moyens de diffusion subissent une mutation. Parfois on y rajoute quelques éléments inédits et on pousse un peu plus loin.

Pour la génération née après la deuxième guerre mondiale, ces idées ont germé et se sont propagées à partir de la contestation des formes sociales de la société occidentale industrialisée, contestation d'une

société basée sur le gain matériel, sur la compétitivité, sur la domination s'exerçant dans le travail, dans la famille, dans l'éducation, dans la gestion des affaires politiques. Ce phénomène n'était donc en soi rien de nouveau; dans le cas qui nous occupe, cette tendance naturelle était par contre amplifiée par la conjugaison de plusieurs phénomènes : premièrement, le baby boom, soit le report différé des naissances après la guerre formant une véritable marée de jeunes vingt ans plus tard, une cohorte démographique qui affecte la société chaque fois qu'elle traverse une nouvelle étape de la vie. Dans les années dont il est ici question (1965-1985), les tendances naturelles de la jeunesse allaient donc particulièrement s'amplifier et résonner dans la société. Deuxièmement, une crise de valeurs larvée a été entraînée par le sommet d'insanité collective qu'a constitué la deuxième guerre mondiale, le génocide et la bombe atomique. Finalement, le pouvoir politique et industriel de la société nord-américaine engendrait une prospérité sans précédent. Cette prospérité aurait deux effets diamétralement opposés. D'une part, une ruée en avant des pouvoirs en place, la mondialisation du modèle capitaliste industriel et par ailleurs, l'éducation et la mobilité incroyable de cette masse de jeunes, chez qui s'était donc installée la conviction d'en savoir plus que leurs aînés; situation parfois illusoire, mais parfois réelle; situation à la fois euphorique et angoissante.

Ces idées étaient donc perçues à la fois comme porteuses d'un projet de société, mais en même temps, comme base de l'amélioration de toutes les facettes de la vie de l'individu. Prenons par exemple le pacifisme : celui-ci s'adresse au phénomène essentiellement social qu'est la guerre, mais il s'agit également d'un enjeu personnel. Eviter la guerre, c'est éviter sa propre destruction. Etre contre l'impérialisme, c'est accepter de payer un prix juste pour les arachides de son marché hebdomadaire. L'évolution récente de la société permet de penser que cet intérêt à la fois personnel et social puisse s'exprimer et affecter le cours effectif des événements.

La guerre du Vietnam aura sans doute été le grand catalyseur de cette contestation. Pour les jeunes Américains, la résistance à la conscription était à la fois la concrétisation d'une position morale contre l'impérialisme et la défense d'un intérêt personnel : rester en vie et éviter d'être soi-même l'instrument de cet impérialisme. Cette résistance,

en s'élargissant, avait démontré la possibilité de limiter les dégâts. L'intervention américaine est devenue si impopulaire qu'on y a mis fin.

Cependant, cette contestation avait également mis en relief l'incapacité des contestataires de se dépasser afin de créer des véritables formes sociales inédites, reposant sur les principes mis de l'avant. On ne parvenait pas à répondre à la question posée par les détenteurs du pouvoir : que feriez-vous à notre place? Cette incapacité avait été illustrée de façon concluante par l'échec relatif des deux grands mouvements de contestation étudiante de l'année 1968 : mai 68, en France, qui avait marqué la rupture des nouvelles revendications avec la gauche traditionnelle, et la convention du parti démocrate de Chicago, aux Etats-Unis, où on avait "cassé" la candidature pacifiste du sénateur Eugène McCarthy, soutenue par le mouvement étudiant. Dans les deux cas, l'action politique n'avait pu transformer les structures, quoique le personnel politique avait pu subir quelques mutations circonstanciées. Les événements d'octobre 1970, au Québec, avaient souligné le cul-de-sac dans lequel s'enfermait une action parcellaire et individualiste.

Que restait-il? Pour ceux qui y croyaient toujours, l'action devait donc s'exercer en plus petit. Il fallait toujours créer ... un, deux, trois Vietnam, que ce soit dans un quartier de Montréal ou une ferme de l'Est du Québec. Dans son livre Do it, Jerry Rubin, un des fondateurs du Youth International Party (YIP d'où yippie), raconte son entrevue avec Ernesto "Che" Guevarra¹. Rubin se dit prêt à venir combattre pour la révolution à Cuba. Le Che lui répond qu'il doit plutôt combattre là où il se trouve, c'est-à-dire au coeur de la bête. C'était donc participer à une guerre d'usure, au terrassement du géant par d'innombrables ficelles invisibles. C'est ainsi que la prise de Saïgon, en 1975, aura été ressentie comme une victoire par une foule de gens pourtant bien éloignés de la ligne de feu.

Ce clivage s'était étendu aux autres grandes questions sociales - l'écologie, l'économie, la politique familiale, sexuelle, nationale - les mêmes principes s'appliquant, mais plus près de la vie quotidienne. De plus, on constatait les relations étroites entre ces différents aspects. Ainsi, s'attaquer aux problèmes écologiques, c'est remettre en question les formes de production et de consommation. On peut difficilement contester la pollution par le moteur à combustion interne sans

s'interroger sur son mode de transport personnel; un parti-pris sur les rôles sexuels se retrouve rapidement au centre des préoccupations familiales. Par ailleurs, pollution, consommation et définition des rôles sont intimement reliées.

Cette perception de la nécessité de changement global a donné naissance à ce qu'on a appelé la contre-culture, ou plus récemment la culture alternative. Il fallait transformer le mode de vie et le système de valeurs non pas dans une perspective sectorielle et isolée mais globalement. Si on accède à la prise de conscience par la remise en question d'une situation particulière, en poussant le raisonnement, on arrive à conclure à la nécessité d'un tel processus.

Il faut également tenir compte de la lutte que se livraient les différentes sectes pharmacologiques, ceux-ci, les fumeurs de tabac, disposant du contrôle de l'Etat, déclarant ceux-là, les fumeurs de "drogue" hors-la-loi, lutte byzantine qui ne manquera pas d'étonner les historiens futurs. Il faut noter que même ici, on retrouve ce clivage entre producteurs industriels, les firmes pharmaceutiques, et les producteurs agricoles. Ce clivage a accentué la marginalité, agrandi le fossé des générations et donné lieu à une répression qui a été un instrument de contrôle social. Certains ont donc voulu, en s'éloignant du centre du pouvoir, retrouver une simplicité dans l'exercice de moeurs différentes.

Donc, pour plusieurs, après diverses expériences plus ou moins cohérentes de militantisme, d'action sociale ou culturelle, il était évident que le pouvoir réel dont on disposait était assez ténu. Et quand on est jeune, même si la vie paraît longue, ou peut-être à cause de cela, on est pressé. Plutôt que de diluer l'énergie dans des luttes épisodiques et parcellaires, plutôt que de servir de troupes de choc pour un état-major ou une avant-garde quelconque, il fallait rassembler tous les éléments disparates et tenter d'agir sur l'ensemble, à une échelle réduite mais contrôlable. Là résidait la grande vertu : la possibilité de contrôler et donc de transformer le plus d'éléments possibles, d'agir sur les interdépendances entre ces éléments; pour reprendre une expression du temps, un projet alchimique.

Ce projet répondait en même temps aux aspirations personnelles des individus impliqués en ce qui concernait la qualité de la vie. En se

regroupant, en s'isolant, on espérait se démarginaliser en créant un microcosme bien à soi. Dans leur ouvrage sur le néo-ruralisme en France, Danielle Léger et Bertrand Hervieu font clairement ressortir cette facette du phénomène². Ils tracent la parenté avec l'abbaye cistercienne du moyen-âge, oasis autosuffisante de sérénité dans un monde troublé, ou encore avec la notion de "feng shui". Pour les taoïstes, feng shui, c'est une petite parcelle de terre, une maison ou un jardin, où règne l'harmonie. Faute de rétablir l'ordre céleste, on se penche sur l'environnement immédiat et finalement sur soi-même, seule matière que l'on peut véritablement prétendre transformer.

Un tel projet ne pouvait prendre forme dans la ville, à cause de l'omniprésence des forces normatives, de la puissance d'intégration de la contestation. La ville absorbait les phénomènes marginaux. Le caractère éventuellement didactique du projet serait noyé dans la cacophonie urbaine. L'action en retour sur la société ne pouvait vraisemblablement s'exercer que dans un vide relatif.

La participation active à une telle expérimentation procédait donc à la fois d'un refus général et du refus spécifique d'un certain nombre de comportements personnels. Il s'agissait en outre de rompre avec le rôle social qu'on nous assignait dans la reproduction de la société - liens de transmission "cool", cadres intermédiaires - refus donc d'un travail aliénant, atomisé, hiérarchisé, du circuit long entre production et consommation, refus de la consommation compensatoire, des stéréotypes de comportements, des horaires, de la spécialisation. C'était une démarche en recherche d'une vie saine, en contact avec la nature, avec les autres et avec soi-même, où le travail serait régénérateur et où les plaisirs du corps et de l'esprit auraient leurs droits.

On a qualifié cette démarche de pratique émancipatoire, qualificatif qui témoigne surtout du point de référence de l'observateur³. Vu de l'intérieur, il s'agissait surtout d'une recherche, de la création et de l'établissement d'une société plus saine. Dans un deuxième temps, on voulait non plus contester, mais créer; passer de la contre-culture à la culture tout court. Cette élaboration devait passer par un renouement avec le passé, avec les couches de la population et les fractions du territoire relativement libres des influences pernicieuses de

l'industrialisation. Il apparaissait plus facile de s'y intégrer, en tentant de les transformer.

Analyse simpliste, peut-être; a posteriori, toute analyse semble simpliste. Ce que nous voulions, avant tout, c'était de dépasser le discours; c'était de faire, d'expérimenter et de démontrer la faisabilité de ce que nous proposons. La contre-culture s'était enfermée dans un discours "contre", discours qui pour se justifier et se légitimer en l'absence de réalisations, devait se radicaliser au point de perdre tout contact avec le quotidien ou se transformer lui-même en objet de consommation pour ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient qu'en rêver. Alors que pour nous, il était évident qu'une petite démonstration, si fragile, éloignée et obscure soit-elle, valait tous les discours et tous les délires.

Il faut d'ailleurs répéter, car c'est là un point essentiel, la nécessité d'une adhésion personnelle et individuelle à un tel projet. Sans cette adhésion, aucune théorie sociale, aucune utopie ne peut prendre racine dans le corps social. Pour certains individus, l'idée est si belle, la correspondance avec leurs aspirations est telle qu'ils n'ont pas l'impression de choisir, de poser un geste. Certaines personnes partageant ces aspirations se trouvaient donc disponibles pour mener ce projet le plus loin possible. Pourquoi ceux-là et non d'autres? Question à laquelle les psychologues tenteront de répondre, mais qui n'entre pas dans le champ de cet ouvrage.

A ce contexte idéologique général, s'ajoute le contexte socio-économique plus particulier du Bas-Saint-Laurent aux prises avec plusieurs problèmes de développement régional, malgré les interventions et les tentatives de planification étatique de développement. Ce territoire allait constituer un terrain propice où pourrait se mettre en actes une expérience néo-rurale comme celle de la Commune de la Plaine.

2.2 LA NAISSANCE D'UNE COMMUNE DANS LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DU BAS-SAINT-LAURENT

Pendant les trois décennies de l'après-guerre, la région du Bas-Saint-Laurent a subi de profondes mutations. L'économie de la région reposait essentiellement sur l'agriculture et l'exploitation des ressources

forestières. La reconstruction de l'Europe avait privé l'agriculture commerciale du littoral de ses débouchés traditionnels; on éprouvait des problèmes de rattrapage par rapport aux nouvelles techniques industrielles, la mécanisation et la spécialisation.

Dans le Haut-Pays, l'agriculture était surtout un support de la reproduction de la main-d'oeuvre forestière. Les travailleurs forestiers réduisaient leurs coûts d'entretien par l'auto-production sur la ferme familiale. Dès le début des années soixante, l'exploitation massive de la forêt régionale avait sérieusement entamé les stocks et les compagnies forestières amorçaient un désengagement partiel. L'agriculture, à cause de conditions climatiques et pédologiques, ainsi que d'une sous-capitalisation chronique, ne suffisait pas à faire vivre la population. On éprouvait donc des difficultés à maintenir une compétition, même au niveau local, avec l'industrie agricole canadienne. Ce retard se manifestait également dans les autres secteurs d'activité, alors que, jusqu'à maintenant, la région avait connu un développement comparable à celui du reste de la province⁴. Selon les théories sociales prévalantes à l'époque, la région tardait à "décoller", c'est-à-dire à entreprendre le passage de la société traditionnelle, rurale et artisanale à la société moderne, urbaine et industrielle, donc au modèle universel qu'est la société américaine idéalisée. Au Québec, ce passage porte le nom de Révolution Tranquille.

Afin d'étendre à tout le territoire les bienfaits de la modernisation, l'Etat avait mis sur pied un bureau d'études, le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, le BAEQ. Celui-ci avait mené une vaste campagne d'animation auprès des populations locales, alors même que ses études arrivaient à la conclusion de la nécessité d'une restructuration en profondeur de la région. On recommandait la fermeture de paroisses entières dans le Haut-Pays, ainsi que la rationalisation des fermes, c'est-à-dire la concentration de plusieurs unités de production aux mains des cultivateurs modernes et dynamiques. L'excédent de population devait grossir les rangs de la main-d'oeuvre manufacturière de la région métropolitaine ainsi que des pôles de croissance régionaux désignés. Le résultat escompté était un accroissement de la productivité et une réduction sensible des coûts de maintien des services publics par ailleurs en expansion partout dans la province.

Ces conclusions étaient cohérentes avec la vision moderniste des planificateurs gouvernementaux, dont c'était la première expérience de cette envergure. On ne peut échapper à l'impression qu'on venait faire ses classes dans un pays perdu, où les erreurs inévitables de l'apprentissage passeraient plus ou moins inaperçues. Par contre, contrairement aux attentes des planificateurs, une partie importante de la population locale a opposé une résistance déterminée à ce qu'on percevait comme la déstabilisation d'un mode de vie qui avait, malgré ses lacunes, de nombreux aspects positifs. La rupture du tissu social entraînée par la relocalisation, la nécessité de rebâtir une vie dans un milieu inconnu ne constituaient pas une amélioration évidente. L'abandon d'une ferme ou d'une paroisse qu'on avait réclamée de la forêt, de mémoire d'homme, représentait un choc émotif inacceptable. Plusieurs insistaient donc pour préserver un mode de vie, un capital foncier et un patrimoine qui leur convenaient; certains préféraient tout simplement le paysage. Les élites locales, qui avaient été l'épine dorsale de la participation populaire aux travaux du BAEQ, voyaient disparaître l'assise de leur prospérité : commerces et clientèles périclitaient ou disparaissaient tout simplement. L'investissement ou la planification privés devenaient problématique, même dans les localités relativement peu affectées. Le gouvernement central, mal compris et souvent indigne de confiance, pouvait étendre ses politiques de fermeture à toute la région. On parlait facétieusement d'un fossé creusé à l'est de la ville de Québec et de la dérive de la péninsule dans l'océan Atlantique. Le chômage et l'exode apparaissaient donc comme les seules options réelles pour une fraction importante de la population, notamment les jeunes. Après 1975, pour ceux qui envisageaient un départ, les emplois se faisaient rares, même dans la région métropolitaine.

C'est dans ce contexte qu'on a assisté à l'émergence et au développement d'un mouvement de résistance, à une tentative de la part des populations locales d'organiser l'exploitation des ressources et la production sur d'autres bases. Une foule de projets et d'associations populaires sont nés de ce mouvement. La plus connue est sans doute la Coopérative de développement agro-forestier de Témiscouata, mieux connue sous le nom de JAL, mise sur pied par la population de trois paroisses vouées à la fermeture. Cette coopérative ainsi que les Opérations-Dignité ont donné corps au mouvement de résistance à la déprise régionale. Elles ont servi de modèle aux structures subséquentes.

Leur objectif principal était la création d'emplois locaux; la plupart se sont engagées dans les productions agricole et forestière. L'industrie manufacturière était quasi inexistante et la demande locale pour les services était faible. La disponibilité des terres a encouragé la diversification des productions. Ces structures ont tenté de se doter d'une gestion collective, fait inusité dans l'histoire de la région. La conjoncture a encouragé la participation populaire à ces différents projets.

Ces projets, ainsi que les luttes qui les ont engendrés, ont connu un retentissement dans toute la province, imprimant un caractère distinctif à la région, soit celui d'une résistance au mode de production capitaliste et industriel, d'une recherche de solutions inédites aux problèmes socio-économiques, conjuguée à la préservation d'un genre de vie. Ce caractère a sans doute exercé une certaine attraction sur ceux qui, en ville, rêvaient d'une vie différente et meilleure.

Le trajet parcouru par ces "organismes de gestion en commun" est parallèle à celui des néo-ruraux. Les deux mouvements cherchaient à innover, surtout en ce qui concerne l'organisation collective de la production tout en conservant certaines facettes d'un mode de vie pré-industriel. On a pu observer une certaine convergence; des néo-ruraux se sont intégrés à ces organismes, souvent comme gestionnaires. Par ailleurs, tous deux souffraient des mêmes faiblesses : insuffisance des moyens, manque d'expérience pratique de la gestion, fragilité de l'innovation et incompréhension de la part de l'appareil bureaucratique.

C'est donc ce climat d'incertitude et d'expérimentation sociale que les néo-ruraux ont rencontré, à leur arrivée dans la région, au début de la décennie 1970.

NOTES

1. Jerry Rubin, Do It : Scenarios of the Revolution, New York, Simon and Schuster, 1970, 256 p.
2. Danielle Léger et Bertrand Hervieu, Le retour à la terre, Paris, Editions du Seuil, Paris, 1979, 236 p.

3. Jean-Pierre Dupuis et al., Les pratiques émancipatoires en milieu populaire, Document préliminaire n° 2, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 176 p.
4. Bruno Jean, Agriculture et développement dans l'Est du Québec, Sillery, PUQ, 1985.



CHAPITRE 3

NEO-RURALISME ET DEVELOPPEMENT REGIONAL : JALONS POUR UNE ANALYSE

Dans ce chapitre, notre objectif est tout d'abord d'établir les principaux traits socio-économiques du phénomène du néo-ruralisme de la région bas-laurentienne pour ensuite examiner ses pratiques sociales et professionnelles. Nous tenterons alors d'analyser comment ce mouvement a pris racine dans cette région précise et de démontrer qu'il s'est produit une convergence issue d'une commune résistance à l'empiétement de la société industrielle moderne; cette résistance émanait d'une part de l'idéologie contre-culturelle et d'autre part du contexte socio-économique d'une région périphérique qui subissait alors une crise profonde, c'est-à-dire pire que d'habitude. A travers l'apprentissage de la vie rurale, les néo-ruraux ont subi une mutation sociale et se sont rapprochés du milieu d'accueil; celui-ci a été marqué par cet influx de personnes, de pratiques et d'idées nouvelles. L'évaluation de l'impact sur la région de ce phénomène d'installation des néo-ruraux, ce qu'Henri Desroches appellerait une "utopie pratiquée" est donc l'objet central d'analyse de ce chapitre.

Nous jetterons ensuite un regard critique sur les facteurs négatifs, l'impedimenta au mouvement, qui s'est résumé essentiellement à l'opposition de l'appareil d'Etat. Les causes et les effets de cette opposition feront l'objet d'une réflexion.

Finalement, nous nous interrogerons brièvement sur le ressac du phénomène et les raisons qui l'ont entraîné, ainsi que sur l'état présent du néo-ruralisme dans la région, pour poser, dans la conclusion, la question de ses implications et de son avenir.

3.1 ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES DU NEO-RURALISME BAS-LAURENTIEN

Avant d'identifier les principales caractéristiques socio-économiques qui se dégagent de notre observation "participante" du phénomène du néo-ruralisme dans le Bas-Saint-Laurent, il faut s'entendre sur l'objet comme tel, sur sa définition, puisque nos observations subséquentes reposent sur l'étude d'un phénomène que nous avons conceptualisé d'une certaine manière; en l'occurrence, nous n'avons pas voulu nous donner une définition rigide pour au contraire retenir dans notre univers d'investigation les différentes manifestations du phénomène.

La base de la définition du néo-ruralisme repose sur le choix d'un habitat et par conséquent d'un cadre de vie, c'est-à-dire la résidence permanente en milieu rural; ce choix implique une réorientation majeure de la vie, une nette déviation par rapport au cheminement pré-déterminé par une origine sociale déjà donnée et une formation académique déjà acquise. L'idéal-type du néo-rural serait, au sens weberien, cet individu d'origine métropolitaine, ayant atteint un niveau d'éducation formelle supérieur à la moyenne, et qui quitte la ville pour s'installer en campagne et y vivre d'une production agricole.

La définition englobe également des individus issus du milieu rural, qui y effectuent un retour, après un séjour en ville, ou plus simplement, des ruraux qui opèrent un retour à la terre. Un fils de fonctionnaire, natif d'un village rural, qui tente une installation comme cultivateur peut être considéré, à toutes fins pratiques, comme un néo-rural. Quoique l'occupation d'une exploitation agricole, d'une "terre" comme on dit ici, soit plus nette comme démarche, et aussi sans doute plus fréquente, les urbains qui ont élu résidence dans les villages ruraux font également partie du mouvement. Cette résidence a souvent marqué une étape de transition, à l'aller comme au retour.

Il s'agit donc d'un déplacement, sur un continuum bipolaire rural-urbain, vers le rural, qui varie selon le point d'origine et selon la distance parcourue.

La majorité des néo-ruraux étaient jeunes, d'un âge variant entre 18 et 35 ans, au moment de l'installation. Il s'agissait essentiellement

de marginaux, de tenants à différents degrés de la contre-culture, qui tentaient de se doter d'une assise personnelle et sociale, de mettre en pratique les valeurs et les comportements auxquels ils croyaient. Au niveau continental, on retrouve le même phénomène lorsque, à diverses époques, des marginaux ont pris le chemin de San Francisco ou de la côte du Pacifique, accentuant ou transformant le caractère de cette région. Dans sa typologie des régions culturelles nord-américaines, Joël Garreau donne le nom d'Ecotopie à cette région, une contraction d'écologie et d'utopie¹. Au Québec, en modèle réduit, une fraction d'une fraction, c'est-à-dire une fraction de la minorité agissante du mouvement contre-culturel s'est transportée dans l'Est. Ce type de démarche concrétise la transition du contre-culturel à l'alternatif, de la contestation à la proposition et la mise en pratique, transition qui s'est opérée un peu partout dans la société occidentale.

On peut difficilement quantifier un tel mouvement. Une centaine de personnes ont fait partie de la Commune de la Plaine, à un moment ou un autre. Une estimation gratuite porterait le nombre total de néo-ruraux certainement au-delà de mille personnes dans le Bas-Saint-Laurent, entre 1970 et 1980.

Cette installation s'est caractérisée par une démarche de récupération et d'innovation. Les néo-ruraux n'ont pas défriché, ont peu construit; l'éthique conservacionniste et la faiblesse des moyens, conjuguées à la disponibilité de fermes et de maisons existantes encourageaient cette prise de possession, permettant une occupation immédiate et la rénovation subséquente. Ces maisons rénovées sont un exemple du mariage du style traditionnel et des normes et du goût plus modernes, caractéristiques des pratiques néo-rurales. La maison était à la fois un besoin, un but et un témoignage du style de vie de ses occupants. Les résidents de souche distinguaient aisément ces maisons à des signes comme le décor extérieur plus coloré et les noms multiples sur la boîte à lettres. On remarquait aussi une préférence pour les aires ouvertes à l'intérieur.

La convivialité était un valeur reconnue et encouragée chez les néo-ruraux. Pour certains, elles supposaient même le fait de vivre ensemble et partager ses biens, une sorte de communisme primitif. Ce fonctionnement un peu insolite a impressionné les "gens de la place", pour qui les nouveaux venus appartenaient donc à des "communes".

Même plus, il leur semblait que tous ceux-ci faisaient partie d'une même organisation plus ou moins occulte. Certains s'informaient discrètement des modalités d'adhésion. Même si des communes ont existé, le fait demeure que les néo-ruraux vivaient surtout seuls, en couple ou en famille. Plusieurs installations collectives, comme la Ferme des Arpents Gris-Bleus, avaient essaimé, les membres se répartissant dans des maisons individuelles. Sans résider ensemble, on préservait toutefois les acquis de l'entraide et de la convivialité. Il s'est donc créé une société parallèle dont les membres entretenaient des relations privilégiées basées sur une philosophie, une situation et des intérêts communs. Toutefois, comme dans tout mouvement à caractère idéologique, les divergences prenaient souvent une place importante dans la vie de ces réseaux.

La durée de l'expérience est un facteur de différenciation, le critère de l'évaluation de l'intégration reposant en grande partie sur celle-ci, mesurée en nombre d'hivers traversés avec succès. L'été, la vie est facile, on vient passer des vacances en campagne. Mais y demeurer pendant l'hiver, c'est manifester une volonté de rester sur place et d'y vivre. Même si la démarcation entre "installés" et "nouveaux" n'a jamais été rigoureuse, on peut distinguer une différenciation appréciable dans le style de vie, les représentations, et surtout la pratique quotidienne entre ceux qui débarquaient de la ville avec leurs meubles et ceux qui avaient déjà hiverné. Ceux-ci, à cause de l'expérience commune avec les habitants originaires de la collectivité locale, avaient amorcé un processus d'assimilation partielle. La présence de ces installés, comme nous l'avons déjà souligné, a attiré les nouveaux venus dans des localités spécifiques, créant des effets d'agglomération.

Le dernier facteur de différenciation est sans doute celui qui concerne la production. Plusieurs en sont restés au stade de la résidence, rénovant, cultivant un jardin ou élevant quelques animaux comme "désennui", ainsi que disent les cultivateurs. Les sources de revenu consistaient de salaires provenant d'un emploi, régulier ou saisonnier, régional ou à l'extérieur, assorti de prestations d'assurance-chômage ou de bien-être social, suppléées ou non par l'auto-production. Les différents projets gouvernementaux de création d'emplois ont également été mis à contribution. Les néo-ruraux ont fourni une main-d'oeuvre qualifiée aux différents organismes de gestion en commun, suppléant aux carences ponctuelles du milieu d'accueil. Certains ont tenté la

combinaison d'un travail plus conventionnel et de la production autonome, en vue de la conversion ultérieure. On retrouve également sous cette rubrique les "gentlemen-farmers", pour qui l'agriculture est surtout un loisir; ceux-ci sont parfois d'excellents producteurs. On en retrouve plusieurs dans l'élevage du mouton de race, secteur crucial de l'industrie ovine. Libérés de certaines contraintes matérielles, ils peuvent se livrer plus facilement à l'expérimentation et l'innovation. Finalement, il y a ceux qui ont tenté l'expérience de la mise sur pied d'entreprises individuelles ou collectives de production. Pour plusieurs, le rejet du mode de production dominant (i.e. une agriculture marchande mécanisée, à forte densité de capital et aux rendements intensifs) s'accompagnait nécessairement de l'élaboration d'une structure de production autonome. Par nécessité et subrepticement, ces structures ont évolué vers la même logique que les entreprises conventionnelles. Les efforts se sont concentrés en agriculture, en foresterie, en artisanat et dans les services.

Dans le domaine agricole, on a généralement évité la production laitière; cette production déjà contingentée était excédentaire. L'existence de quotas de production constitue une barrière difficile à franchir. De plus, cette réglementation en faisait une production du "tout ou rien". Il est impossible d'y effectuer une entrée graduelle. Les néo-ruraux ne disposaient pas des ressources suffisantes et les terres qu'ils occupaient étaient justement celles qu'on avait identifiées comme impropres à cette production. Par ailleurs, la production laitière était perçue comme trop contraignante, trop moderne, trop industrialisée pour satisfaire les goûts de dépaysement des néo-ruraux. De plus, une vache de mille livres est plus intimidante et moins bucolique et pastorale qu'une brebis ou une poule. A ma connaissance, un seul projet de ce type a existé, la ferme des Arpents Verts (comme la série télévisée) à Trois-Pistoles.

Les efforts se sont donc dirigés vers des productions marginales dans la région : boeuf de boucherie, mouton, porc, abeilles, maraîchage. Plusieurs de ces entreprises ont atteint la taille moyenne pour le secteur. On a vu des troupeaux ovins de deux cents ou trois cents brebis, des apiculteurs qui exploitaient deux cents ruches. Diverses tentatives ont eu lieu, dans des productions inédites comme le lapin, la caille, les vers de terre. Des gens ont élevé, pour leur propre consommation, des dindes, des oies et des chèvres. Dans plusieurs cas, en partant d'une

volonté d'autarcie, on a tenté des productions multiples pour ensuite se concentrer sur une seule, en spécialisation.

Ces productions étaient à peu près disparues de cet espace rural, à tel point qu'on voyait souvent des cultivateurs de la place amener leurs familles en visite chez des néo-ruraux, comme on irait au zoo, voir des animaux (et peut-être des voisins) étranges. Du cheptel laitier, il ne reste, suite à la spécialisation, que les vaches de race Ayrshire, Holstein. Même la vache laitière canadienne, race rustique, est en voie de disparition.

Dans les productions végétales, on retrouve à peu près le même phénomène, soit une quasi-absence de la culture céréalière conventionnelle; seules les Entreprises agricoles de la Plaine inc. et quelques essais de culture organique, notamment les Arpents Gris-Bleus faisaient exception. On s'est plutôt orienté vers des projets maraîchers : poireaux, fraises, framboises, asperges. Ces projets étaient surtout de dimensions modestes. Ces productions exigent beaucoup de main-d'oeuvre mais peu de machinerie, du moins sur les petites surfaces. Elles étaient donc bien adaptées aux ressources des néo-ruraux.

Comme on aurait pu le supposer à l'heure du "flower power", les fleurs ont été un produit important. Plants de fleurs, plants de légumes ont poussé en serre aux Entreprises agricoles de la Plaine inc. Les serres, à charpente de bois, chauffées au bois, répondaient bien aux forces et aux faiblesses des néo-ruraux : roulement du capital rapide, marché local, main-d'oeuvre abondante et motivée, facilité d'assimilation et d'application de l'information technique. La serriculture est sans doute la technique de production agricole qui s'apparente le plus au modèle industriel : la production en série d'une unité standardisée et le contrôle des intrants et des conditions de production, y compris la chaleur et la lumière. On s'est ainsi progressivement éloigné du processus naturel parce que cette production soutenait effectivement le projet dans son ensemble. La serriculture constituait par ailleurs une réponse à un atavisme québécois : la négation de l'hiver. Des plants de tomates s'imaginaient en Floride alors qu'ils étaient séparés de bancs de neige par une pellicule de polythène.

L'artisanat a été un autre champ d'activité privilégié. Le tissage, la poterie, le travail du cuir et surtout le travail du bois ont été les secteurs de choix. Encore une fois, il s'agit d'un domaine où le démarrage peut s'opérer sans grands capitaux. Certains de ces artisans ont atteint un niveau professionnel, écoulant leurs produits à l'intérieur ou l'extérieur de la région. L'Atelier Roger et Thérèse Bataillé avait atteint une haute efficacité dans la production de jouets en bois de haut de gamme. Cette entreprise s'est également engagée dans la construction de bateaux.

Plusieurs néo-ruraux ont appris les métiers de la construction, souvent suite à la rénovation de leur propre maison. Ils ont acquis une formation des plus complètes. Plusieurs oeuvrent toujours dans ce domaine. Tout en poursuivant la rédaction de ce mémoire, l'auteur a exercé lui-même le métier d'apprenti-carreleur.

Finalement, certains ont opté pour le secteur des services : tourisme, hôtellerie, restauration. Avec un oeil neuf, ils ont parfois fait ressortir le caractère de la région. Certaines de ces entreprises prospèrent aujourd'hui, notamment l'Auberge Saint-Simon, reconnue pour sa promotion de la gastronomie régionale.

La production aura sans doute été le chemin le plus court vers l'intégration. En partageant les problèmes et les aspirations des producteurs locaux, les néo-ruraux se sont rapprochés de ceux-ci, ont adopté des attitudes et des comportements similaires. Les gestes quotidiens reliés à la production ont accentué cette tendance.

Dans le Bas-Saint-Laurent, on aura peu connu l'émergence de pratiques religieuses ou apocalyptiques spécifiques. La vision globale intégrait ces éléments sans toutefois qu'ils soient omniprésents. Les néo-ruraux étaient de culture catholique, sinon de pratique ou de croyance. Dès le départ, on s'était tourné vers les aspects pratiques de la réalisation de l'utopie. De ce point de vue, il apparaît que cette expérience historique du néo-ruralisme diffère assez profondément du phénomène tel qu'il s'est vécu en France, du moins si on en croit les thèses de Danièle Léger et Bertrand Hervieu, selon lesquelles une puissante impulsion religieuse soit à l'origine de son maintien et de sa résistance, malgré des conditions matérielles d'existence quasiment intenable². Par contre, tout

comme ces chercheurs l'ont remarqué pour les Cévennes en France, certains néo-ruraux ont réussi une admirable adaptation aux sociétés locales et sont même devenus des acteurs et des partenaires très actifs des organisations socio-politiques locales en apportant une contribution appréciée, soit leurs contacts avec l'extérieur, leurs connaissances et donc leur capacité d'appuyer des revendications et des dossiers de développement socio-économique du milieu.

3.2 CONVERGENCE : UNE MARGINALITE CULTURELLE EN QUETE D'UNE MARGINALITE SPATIALE

Sans pouvoir affirmer que le Bas-Saint-Laurent a été l'unique destination des néo-ruraux, on peut constater que cette région a été une terre d'accueil particulièrement propice. Nous tentons ici d'analyser les raisons de cette convergence et de déterminer pourquoi cette région a attiré et a retenu ces immigrants du retour à la terre.

Dans la période qui a directement suivi les travaux du BAEQ, on a relié la notion de développement à celle de pôle de croissance. Une des caractéristiques de la société moderne est la mobilité. Partant d'un fondement culturel plus ou moins homogène, on suppose que les individus, libérés des contraintes imposées par la société traditionnelle, seront en mesure de se déplacer partout sur le territoire en fonction des opportunités de travail, d'éducation et d'ascension sociale. Cette mobilité est donc un aiguillon de la transition au monde moderne. Au sens le plus strict, un pôle est en croissance parce qu'il attire des industries, des entreprises, des capitaux, des familles et des individus. A partir de conditions favorables initiales, ressources ou situation géographique charnière, le mouvement devient éventuellement auto-générateur.

On assumait que le mouvement se déroulerait essentiellement à sens unique, soit de l'espace rural dorénavant marginalisé vis-à-vis les régions "modernes" (pour certains planificateurs, ceci équivalait à la région de Montréal) et les centres urbains des régions périphériques. Cette croissance aurait alors un nébuleux effet d'entraînement sur le reste du territoire en induisant ou en diffusant des activités économiques. Curieusement, les régions périphériques ont accepté cette vision, bien qu'elle concédait tous les avantages comparatifs à la métropole. On

s'attendait donc à ce que l'impulsion fondamentale au développement provienne de l'extérieur.

Très peu d'entreprises se sont transplantées dans la région. La logique commandait plutôt de s'installer au centre. À la place de celles-ci, la région a attiré les marginaux du retour à la terre qui, en plus, se sont installés dans l'espace rural, plutôt que dans les centres urbains régionaux. Amère déception des planificateurs qui auraient pourtant dû, comme le roi de la parabole (Math. ch. 22), se satisfaire de ces convives inattendus. On pouvait difficilement prévoir, déceler ou même admettre l'existence des deux mouvements embryonnaires qui s'amorçaient : la résistance endogène et le néo-ruralisme.

Il s'est donc produit un mouvement de population en sens inverse, du centre de la province vers la périphérie. Il est impossible, à ce stade-ci de la recherche, de déterminer la proportion des néo-ruraux qui se sont dirigés vers l'Est du Québec pas plus qu'on ne peut dire si le mouvement y a pris plus d'ampleur qu'ailleurs. On peut cependant examiner les caractéristiques de la région qui l'ont rendue attractive.

Les néo-ruraux, consciemment ou non, étaient à la recherche d'une assise spatiale pour une culture marginale; cette assise était à la fois personnelle - une maison ou une terre - et sociale, dans la mesure où l'on recherchait également l'association et le voisinage de gens de même acabit, phénomène normal chez les immigrants, mais renforcé dans ce cas par la conscience d'un rejet et d'un choix. La région bas-laurentienne était donc un terrain d'accueil approprié pour diverses raisons.

Premièrement, les terres et les bâtiments y étaient disponibles, à bon marché et, ce qui est d'importance égale, en grand nombre. De fait, les néo-ruraux ont eu tendance à s'agglomérer dans des paroisses spécifiques. On a même vu des ébauches de projet de recolonisation des paroisses en voie d'abandon. L'assise spatiale aurait donc pu se compléter par l'appropriation du pouvoir municipal.

Deuxièmement, l'éloignement du centre neutralisait sa puissance d'attraction et de récupération. On évitait ainsi la tentation de facilité que représentait la ville, le milieu d'origine, les amis, les bars et le reste.

La recherche d'une esthétique de l'espace naturel, la non-industrialisation, l'absence relative de pollution, la déconcentration de la population de la région correspondaient également aux aspirations des néo-ruraux.

Le troisième facteur est d'ordre social. Il s'était instauré à l'époque une sorte de vide de pouvoir dans la région. A l'instar des groupes de gestion en commun, les néo-ruraux avaient l'occasion de remplir ce vide en proposant un avenir, tant par leur action que leur idéologie. De ce fait, l'accueil que leur ont réservé les citoyens de la région a été plutôt favorable, plus même qu'on l'avait prévu. La valorisation du mode de vie rural, l'adoption par les néo-ruraux de certaines valeurs et de certains métiers traditionnels ou en voie de disparition ont accentué cette convergence. La mise sur pied, par les néo-ruraux, de formes productives viables et la création d'emplois ont amplifié et concrétisé cette tendance³.

3.3 L'IMPACT DU NEO-RURALISME SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION BAS-LAURENTIENNE

L'évaluation des impacts d'un tel phénomène n'est pas facile; il n'est pas d'une ampleur ou d'une nature telles qu'il puisse se saisir facilement dans les statistiques officielles. Par ailleurs, sur la base de notre vécu dans ce milieu et nos observations dans le cadre de cette recherche, il est possible d'illustrer de nombreux impacts du phénomène au niveau du développement local et régional. Nous pouvons distinguer facilement deux ordres d'impacts : d'abord ceux qui touchent à la "morphologie" sociale si on peut dire, soit les impacts au niveau démographique et économique et, plus globalement, au niveau d'une revitalisation socio-économique d'un espace rural marginalisé dans une région périphérique. Ensuite, et c'est peut-être là le plus important, il y a ces impacts au niveau idéologique et culturel, c'est-à-dire au niveau d'un apport en termes de nouvelles valeurs qui pouvaient justement pénétrer un tel milieu rural, puisque, toutes novatrices qu'elles eussent pu être, elles reposaient sur une revalorisation de la ruralité elle-même, donc sur une sorte d'acceptation et de respect de la culture rurale déjà vécue dans le milieu d'accueil, revalorisation mise en pratique par l'action quotidienne et personnelle des néo-ruraux. L'interrogation principale soulevée par l'analyse de ce mouvement est donc la suivante : quel est l'impact du néo-ruralisme sur la région et son développement?

Le premier de ces impacts est d'ordre démographique. Le BAEQ avait érigé un modèle; son application locale impliquait un déclin de la population rurale amplifié par la perte de services publics et privés dans les paroisses et, par extension, dans les centres urbains régionaux. Ce ressac d'une industrie aussi fondamentale que l'agriculture entraînait également une crise de confiance. Les investisseurs locaux devenaient prudents, face à un avenir incertain. La fermeture, réelle ou projetée, des paroisses dites marginales avait contribué à créer un profond malaise. Localement, on se demandait si le mouvement de fermeture allait s'amplifier et englober toute la région. Le gouvernement inspire traditionnellement peu de confiance dans les campagnes et le pire scénario semblait vouloir se réaliser.

Deux mouvements ont contribué à freiner cette tendance. D'abord, le mouvement de résistance endogène émergeant a eu un effet dynamique. Ce mouvement et son impact sont décrits dans Agriculture et développement dans l'Est du Québec de Bruno Jean⁴.

Parallèlement, l'arrivée des néo-ruraux a eu un effet significatif sur l'évolution de la population. Les néo-ruraux ont constitué un apport d'effectifs précisément dans les localités les plus affectées par l'exode. Alors qu'au début de la décennie, des rangs entiers se dépeuplaient dans la paroisse de Saint-Epiphanie, on ne trouvait plus de maisons disponibles en 1977. Cela impliquait en outre un accroissement de la demande pour les biens et les services, tant localement que régionalement. Certaines écoles ont été maintenues en place grâce à la présence des enfants néo-ruraux.

Cette affluence a sans doute encouragé certains éléments de la population locale, notamment les jeunes, à rester sur place. Le fait que d'autres s'intéressent à la région et la reconstitution d'une vie sociale ont incité la remise en question des départs.

En plus de constituer un apport d'effectifs, les néo-ruraux sont à l'origine d'une importante injection de capitaux dans l'économie régionale. L'implantation en campagne se traduisait généralement par l'achat d'une maison, la propriété étant une des priorités des néo-ruraux. Ces maisons étaient disponibles à cause de l'abandon de l'exploitation ou du rachat de la terre par un voisin en expansion. La vente de ces maisons

constituait donc la réalisation d'un capital autrement perdu. Au début du mouvement, en 1970-1972, à cause d'une demande quasiment nulle, ces maisons avaient une valeur marchande négligeable. Cinq ans plus tard, les prix avaient quadruplé. Ces ventes constituaient donc un apport considérable, soit à l'investissement, soit à l'arrondissement des fonds de retraite. Même si les transactions individuelles restaient modestes, leur effet cumulatif demeurait considérable. Ceci est également vrai en ce qui concerne les terres, même si ces transactions étaient moins courantes.

Les néo-ruraux formaient également une clientèle de choix pour les produits locaux - oeufs, lait, bois de chauffage, viande et légumes - de même que pour divers services : déneigement, travaux du sol, etc. Un marché était créé pour la production excédentaire, payée comptant. Ceci fournissait un apport supplémentaire de liquidités, toujours bienvenu sur la ferme. Les néo-ruraux constituaient un bassin de main-d'oeuvre ponctuelle, souvent rémunérés par l'échange de services, au bénéfice mutuel de tous.

Les néo-ruraux qui ont tenté de mettre sur pied une entreprise agricole se faisaient acquéreurs d'animaux ou de machinerie, souvent désuète, vendue suite à l'abandon des affaires ou à l'acquisition d'équipements plus modernes. De même, les revenus, salaires, rentes, prestations d'assurance-chômage et de bien-être social s'ajoutaient au produit intérieur local. En tant qu'emprunteurs, ils ont fait fructifier le capital local, en investissant, en payant des intérêts et des taxes municipales.

Même s'ils étaient des néophytes en matière d'agriculture, les néo-ruraux avaient souvent, du fait d'une éducation formelle plus poussée, une plus grande facilité pour entrer en contact avec les appareils de l'Etat. Cette capacité de s'informer et de connaître les programmes gouvernementaux s'est traduite par l'obtention de diverses subventions; on a ainsi encouragé ou obligé l'Etat à intervenir dans des régions où celui-ci s'était désengagé, par calcul ou par négligence.

Dans certains cas, après une période d'apprentissage et de rodage, ils ont accédé à une véritable production et à la création d'emplois. La jeunesse locale n'était pas seulement symboliquement encouragée à demeurer sur place, mais de véritables emplois devenaient disponibles.

Ces emplois, mêmes s'ils n'étaient pas des plus rémunérateurs, permettaient de rester dans la région, d'avoir accès aux programmes sociaux et paiements de transferts et d'acquérir une formation qui, dans bien des cas, s'est avérée des plus utiles.

Les néo-ruraux ont été un facteur de revitalisation et d'animation du milieu. Ils ont été des récupérateurs, des rénovateurs et des innovateurs, tant au niveau technique qu'au niveau social. Le BAEQ et l'appareil d'Etat ont entrepris la modernisation de la région; cette initiative a été valable sous plusieurs aspects : la scolarisation, l'accès aux services, l'amélioration des communications, la hausse réelle des revenus et du niveau de vie de la population. Cependant, on a fait du zèle, en voulant transformer de fond en comble, sans se soucier des formes sociales et de la technologie existantes qui avaient fait leurs preuves et qui avaient encore leur place. Les néo-ruraux, par choix comme par nécessité, ont donné une nouvelle impulsion à des formes d'organisation du travail comme l'échange de services, le travail collectif et la corvée. Cette dernière donnait lieu à des soirées sociales réunissant à la fois les nouveaux et les gens de la place. Des liens de toutes sortes se sont noués autour de ces soirées.

Les néo-ruraux ont également développé des productions adaptées à la région, productions qui ont été reprises par d'autres producteurs, notamment la serriculture et la culture maraîchère. L'élevage du mouton a également profité de cette présence. Même si la plupart de ces projets ont failli, ils ont néanmoins fait la démonstration de la faisabilité de ces nouvelles productions. D'autres, mieux installés dans l'agriculture, ont repris ces productions. L'agriculture biologique, longtemps associée aux néo-ruraux, est maintenant enseignée à l'Institut de technologie agricole de La Pocatière. Des entrepreneurs plus aguerris gèrent aujourd'hui des entreprises mises sur pied ou rénovées par les néo-ruraux.

Au niveau régional, c'est peut-être dans le domaine des idées, donc dans l'ordre symbolique plutôt que dans l'ordre matériel, que les néo-ruraux ont eu le plus grand impact. A une époque où la région se sentait menacée, ils lui ont donné un sens par leur simple présence; ils y ont cru, non par nécessité, mais par choix délibéré. Dans une période critique, ils ont encouragé la substitution du capital par le travail et l'imagination. En dépit de leur apparence bizarre, ils ont contribué à

l'épanouissement d'un sens du possible. Plusieurs personnes, dont monsieur Jean-Paul Gendron, directeur régional de l'OPDQ, et monsieur Jean-Marc D'Amours, préfet de la municipalité des Basques, m'ont fait part de cet avis.

On peut difficilement imaginer un projet plus aléatoire que celui de la Commune de la Plaine. Le fait de voir un tel projet évoluer et prospérer a sûrement encouragé des démarches d'entreprises. Si cette bande de "freaks" pouvait réussir, en dépit de la sagesse conventionnelle, on pouvait la remettre en question, surtout lorsqu'elle constituait un frein.

La pratique du développement comprend des risques par sa nature même, l'action en fonction d'un avenir incónnu. Devant la comparaison avec les néo-ruraux, qu'on avait vu cheminer du ridicule à la viabilité, ces risques diminuaient en importance, surtout si on considérait les atouts supplémentaires que conféraient l'expérience, la solvabilité et l'enracinement dans la région. Il s'est en outre créé une certaine émulation. Devant la montée de ces nouveaux entrepreneurs, on a peut-être craint d'être dépassé.

Le phénomène a donc été un des catalyseurs des énergies régionales qui a, de plus, permis d'adoucir le choc de la transition au monde moderne.

Finalement, et ce n'est pas le moindre des mérites, des uns comme des autres, les néo-ruraux auront parfois amené le sourire au visage de leurs voisins.

3.4 RESISTANCE AU MOUVEMENT : LE ROLE DE L'ETAT

Les néo-ruraux ont reçu, dans l'ensemble, un accueil plutôt positif, voire chaleureux, au sein du milieu rural. Ce milieu qu'on avait caractérisé comme traditionnel, borné et même rétrograde s'est avéré prêt à intégrer les nouveaux venus, en dépit de leur marginalité. On leur a accordé, au pire, le bénéfice du doute; au mieux, une aide matérielle et technique. L'Eglise, qui demeure à bien des égards une des institutions clé de l'espace rural, s'est montrée bienveillante. Ceux qui ont tenté de produire ont reçu encouragement et soutien financier.

L'éthique du travail et de la production est une valeur essentielle du monde rural. Les néo-ruraux avaient des allures et des idées bizarres, mais à partir du moment où on les voyait travailler aux champs, apprendre un métier et surtout produire, ils devenaient des membres de la communauté. Chez une paysannerie libre, "Maître chez nous", avant d'être un slogan politique, reflète le sentiment bien établi que sur sa terre, l'habitant est souverain. On était prêt à étendre ce principe aux voisins, même s'ils avaient les cheveux longs. Lorsqu'en plus ils faisaient preuve d'efficacité, ils jouissaient d'un respect parfois amusé mais réel.

Les petits commerçants et industriels locaux ont emboîté le pas. Un projet comme celui de la Commune de la Plaine n'aurait pu se développer sans le crédit qu'on lui a accordé, directement et par le biais de la Caisse populaire. La commission de crédit de cette institution, sorte de comité des sages, était prête à s'embarquer dans ce cheminement somme toute hasardeux.

Certes, tous n'étaient pas du même avis. Les néo-ruraux n'auront pas échappé aux conflits et aux oppositions, mais ceux-ci font partie de la vie en campagne, comme partout ailleurs. Ces tensions existent, mais n'ont pas été un obstacle à l'épanouissement du phénomène.

Il s'est par ailleurs manifesté des résistances majeures au développement du mouvement néo-ruraliste, principalement au sein de l'appareil d'Etat. Les néo-ruraux sont quasi unanimes sur ce point.

Spécifions d'emblée que les comportements décrits ne sont pas généralisés. Plusieurs fonctionnaires, notamment ceux de l'OPDQ, ont gardé un esprit ouvert vis-à-vis les néo-ruraux. Ce sont les fonctions, et non pas les personnes, qui sont ici remises en question. Certains membres du personnel des organismes mis en cause sont sans doute d'accord, en privé, avec ce que nous avançons. Les réflexions qui suivent sont le point de vue critique d'un observateur usager. L'auteur ne prétend pas connaître les rouages de l'appareil d'Etat; elles sont donc une tentative d'analyser la dynamique qui s'est instaurée entre fonctionnaires et néo-ruraux, du point de vue de ces derniers. On excusera ce qu'une telle démarche peut comporter comme biais.

L'attitude du ministère de l'Agriculture, chargé du soutien technique, de l'élaboration et de la mise en application des programmes de développement agricole, et celle de l'Office du crédit agricole du Québec, maître-d'oeuvre du financement des entreprises, ont été caractérisées, sauf exception, par un refus systématique et délibéré, par un déni de l'existence du phénomène, de son potentiel et de ses réussites. Ce refus a été tantôt ironique, tantôt catégorique, parfois brutal. Tant que les néo-ruraux demeuraient des bénéficiaires de l'aide sociale, tant qu'ils s'occupaient de théâtre et d'animation sociale, ils restaient des objets de curiosité peu menaçants.

Par contre, ceux qui se sont adressés au ministère ont suivi un parcours étonnamment similaire : la première démarche, généralement une demande d'information, a été accueillie avec politesse; on a fourni la documentation pertinente, tout en spécifiant la difficulté du projet. A ceux qui ont voulu poursuivre, on a expliqué que l'agriculture dans le Bas-Saint-Laurent, c'était la vache laitière, que cette production était saturée et que des gens compétents s'y affairaient déjà. Ceux qui s'engageaient quelque peu, par exemple par l'achat de quelques animaux, se sont faits traiter de "gentlemen-farmers" ou pire, d'intellectuels qui accaparaient les ressources dévolues aux "vrais cultivateurs". Même les agronomes dont le mandat était de développer les productions nouvelles traçaient un portrait plus que sombre des possibilités réelles. Les solutions imaginées et mises en pratique pour répondre à ces conditions étaient ridiculisées. Il faut admettre que beaucoup de ces idées n'étaient pas fondées; par exemple, une trop grande polyvalence nuirait à l'acquisition d'une formation solide. Pourtant, la combinaison de l'apprentissage auprès des producteurs, de la recherche et l'expérimentation permettaient toutefois de dégager des éléments utiles.

C'est aux alentours du véritable enjeu, le financement, que cette confrontation prenait toute sa force. On pouvait difficilement empêcher quelqu'un d'acheter une terre, des animaux ou un tracteur et d'entreprendre une production agricole. La loi sur les producteurs agricoles établissait qu'il fallait mettre en marché sa production pour une somme très peu élevée (1 500 \$ en 1970) pour se qualifier comme producteur. Une telle situation dérivait de la présence d'un résidu de petits producteurs traditionnels, peu intégrés au marché, en voie de disparition, mais

qu'on hésitait à éliminer complètement. On pouvait donc devenir "producteur agricole" et membre de l'UPA assez facilement.

Par contre, avec les moyens financiers limités dont disposaient les néo-ruraux, on envisageait difficilement les investissements nécessaires à la mise sur pied d'une véritable entreprise. On devait donc s'assurer d'un financement. Dans certains cas, d'autres institutions de crédit s'étaient aventurées dans cette voie. Les conditions particulières de la production agricole, la nécessité d'une immobilisation massive en vue d'un rendement aléatoire, faisaient toutefois en sorte que le crédit agricole demeurait la source privilégiée de capitaux. Les avantages de cette forme de financement consistent en un taux d'intérêt peu élevé, un amortissement à long terme et l'accès à diverses subventions.

L'octroi du crédit reposait sur des normes de rentabilité, établies par l'Office, reposant essentiellement sur le prix fixé par le lait. On assumait implicitement que l'entreprise financée était déjà en opération. Le calcul de la rentabilité reposait sur un fonctionnement établi. On devait démontrer des profits dès la première année d'opération. Il va sans dire que les néo-ruraux ne correspondaient pas à ces normes. On avait l'impression que ces normes étaient parfois établies après coup, écrites au crayon en bas de la page.

Ceux qui persévéraient devaient donc apprendre les aspects techniques de la production, subvenir à leurs besoins matériels tout en investissant à la fois dans la production et l'apprentissage, et en plus faire une lutte à l'institution qui était censée encourager leur développement; tout cela constituait un drainage supplémentaire de temps, d'argent et d'énergie. La Commune de la Plaine avait acquis une certaine efficacité dans ce domaine. Le regroupement permettait de dégager des énergies qu'on pouvait investir dans cette démarche indispensable. Le succès de l'entreprise lui permettait de faire valoir ses droits, ainsi que de s'attirer des appuis et des sources de financement diversifiés. La résistance était d'autant plus déterminée qu'il s'agissait d'un cas-type, qui pouvait ouvrir la porte à d'autres requérants. Par contre, pour un aspirant seul, les obstacles étaient souvent insurmontables. Faute d'obtenir les mêmes avantages consentis aux autres producteurs, devant un appareil institutionnel rigide et doté de puissants moyens, et surtout

de temps illimité, la majorité des nouveaux producteurs devaient succomber à la précarité de leur situation.

Il faut tenter de comprendre les raisons de cette situation. Alors qu'on aurait pu craindre l'intolérance des ruraux, ce sont plutôt les tenants du monde moderne, les applicateurs des visées du BAEQ, qui se sont montrés réfractaires. Le comportement des fonctionnaires a suscité des interrogations angoissées chez les néo-ruraux. Ce comportement reposait sur une interaction entre plusieurs facteurs que nous tenterons d'examiner par ordre croissant d'importance.

D'abord, il existait un profond préjugé culturel selon lequel les néo-ruraux étaient des gens qui ne voulaient pas travailler, préférant vivre "aux crochets du gouvernement", et dont l'éducation et la ruse instinctive leur permettaient de s'insérer dans les programmes gouvernementaux.

Paradoxalement, on ressentait une nervosité certaine devant le potentiel de néo-ruraux. Les agronomes se veulent la tête pensante du monde rural. Il existe un écart palpable entre leur niveau d'éducation formelle et celui de leurs administrés qui engendre un rapport de force favorable aux premiers. La lecture, la compréhension, l'interprétation et la rédaction des programmes gouvernementaux sont plus souvent confiées à l'agronome, qui dispose donc d'une certaine latitude dans l'exercice de ses fonctions. Les néo-ruraux, en bons ressortissants du monde moderne, étaient plus enclins à faire une lecture indépendante de ces programmes. En outre, ils étaient plus en mesure de tenir un discours, remettant en cause la légitimité de l'appareil et de certaines pratiques. Ils pouvaient passer outre, recherchant des appuis ailleurs, développant une technicité qui leur était propre. L'implantation de ces étrangers menaçait donc l'équilibre des structures rurales. Un fonctionnaire du service d'ingénierie du ministère nous avait dit : "Ce n'est pas aux cultivateurs de faire de la recherche." Ce qui effrayait le plus, c'était la possibilité d'une jonction réelle avec les "vrais" cultivateurs, un réaménagement des fonctions. Cette éventualité était peu probable, surtout si on considère que les cultivateurs estiment que les agronomes exagèrent leur importance réelle. La possibilité était toutefois évoquée dans un contexte social turbulent, où les certitudes étaient menacées.

L'idée d'octroyer des sommes d'argent était donc répugnante; les motivations étaient soit professionnelles, dans le sens qu'on croyait que ces sommes pouvaient mieux servir ailleurs, soit personnelles : par une sorte d'aliénation, on ne distinguait plus l'intérêt privé de l'intérêt public.

Cet état d'esprit a donné lieu à une situation de confrontation, la frustration des néo-ruraux se conjuguant à la susceptibilité des fonctionnaires. Ces éléments, quoique importants, n'étaient cependant que des amplificateurs de la contradiction fondamentale. Le ministère avait comme mandat l'application dans la région d'une politique agricole, d'un modèle et de normes auxquels contrevenait, sciemment ou non, la pratique néo-rurale. Il faut reconnaître que cette politique a remporté de francs succès. La productivité a connu une croissance géométrique, le niveau de vie des cultivateurs a subi une hausse véritable, les denrées agricoles sont peu chères, et le secteur agro-alimentaire reste un des principaux moteurs de l'économie. Ceci s'est accompli en partie grâce aux efforts du ministère et de la corporation des agronomes. Ce succès avait cependant donné lieu à un contentement béat et surtout à l'application sur le terrain de normes étroites hors desquelles il n'y avait pas de salut. On avait érigé un modèle, la ferme laitière familiale. Au point de vue strictement économique, cette structure assure le rendement maximum au moindre coût à cause du travail non-rémunéré accompli par la famille. Les subventions gouvernementales à la production sont payées en fonction des quantités livrées. Les gros producteurs reçoivent donc l'essentiel des aides publiques pour le soutien et le développement de l'agriculture. Il s'ensuit donc une épuration des effectifs qui conduit à la "corporatisation" de la classe agricole. Par contre, les problèmes sociaux - recyclage et chômage pour ceux qui sont éliminés, surmenage et absence de relève pour ceux qui restent - sont évacués de la problématique et confiés à d'autres instances gouvernementales, alors qu'ils sont interdépendants. C'est ainsi qu'on s'est centré sur le produit en faisant abstraction du producteur. En ignorant ou en oubliant les dimensions sociales des questions économiques, on se rend justement vulnérable là où on a voulu se protéger.

Tout ce qui s'écartait de cette piste était hérésie. Le mandat de développement de l'agriculture était donc interprété comme le mandat de développement de la ferme laitière familiale. Les intuitions quant à la

diversification des productions et des producteurs avaient peu de place dans ce schéma.

Au plan strictement financier, on exigeait d'une entreprise naissante la même performance qu'une structure établie; des secteurs nouveaux devaient atteindre, par leurs propres moyens, l'efficacité de l'industrie laitière. On nous expliquait "qu'on ne ferait pas d'agriculture subventionnée", alors que le subside fédéral sur la production laitière est la quatrième source de revenus agricoles au Québec⁵. On nous expliquait qu'il ne fallait pas songer à s'enrichir avec "l'argent du contribuable". A quoi donc pouvaient servir ces efforts, ces sacrifices, sinon à s'enrichir?

Au niveau local, la subvention et le crédit avaient comme fonction principale d'encourager, d'imposer ou de récompenser la conformité avec le modèle. Il n'était donc pas question, sauf sous contrainte, de financer ce qui apparaissait comme un retour en arrière ou une aventure. Même les cas exceptionnels qui ont réussi à franchir la barrière ont été détournés d'un cheminement adapté à leurs circonstances. Plutôt que d'amorcer un développement graduel, ils ont dû, pour accéder au financement, s'embarquer dans une dynamique productiviste avant de terminer la période d'essai et de rodage.

Sous la tutelle du ministre Jean Garon, l'agriculture "hippie" est devenue l'agriculture "péquistique". L'intention originale, l'auto-suffisance et la diversification, a été détournée, diluée et vidée de son contenu. La position d'intermédiaire de l'appareil bureaucratique, entre le législateur et la classe agricole, lui a permis d'interrompre la connexion potentielle entre une politique de diversification et un bassin de praticiens éventuels.

La région amorçait un déclin, surtout marqué par l'exode des jeunes. Par la suite, on a volontairement écarté cette nouvelle population, jeune, créative et dynamique, à laquelle la population locale a réservé un accueil somme toute sympathique. Ce déroulement souligne la nécessité à tous les niveaux d'un état d'esprit et d'un fonctionnement propices au développement. Sans normes, sans institutions, tout fonctionnement, tout développement sont impossibles. Les néo-ruraux avaient aussi leurs normes et leurs préjugés. La société exige par ailleurs un comportement normatif des fonctionnaires.

Cependant, le développement, par sa nature même, implique la transgression des normes. Sans régler tous les problèmes, une approche plus positive aurait sûrement permis une exploitation plus rentable du phénomène. Les appuis financiers, par exemple les projets expérimentaux de création d'emplois communautaires (PECEC) de l'OPDQ, ont effectivement permis de jeter les bases d'une véritable production rentable. C'est lorsqu'on a tenté la transition de l'expérimental au fonctionnel et au durable que la machine s'est enrayée. Il aurait fallu un ministère des marginaux, auquel on aurait refilé tous les cas imprévus.

3.5 LE RESSAC OU LA FIN D'UNE UTOPIE

Après avoir connu un développement constant de 1970 à 1980, le mouvement néo-rural a périclité. Les divers projets issus de ce mouvement social avaient un caractère fragile. Les néo-ruraux cherchaient à innover, au plan économique, social et technique. Ils devaient apprendre un métier, investir, faire de la recherche, tout en devenant gestionnaires et administrateurs; en plus, ils essayaient de vivre de leur production, de s'établir et dans la plupart des cas, de fonder une famille. L'inexpérience naturelle de la jeunesse s'ajoutait à la nouveauté du milieu et d'un mode de vie auquel leur origine et leur éducation ne les avaient pas préparés. Ces multiples charges et ces défis créaient un fardeau lourd à supporter, auquel s'ajoutait le poids de la démonstration de la validité de leurs idéaux et de leur mode de vie. Ils devaient en convaincre les autres et très souvent s'en convaincre eux-mêmes. L'entraide, le partage, la solidarité, s'ils apportent des bienfaits à long terme, peuvent aussi constituer un carcan. Sur certaines questions, les néo-ruraux faisaient carrément fausse route; les remèdes qu'ils proposaient n'étaient pas des panacées. L'ardeur du néophyte entraîne parfois des excès qui retardent l'atteinte de l'objectif.

Le gouvernement entreprenait un virage partiel vers une économie moins dirigée. La crise du début de la décennie 1980 et la hausse en flèche des taux d'intérêt ont porté un dur coup à ceux qui devaient avoir recours au crédit à court terme. Par ailleurs, la société en général avait évolué. Les chocs pétroliers, la crise, le chômage endémique avaient assuré une certaine crédibilité aux thèses alternatives. Plusieurs des notions de base des néo-ruraux avaient été intégrées par la culture

générale. L'action des néo-ruraux et du mouvement contre-culturel dont ils étaient issus y avait contribué. La catastrophe, nucléaire ou écologique, n'avait pas eu lieu. Le milieu rural avait agi comme une voie de réintégration. Les néo-ruraux avaient vieilli; le mode de vie urbain, un revenu régulier présentaient des attraits certains. Les leçons apprises pouvaient toujours servir ailleurs et plus profitablement.

Il s'est donc produit un ressac. Plusieurs adeptes se sont retrouvés en ville. Des projets importants, notamment la Commune de la Plaine, se sont dissous. Cependant, une certaine fraction, sans doute une minorité, en serriculture, en élevage, en apiculture, existent et prospèrent, se fondant dans le décor. Même les agronomes ont pu repenser à la diversification. D'autres ont conservé ou ont trouvé des emplois, pour s'installer à demeure dans la région. Quelques-uns cherchent encore.

Les maisons, les bâtiments et les terres qui seraient aujourd'hui à l'abandon sont occupées par de nouveaux propriétaires; même si le mouvement est moins visible, plusieurs de ceux-ci proviennent de l'extérieur. Il y en a parmi eux qui s'achètent quelques poules et d'autres qui rêvent de devenir cultivateurs. Cette fois, ce sont les "installés" qui sourient, en leur souhaitant bonne fortune.

Plusieurs techniques ont été introduites et adoptées par les agriculteurs conventionnels. L'UPA regroupe dans un même syndicat les "productions nouvelles", certainement marquées par la présence néo-rurale⁶. Les entreprises mises sur pied par les néo-ruraux ont, dans certains cas, été reprises par des entrepreneurs locaux. C'est le cas des Jardins de l'Estuaire à Rivière-du-Loup, dont l'association touristique et l'organisation locale du parti libéral du Québec ont fait usage comme exemple de potentiel touristique de la région.

Le phénomène est donc moins visible mais toujours vivant. Une nouvelle conjoncture déterminera son évolution subséquente. Une nouvelle crise, économique ou sociale, entraînera sûrement de nouveaux déplacements, de nouvelles colonisations. La campagne jouera encore une fois son rôle de soupape de pression, permettant aux zones de concentration démographique de s'ajuster.

NOTES

1. Joël Garreau, The Nine Nations of North America, New-York, Avon Books, 1981, 431 p.
2. Danielle Léger et Bertrand Hervieu, Des communautés pour des temps difficiles, néo-ruraux ou nouveaux moines, Paris, Editions du centurion, 1983, 215 p.
3. François Pernet, Résistances paysannes, Presses universitaires de Grenoble, 1982, 188 p.
4. Bruno Jean, op. cit.
5. (Bureau de la statistique du Québec), Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation, édition 1986, p. 29.
6. Entrevue avec Jean-Claude Parenteau, permanent de l'UPA Bas-Saint-Laurent.



CONCLUSION

En terminant cette étude, nous voudrions répondre à deux questions que pose une telle expérimentation sociale et économique : premièrement, est-ce que les événements auraient pu se dérouler autrement? Deuxièmement, la pratique néo-ruraliste comporte-t-elle des éléments de solution aux problèmes du développement régional?

Une variation de la conjoncture aurait certainement influencé l'évolution du phénomène. L'approfondissement de la crise aurait renforcé la recherche et le développement de pratiques alternatives. Dans un monde dévasté par une catastrophe nucléaire ou écologique, les néo-ruraux auraient pu jouer le rôle des communautés monastiques du moyen âge européen, d'îlots auto-suffisants, préservateurs d'une culture disloquée¹. Par ailleurs, le mouvement aurait pu se radicaliser, se marginaliser davantage. Il aurait alors fallu couper les ponts de façon définitive, pousser plus loin, tant dans l'espace que dans la pratique. Si les néo-ruraux de l'époque avaient disposé de ressources plus considérables et indépendantes, s'ils avaient eu une plus grande expérience, on aurait sûrement assisté à un développement plus équilibré et plus enraciné. Il semble que les structures toujours en existence évoluent effectivement vers un fonctionnement viable. Aux Etats-Unis d'Amérique, société plus riche, plus peuplée, où les phénomènes marginaux peuvent facilement regrouper une grande quantité d'individus et disposer de ressources plus complètes et plus diversifiées, le néo-ruralisme se porte bien, comme en témoigne par exemple la circulation de revues comme le Mother Earth News et sa contrepartie canadienne Harrow-smith.

Plus prosaïquement, dans la région qui nous concerne, il semble évident qu'un appui plus poussé des décideurs locaux aurait permis un développement plus complet et plus profitable. La reprise économique

a empêché la consolidation de cette relation embryonnaire, les détenteurs de capitaux se sont tournés vers des investissements plus sûrs. Peut-être craignait-on de donner naissance à des compétiteurs potentiellement dangereux. Au contraire, la créativité et le sens d'entreprise des néo-ruraux, encadrés et soutenus par un appareil plus rigoureux, plus expérimenté, plus riche et mieux implanté auraient pu devenir un élément de la reprise régionale. On aurait ainsi reproduit le cadre de développement de l'entrepreneurship qui prévaut dans les grandes corporations².

Il en est de même en ce qui concerne l'action gouvernementale. L'OPDQ, ainsi que les organismes fédéraux de création d'emplois, dont le DEDER, ont soutenu certains projets néo-ruraux. Ils ont en cela fait une entorse à la politique de création exclusive d'emplois manufacturiers, politique mieux adaptée à Toronto qu'à Rivière-du-Loup. Par contre, les divers ministères sectoriels se sont cantonnés dans une approche normative, d'où était absente toute velléité de risque.

Seul l'avenir révèlera si les néo-ruraux réussiront à réaliser leurs aspirations, si le temps et l'expérience permettront de compléter le cheminement qu'ils se sont tracé.

Les néo-ruraux ont prospéré pour un temps. Comment cela s'est-il accompli? Autrement dit, quels sont les aspects positifs de la pratique néo-rurale et quels sont les éléments qu'elle peut fournir à l'appui d'une démarche de développement? Bien que ceux-ci soient indissociables dans les faits, trois éléments de base sont à l'origine de l'essor du néo-ruralisme.

Premièrement, la conscience écologiste a engendré un style de vie caractérisé par la frugalité³. Les néo-ruraux n'étaient pas des ascètes. Ils étaient pauvres, mais cette pauvreté avait comme but l'accès à une vie meilleure. Cependant, l'idéal écologique, une relation de prélèvement minimal des ressources, s'est traduit dans les faits par une réduction de la consommation et du gaspillage, ainsi qu'une prédilection pour le recyclage et la conservation, facteurs essentiels à l'accumulation, sinon à la reproduction du capital. On a ainsi pu dégager des surplus affectés à l'investissement et à l'apprentissage.

A un autre niveau, le comportement social, le paradigme écologique a servi de base à l'insertion dans la région et dans le processus de production. Il aurait été impossible de mettre sur pied, de façon instantanée, des entreprises productives; en s'intégrant au processus de production dans une de ses formes antérieures, il devenait plus facile à comprendre et à maîtriser. En revenant en arrière, au stade précédent, on empruntait en raccourci le même chemin que les producteurs conventionnels. On était donc en mesure de comprendre les choix qui avaient été faits. On pouvait alors retenir ce qui est valable dans le processus, tout en y apportant les modifications et les ajouts jugés utiles et nécessaires. Le mode de production industriel, et la forme sociale qu'il sous-tend, est tellement puissant qu'il effectue une véritable dislocation des sociétés qu'il pénètre; cette dislocation entraîne nécessairement des effets pernicioseux, dont la disparition de formes productives et d'une somme de connaissances qui ont évolué en réponse aux conditions spécifiques du milieu. Celles-ci, confrontées aux nouveautés, peuvent sembler désuètes ou inefficaces; l'industrialisation encourage le nivellement de ces conditions différenciées. Le développement doit s'appuyer sur la reconstitution du tissu social et économique, alors même qu'il tente d'intégrer de nouveaux éléments.

Deuxièmement, les néo-ruraux s'appuyaient sur la solidarité et sur la volonté d'association. Cette solidarité assurait une sécurité aux individus engagés dans une démarche marginale en plus de contribuer à l'élaboration d'un véritable réseau d'entraide et d'échange. Lorsqu'on tente l'application d'une idée nouvelle, il est parfois aussi difficile de se convaincre soi-même que de convaincre les autres. La volonté d'association a également permis, au plan interne, d'amplifier les mesures d'austérité, tout en permettant de maintenir un niveau de vie matérielle et sociale acceptable. Au plan externe, elle a entraîné la création de liens organiques essentiels avec le milieu.

La solidarité a également permis l'élaboration d'un mode de fonctionnement quotidien reposant sur la confiance, régi par des conventions internes, qui permettaient de contourner certaines normes qui faisaient obstacle à la poursuite des objectifs, ou de faire compétition aux organismes mieux constitués.

Le troisième élément, qui englobe les deux premiers, est la créativité. Les néo-ruraux ont imaginé, emprunté et développé des solutions aux problèmes qui les confrontaient.

La créativité repose sur une foule de facteurs : d'abord elle s'appuie sur une masse de connaissances et d'évidences qu'il faut à la fois intégrer et questionner. La création suppose que l'on apprend et désapprend en même temps, que l'on assimile et que l'on jette un regard neuf, né du déplacement de l'objet et du sujet, du changement du contexte, du focus ou de l'état d'esprit. On crée par nécessité, par recherche du profit, par hasard ou parce qu'on s'amuse à réfléchir. On arrive à la création par éclectisme, par la juxtaposition d'éléments épars, par la transposition illogique ou analogique, d'un domaine à un autre, sans que la relation soit évidente, comme Archimède dans sa baignoire.

Surtout, la créativité suppose l'initiative, le tâtonnement et l'essai. La création est de nature intuitive plutôt que déductive. On ne peut donc vérifier la validité que par la mise à l'épreuve, parce qu'on ignore le résultat. Cette vérification dépend essentiellement de la volonté et de la disponibilité des moyens. Un tel comportement va à l'encontre d'une approche normative, qui recherche un rendement déterminé à une action déterminée, alors que la création, qui est en essence le dépassement ou l'infléchissement de la norme, recherche un rendement inconnu à une action indéterminée.

Evidemment, une proportion importante des innovations sont sans avenir. C'est la faiblesse fondamentale d'une approche d'innovation. On ne peut déterminer les résultats ou même quantifier leur probabilité. On ne peut qu'expérimenter, essayer toutes les combinaisons possibles. De même, le produit, parce qu'on s'est concentré sur ses aspects novateurs, naît handicapé par son apparence insolite. Pourtant, comme en fait foi l'expérience néo-rurale, la poursuite de la démarche porte fruit, les réussites compensant les efforts consentis et les pistes stériles, lorsqu'elle s'appuie sur les moyens permettant de se rendre à terme.

L'entrepreneurship, dans son sens premier, repose sur l'application de la créativité au domaine économique; l'entrepreneur, l'investisseur à risque (qu'on appelle en anglais "venture capitalist") assument le risque du développement et de la mise en application de l'idée⁴.

La marginalité des néo-ruraux s'est donc exprimée à travers cette créativité personnelle, sociale, technique et économique. L'entrepreneuriat est devenu un moyen d'atteindre l'objectif de l'évolution d'une société plus saine et d'une place satisfaisante au sein de celle-ci.

Cette réflexion sur le néo-ruralisme a tenté de démontrer que ce mouvement avait élaboré des solutions embryonnaires à certains problèmes chroniques de la région : déstructuration, chômage et exode. L'intervention étatique et l'action de la population ont limité les dégâts mais la problématique de l'avenir de la région demeure entière. Celle-ci repose sur la création de formes productives viables, capables de soutenir la compétition, de générer, d'attirer et de faire fructifier des capitaux, et surtout d'assurer la prospérité de la population.

L'élément fondamental d'un tel développement est l'existence et l'émergence d'une volonté ferme d'assumer des risques, y compris celui d'avoir tort, afin de concevoir, d'expérimenter et de mettre en application des approches et des comportements productifs. Qui est en mesure d'assumer ces risques?

D'abord l'Etat, qui s'est donné le mandat d'assurer le développement des régions, et qui doit de toute façon assumer les coûts réels des déprises régionales. Deuxièmement, les détenteurs de capitaux, pour qui une démarche de développement représente une occasion d'accumulation, de croissance et de rendement exponentiel, même si on considère les pertes inhérentes à la démarche. Et finalement, ceux qui n'ont rien à perdre, les chômeurs, les insatisfaits et les rêveurs.

NOTES

1. Danielle Léger et Bertrand Hervieu, Des communautés pour des temps difficiles, néo-ruraux ou nouveaux moines.
2. Thomas Peters et Robert J. Waterman, In Search Excellence, New York, Harper and Row, 1982.
3. E.E. Schumacher, Small Is Beautiful, A Beacon Book, 1974, 298 p.

4. George Russell, "Venture" in Time Magazine, June 16, 1986.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEGRE, C. et al. Répertoire québécois des outils planétaires. Montréal, Editions Alternatives, 1977.
- BARNET, L. The Universe and Doctor Einstein. Alexandria, Virginia, Time-Life Books, 1948. 121 p.
- BEAUCAGE, B. et al. Les structures productives d'une région périphérique (1896-1980). UQAR, GRIDEQ, 1984. 713 p.
- BOURDIEU, P. et J.-C. PASSERON. Les héritiers; les étudiants et la culture. Paris, Editions de Minuit, 1964. 189 p.
- BUREAU, L. Entre l'Eden et l'Utopie. Montréal, Québec-Amérique, 1984. 235 p.
- BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC. Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation. Edition 1986.
- CHOUINARD, L. Histoire de Saint-Epiphanie. Saint-Epiphanie, Edition du Centenaire, 1970. 177 p.
- CORBEIL, R. La ceinture fléchée. Texte manuscrit, 1981. 181 p.
- DEBORD, G. La société du spectacle. Paris, Editions du champ libre. 1971.
- DESROCHES, H. Apprentissage en sciences sociales et éducation permanente. Paris, Les éditions ouvrières, 1971. 192 p.
- DESROCHES, H. Apprentissage 2. Education permanente et créativité solidaires, Paris, Les éditions ouvrières, 1978. 299 p.

- DORNER, P. (éd.). Cooperative and Commune. Madison, Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1977. 392 p.
- DRAINVILLE, G. Espoirs et défis de l'agriculture dans le Québec d'aujourd'hui, document de travail de l'assemblée des évêques du Québec, Montréal, Iris Diffusion inc., 1985. 86 p.
- DUPUIS, J.-P. et al. Les pratiques émancipatoires en milieu populaire. Document préliminaire n° 2, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982. 176 p.
- FERGUSON, M. Les enfants du verseau. Paris, Calman-Levy, 1981. 317 p.
- FRIEDMAN, J. et C. WEAVER. Territory and Function, The Evolution of Regional Planning. Berkely, CA, University of California Press, 1978.
- GALBRAITH, J.K. L'âge de l'incertitude. Paris, Gallimard, 1972. 415 p.
- GARREAU, J. The Nine Nations of North America. New York, Avon Books, 1981. 431 p.
- GODBOUT, J. L'Isle aux dragons. Paris, Editions du Seuil, 1976. 158 p.
- GOFMAN, E. Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus. Paris, Editions de Minuit, 1970. 447 p.
- GOYETTE, G. et M. LESSARD-HEBERT. La recherche-action. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1987. 204 p.
- HALBERSTAM, D. The Reckoning, New York, W. Morrow and Co. inc., 1986. 750 p.
- HAMEL, P. "Le retour à la terre". Dans Cuisine et Mode, avril 1987. 5 p.

- HARRISSON, M. L'échec économique de deux entreprises communautaires agricoles vu à travers leur rapport à la question régionale en région périphérique du centre du capitalisme. Thèse de maîtrise en développement régional, UQAR, GRIDEQ, 1985. 610 p.
- JACOB, J.C. and M.B. BRUNDERHOFF. "Alternative Technology and Part-Time Subsistence Agriculture : A Survey of the Back-to-Land Movement", in Rural Sociology, vol. 5, n° 1, été 1986.
- JEAN, B. L'agriculture périphérique dans l'Est du Québec. Thèse de doctorat. Paris, Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1982.
- JEAN, B. Agriculture et développement dans l'Est du Québec. Sillery, Les Presses de l'université du Québec, 1985. 204 p.
- LEGER, D. et B. HERVIEUX. Le retour à la nature. Paris, Editions du Seuil, 1979. 236 p.
- LEGER, D. et B. HERVIEUX. Des communautés pour des temps difficiles, néo-ruraux ou nouveaux moines. Paris, Editions du Centurion, 1983. 215 p.
- MARIE, M. et J. VIARD. La campagne inventée. Mausanne les Alpelles, Editions Actes du Sud, 1980. 238 p.
- MERILL, R. (éd.). Radical Agriculture, New York, Harper and Row, 1976.
- MINER, H. St.Denis de Kamouraska, A French-Canadian Parish. Chicago, University of Chicago Press, 1966. cz 299 p.
- MORRISSETTE, H. Les conditions du développement agricole du Québec. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972. 170 p.
- PERNET, F. Résistances Paysannes. Presses Universitaires de Grenoble, 1982. 188 p.

- POIRIER, J. Un modèle théorique de communications appliqué à la MRC de Rivière-du-Loup. Conseil populaire des communications de l'Est du Québec, 1983. 87 p.
- PROUDHON, P.-J. De la création de l'ordre dans l'humanité ou Principes d'organisation politique. Paris, M. Rivière, 1927. 464 p.
- RIOUX, M. Description de la culture de l'Isle-Verte. Ottawa, Imprimeur de la reine, 1954. 98 p.
- RUBIN, J. Do It, Scenario of the Revolution. New York, Simon and Schuster, 1970. 256 p.
- RUSSEL, G. "Venture", in TIME Magazine, juin 1986.
- SCHUMACHER, E.E. Small Is Beautiful. London, A Beacon Book, 1974. 298 p.
- TOULOUSE, J.-M. L'entrepreneurship au Québec. Fides, Les presses HEC, 1979.
- TURNER, F.J. La frontière dans l'histoire des Etats-Unis. Traduit par Annie Rambert, Paris, P.U.F., 1963. 328 p.
- VACHON, B. L'espace rural québécois : un espace à redéfinir et à aménager. UQAM, dép. de géographie, 1985. 121 p.
- VIEL, J.M. "Le rôle des néo-ruraux dans le canton d'Oust, Arrièges", Revue de Géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest, Tome 55, n° 4, 1984. Pages 441-446.
- VON OECH, R. Créatif de choc. Paris, Editions A. Michel, 1986. 242 p.
- WEBER, M. L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Paris, Plon, 1964. 341 p.

RESUME

Durant la décennie 1970, le Bas-Saint-Laurent a connu divers problèmes entraînés par la modernisation de la région : déprise économique, chômage et exode. Parallèlement au mouvement endogène de résistance à cette déprise, on a assisté à la naissance et au développement d'une vague d'immigration en milieu rural, issue du mouvement contre-culturel provenant des milieux urbains. Ces néo-ruraux ont tenté, collectivement ou individuellement, la mise en application d'un projet de société qu'on peut qualifier d'utopiste. Les néo-ruraux, en réponse tant à une idéologie qu'à une situation socio-économique précise, ont développé une organisation du travail, une technicité et des produits spécifiques adaptés à la région, basés sur l'éclectisme et la diversification. C'est le cas notamment de la Commune de la Plaine, dans le comté de Rivière-du-Loup, qui a été l'entreprise néo-rurale de plus longue durée. Au-delà de l'impact démographique ou de l'apport financier, les néo-ruraux ont exercé une fonction d'animation et de revitalisation de la région. Son essoufflement, dû à des facteurs internes, au rôle réfractaire de l'Etat ainsi qu'à l'évolution convergente de la société, s'est traduit par un ressac au début des années 1980. Une proportion non-négligeable de ceux-ci s'est toutefois intégrée à la région. L'expérience néo-rurale se révèle comme une démonstration, véritable quoique incomplète, de l'interaction de trois facteurs essentiels au développement : la frugalité, la solidarité et surtout la créativité.

A N N E X E S

**Ces annexes consistent d'écrits par
et
sur la Commune de la Plaine**

Aucun de ces textes n'est de l'auteur

LA CHRONIQUE AGRICOLE

Pierre LANDRY (membre de la Commune)
27 septembre 1977

VARIONS NOTRE PRODUCTION

L'agriculture s'est beaucoup transformée dans notre région au cours des dernières décennies. D'une agriculture de survivance dont le but essentiel était de fournir à la famille rurale ce qui lui était nécessaire pour vivre, nous sommes passés à l'agriculture industrielle et hautement spécialisée. Alors qu'avant sur une ferme on produisait et on transformait souvent tout ce qu'on pouvait y produire, aujourd'hui on ne commercialise souvent qu'un seul produit et le soin de la transformation est laissé à des unités centralisées, véritables usines telles qu'on en connaît ici pour le lait.

Cette révolution qu'a connue l'agriculture régionale et nationale est certainement un bien en soi. Depuis ce jour, on connaît des rendements nettement supérieurs, la situation générale des cultivateurs s'est nettement améliorée, nos terres sont plus productrices et cette production est mieux planifiée et mieux commercialisée. Mais il y a naturellement toujours un risque à vouloir mettre tous ses oeufs dans le même panier. La preuve en est certainement la baisse de revenus de l'ordre de 20 % qu'ont connu récemment les producteurs de lait au Québec. Etre pénalisé parce qu'on produit trop alors qu'on nous a crié dans les oreilles pendant des années qu'on ne produisait pas assez, c'est non seulement enrageant, c'est une menace directe à l'entreprise agricole et d'ailleurs plusieurs ne s'en sont pas remis.

Les correctifs qu'on a tenté d'apporter à cette situation n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. Nous vivons dans un bien drôle de monde où nous sommes obligés de jeter nos "surplus" de lait pour ne pas être pénalisés alors qu'à la télévision on nous montre des images atroces d'enfants mal nourris ou crevant de faim. On a beau dire que c'est la façon dont fonctionne notre économie, qu'on ne peut rien faire pour remédier à cette triste situation, qu'on ne peut donner du lait en poudre aux pays du Tiers Monde par risque d'une chute des prix en Amérique, etc...

Un jour il faudra qu'on nous explique toutes ces lois économiques un peu plus clairement afin qu'on y comprenne quelque chose et qu'on puisse se faire une petite idée de la nature véritable de toutes ces injustices criantes. Mais que voulez-vous, quand nos journées commencent à cinq heures du matin pour finir à huit heures du soir, c'est souvent bien dur de "toffer" jusqu'aux nouvelles. En tout cas, là il semblerait de l'avis de plusieurs qu'il faut varier notre production. Cela libérerait la production laitière et permettrait d'ouvrir de nouveaux marchés. Entièrement d'accord, mais encore faut-il donner une chance à ces nouvelles productions de se roder de même qu'aux producteurs de se recycler.

Salut et à la semaine prochaine.

AGRITOUR DU PORTAGE

LES PROBLEMES DE LA RELEVÉ AGRICOLE

Pierre LANDRY (membre de la Commune) Saint-Laurent-Echo
1^{er} novembre 1977, page 8 B

Bonjour! Là l'automne est vraiment arrivé. La pluie, les vents, le froid. Juste de quoi nous rappeler que l'hiver est à nos portes et qu'il nous reste encore beaucoup de travail à faire dehors. Des fois on se demande si on va avoir le temps de tout finir, s'il y a de la machinerie qui va rester sous la neige. Y faudrait pas! Mais la température, ça se contrôle pas comme on veut.

Tout le monde doit être au courant du fait qu'il y a un problème de relève agricole au Québec. On en entend parler un peu partout, aussi bien du côté de l'U.P.A. que de celui du Ministère et on peut le constater tous les jours dans nos campagnes. Et de fait, ce problème là est très grave. Mais vu que je n'ai pas de chiffres ou de statistiques à la portée de la main, j'aime autant reporter cette analyse à un peu plus tard et étudier un autre côté de la médaille : les problèmes que peut rencontrer la relève agricole actuelle. Ils sont nombreux et sont souvent suffisants pour décourager à peu près n'importe qui. Le métier de cultivateur demande un tempérament spécial. Il a des exigences bien particulières et demande entre autres un don de soi presque total. Le fils de cultivateur sait qu'il va travailler fort toute l'année, sept jours par semaine, avec des responsabilités énormes. Il sait qu'en plus d'être un bon cultivateur, il devra être un bon administrateur, un homme d'affaires compétent, un homme à tout faire disponible en tout temps. Il sait qu'il aura peu de considération de la part de la société en général et que dans une civilisation dite civilisation des loisirs, c'est lui qui en aura le moins et alors que d'autres ont des compensations énormes pour un travail somme toute simple et facile, toute son énergie et son ardeur au travail seront bien maigrement rétribuées.

Il sait aussi qu'il lui faudra des sommes énormes pour financer son entreprise et la rentabiliser. Ces sommes lui seront-elles disponibles, et à quelles conditions? Il sait qu'il devra vivre continuellement avec le "stress de la production", c'est-à-dire avec des inquiétudes constantes concernant la qualité de ses récoltes, la santé de son troupeau, l'assurance de ses revenus, la stabilité des marchés. Et pour compléter le tableau, il risque d'avoir de la difficulté à trouver une femme qui soit prête à l'épauler dans une telle entreprise. Car je crois que ces dernières années, il y a eu plus de filles qui ont découragé des gars qui voulaient cultiver que le contraire. Si la situation est déjà difficile pour les agriculteurs chevronnés, imaginez ce qu'elle peut être pour la relève... Est-ce qu'on veut oui ou non qu'il y ait encore de l'agriculture au Québec dans vingt ans?

La production en serre

Dans plusieurs pays d'Europe, la production des légumes en serre représente un pourcentage assez important de la production totale de l'industrie agro-alimentaire. En dix ans, toujours en Europe, la superficie des productions maraîchères en serre a doublé, et le Japon, durant la même

décennie, s'est littéralement couvert de plastique avec plus de 25 000 acres de serre en polyéthylène dont plus de 90 % sont utilisés pour la culture des légumes.

En 1967, plus près de nous, l'Ontario comptait des millions de pieds carrés de serre à légumes tandis que le Québec, faisant encore une fois figure de parent pauvre, n'en comptait que 200 000 à 300 000, soit un pourcentage de 3 à 4 %. Quant on sait d'autre part que le Québec n'est autosuffisant dans la production d'aucun légume (tomates 11 %, concombres 8 %), on en vient rapidement à la conclusion que la multiplication des serres au Québec ne pourrait être qu'un bienfait économique. La production de serre, bien qu'étant de nature hautement spécialisée dans le domaine de la production agricole, n'en demeure pas moins accessible à plusieurs pour de multiples raisons. Comme avantages premiers, on peut dénoter les suivants :

- faible capitalisation nécessaire,
- amortissement des constructions et des équipements rapide,
- coûts de production relativement peu élevés,
- main-d'oeuvre peu nécessaire,
- marché et choix dans le type de production illimité,
- travail saisonnier auquel peut se complémentariser un autre emploi,
- travail auquel peut se familiariser facilement le producteur.

Dans la production en serre, le chauffage représente généralement 60 % des coûts de production. Naturellement, ici on parle de chauffage à l'huile ou au gaz naturel ou propane. Vu que notre climat est plus rigoureux que celui, notamment, de l'Ontario, il est évident que l'on part perdant.

Cependant, il est d'autres combustibles possibles et dont regorge notre région : le bois, le bran de scie et tout autre déchet du bois, la tourbe. Dans une perspective où le pétrole deviendra de plus en plus rare et de plus en plus cher, il nous faut aller vers d'autres sources d'énergie. En chauffant des serres à des coûts moindres, nous pouvons produire des légumes moins cher et concurrencer l'extérieur.

Reste à faire la recherche sur ces modes de chauffage et leur exploitation, serait-ce trop demander à notre gouvernement que d'entreprendre cette recherche et de la mener à bien?

UNE NOUVELLE ENTREPRISE A L'ISLE-VERTE :

"LES SERRES DE LA PLAINE"

On sait que l'Isle-Verte, qui fut autrefois le chef-lieu du canton, a toujours été une municipalité florissante et le berceau de nombreuses entreprises, industries ou commerces.

Entre autres, la Filature de l'Isle-Verte, de réputation nationale, continue son travail méritoire dans le textile et le tissu. La Coopérative agricole de l'Isle-Verte vient de se fusionner à celles des Basques et de Saint-Arsène et la nouvelle Coopérative, Grand Portage, aura son siège social à l'Isle-Verte. On y trouve une boulangerie, on y exploite des tourbières, on y produit du lait. On y traite le poisson. On y construit des bateaux, etc., etc.

Une nouvelle entreprise vient de se ranger aux côtés de celles déjà existantes. "Les Serres de la Plaine", sises au rang de la Plaine. Cette entreprise en est à sa deuxième année d'opération et s'est consacrée jusqu'à maintenant à la production de plants de fleurs et de légumes. Parmi les fleurs, on compte les variétés les plus connues : capucines, célosies, chrysanthèmes, dahlias, géraniums, impatiens, marigolds, oeillets, pensées, pétunias simples et doubles, reines-marguerites, salvia, zinnia, etc., en tout plus de quarante variétés. On y trouve aussi tous les plants de légumes : aubergines, arachides, céleris, tous les choux, concombres, melons, cantaloups, piments, poireaux, tomates roses, rouges ou grimpantes, etc.

On compte une serre de 100 pieds par 25 pieds qu'on projette d'agrandir de 40 pieds d'ici un an. On prévoit aussi de loger d'ici peu une serre permanente à même la maison pour produire des plants de maison - plantes vertes - et des fleurs à l'année. Une des originalités de la serre est qu'on y a jusqu'à maintenant toujours chauffé au bois. Lorsqu'on sait que les coûts de chauffage représentent 60 % des coûts de production en serre, on comprend pourquoi on peut offrir des plants de qualité à des prix très avantageux. Cet été, on y expérimentera un chauffage au bran de scie qui, s'il s'avère efficace, permettra de produire des légumes en serre jusqu'à Noël, afin de desservir le marché local.

Lorsque le groupe à l'origine de cette entreprise possèdera plus d'expérience dans la production en serre et en sera venu à contrôler complètement tous les aspects techniques de cette production, il est envisagé de se lancer dans une production de légumes et de fleurs sur une plus haute échelle.

Pour l'instant, le groupe travaille à cette production printanière et s'apprête à écouler ses plants. A cette fin, en plus de la vente à la serre qui est toujours la plus avantageuse pour le client aussi bien à cause des prix qui sont plus bas, que pour les bons conseils qu'il peut tirer et du meilleur choix, le groupe aura aussi un camion sur la route qui desservira notamment les paroisses de Saint-Epiphane, Saint-Arsène, Cacouna, Notre-Dame-du-Portage, Saint-André, Cabano, Sainte-Rose, Estcourt, etc.

De plus, un kiosque de vente sera érigé à l'intérieur du Centre d'achats de Rivière-du-Loup et on pourra se procurer des plants à partir du 27 mai. Les vendeurs ont tous participé à la production et connaissent bien le travail, le sol et les plantes. Ils seront sur place autant pour vous conseiller que pour vous vendre.

Nous sommes heureux de participer au travail de la collectivité en produisant des plants de fleurs et de légumes aux meilleurs prix possibles.

UNE COMMUNE RURALE QUEBÉCOISE

Par les membres de la Commune de la Plaine, dans Christian Allegre et al., Répertoire québécois des outils planétaires, Montréal, Editions Alternatives, 1977, p. 203-205.

D'abord un compte rendu : celui d'une expérience communale qui dure depuis quatre ans. Une expérience communale extrêmement intéressante parce qu'elle regroupe une majorité d'"anciens" politiques, d'anciens militants aujourd'hui d'abord devenus fermiers.

Malgré de profondes divergences avec l'Équipe du Répertoire, la Commune a tenu à participer à ce premier tome; au lieu de répondre à certaines affirmations et analyses un peu stéréotypées, nous vous référons plutôt en fin section (LE REZO A VOL DWAZO) et nous publions intégralement ce texte sans y changer une virgule ou une faute d'orthographe. Ce n'est que par la diversité des expériences que nous arriverons à formuler une réponse vraiment alternative : VIVE LA DIFFERENCE.

N.B. : Ce texte a été rédigé par un groupe formant une commune et qui existe au Québec depuis bientôt cinq ans. Ce groupe s'adonne à l'élevage du mouton, à la production en serre et à l'artisanat et compte atteindre d'ici peu le seuil de la rentabilité économique complète. Plutôt que de présenter des dossiers techniques incomplets sur ces trois types de production, nous avons préféré essayer de définir les conditions minimales essentielles à réunir pour qu'un groupe d'individus puisse en venir à s'entendre suffisamment et à former une collectivité harmonieuse et stable.

Attendu que nous ne voulons pas d'une publicité tapageuse et inutile, il n'est nulle part fait mention de l'identité ou de la situation géographique du groupe. Les individus ou les groupes sérieux cherchant de plus amples informations pourront toujours se procurer notre adresse chez l'éditeur.

Notre participation à ce "Répertoire québécois des outils planétaires" est de nature essentiellement ambiguë. De fait, sur une période de plus d'un an, nous avons été approchés à maintes reprises par les instigateurs du projet qui sollicitaient notre participation. Nous n'avons jamais catégoriquement refusé; nous avons beaucoup hésité et nous nous sommes finalement décidés à la dernière minute, à rédiger un texte qui puisse correspondre à notre perception de la réalité de la vie en commun à la campagne.

Avant de nous situer et de situer notre action nous aimerions faire part au lecteur de la nature de nos hésitations et de nos appréhensions. L'idée de la publication d'un tel "répertoire", l'idée de sa nécessité, a des sources bien précises et faciles à identifier. Personne ne frémira d'indignation si nous osons affirmer que le "Répertoire québécois des outils planétaires" se veut, en quelque sorte, le "Whole Earth Catalog" québécois et que Mainmise reflète ou énonce la pensée ou l'idéologie de la contre-culture québécoise. Or, comment peut-on définir la contre-culture nord-américaine?

Au cours des années soixante, de nombreux changements sont venus bouleverser nos sociétés. Au sommet de l'opulence, forte de ses efforts de guerre et de son économie d'après-guerre florissante, l'Amérique se retrouve compromise dans une tonne de dossiers qui finissent par amener l'opinion publique : le Vietnam, Cuba, l'Amérique Latine, l'assassinat de Kennedy, la révolte des noirs, etc., etc. Les réactions de l'intérieur se font vives, la contestation s'organise autour de ces thèmes majeurs pour les déborder rapidement et englober finalement l'ensemble des valeurs morales de la belle Amérique.

La communauté les formes de la vie la campagne

Cependant, cette révolte ne touche pas l'ensemble des couches de la société américaine. Elle est surtout localisée chez les jeunes des classes aisées, moyennes et riches, les étudiants, ceux qui sont mobilisés pour aller se battre au Vietnam, les noirs, etc. Les forces de l'ordre auront tôt fait de mater ces dissidents bruyants.

Inorganisés, sans programme ni idéologie, anarchique dans ses revendications, pacifiste, spontanéiste, sans aucun encadrement technique ni aucun soutien populaire, le mouvement d'opposition s'estompe et se fond en une démission massive.

C'est la période des "drop-outs", ceux qui refusent d'oeuvrer au sein d'une société impérialiste qui engendre la guerre, la corruption et la pollution. C'est la révolution sexuelle, les cheveux longs, la drogue, la désaffection de la vie sociale "straight".

Une nouvelle culture à créer : la contre-culture. Aussitôt, les scribes se mettent à l'oeuvre pour définir en quelque sorte le code d'éthique de cette nouvelle culture. Ils en viennent à dégager une idéologie assez simpliste : si la société veut survivre, elle doit s'acheminer vers des changements majeurs, elle doit ouvrir la voie de nouvelles alternatives. La structure même de la société doit se modifier en profondeur en commençant par les rapports entre les individus et par les rapports entre l'individu et la nature, la nature étant source de pureté, d'amour, de divinité et de vie.

Or, la société nord-américaine actuelle est une société contre nature puisqu'elle a engendré et engendre quotidiennement la pollution, le gaspillage, l'extermination de nombreuses espèces animales, la destruction de sols arabes; partant, elle aliène l'homme et seul un retour à la nature peut le désaliéner. Ce retour à la nature, c'est aussi le retour de l'individu à sa nature. D'où l'intérêt que porte la contre-culture à tout ce qui est science d'introspective, à toute religion, à toute discipline, à tout rire, à toute mystique qui permet à l'homme de mieux se retrouver, se sentir, se situer à sa juste place dans la cosmologie actuelle.

Ce retour à la nature, c'est aussi la volonté d'établir un contact physique plus intime avec la nature, le choix d'un métier qui permet à la fois de "gagner sa vie" et d'être en relation étroite avec la matière, que ce soit la terre (agriculture, culture, poterie), le bois (ébénisterie, sculpture), le cuir, la laine, les animaux, les plantes.

La contre-culture rêve en fait d'un univers harmonieux et d'une vie saine. Ce voeu est tout à fait justifié. Mais parce qu'elle en rêve, la contre-culture ne crée pas. Sa pensée est une projection idéaliste de la réalité. Et encore, si elle parvenait à créer cet univers, elle ne le créerait que pour elle et c'est à peu près tout ce qui lui manque actuellement pour devenir une nouvelle aristocratie : la réussite sociale et l'accréditation de ses thèses. Car la pensée contre-culturelle étant idéaliste, elle est tout autant individualisée et élitiste. Ceux qui l'animent sont des apôtres du changement, ils se définissent eux-mêmes comme des mutants, des prophètes, des visionnaires, le peuple élu. Ils vont apporter à la terre ce renouveau spirituel dont elle a besoin pour se transformer et se régénérer.

Cette pensée, cette philosophie toute intellectuelle ne peut pas résister aux assauts de la réalité sociale. Ce projet est trop loin, trop flou, trop irréalisable, trop sélectif. C'est pourquoi le mouvement spirituel de la contre-culture est confiné à une petite élite et de personnes de bon goût.

Pendant ce temps, on fume de la dope, boit de la bière et trippe sur tout et sur rien pendant que les non-initiés, les gens "straights", classe indéfinie où l'on peut retrouver aussi bien les

cultivateurs "chimiques" que les fonctionnaires, les mineurs ou les gérants de caisses populaires, vaquent à leurs occupations et assument, somme toute, la survie de tout ce beau monde.

Or, voilà que la contre-culture décide de s'établir à la campagne et si elle veut être logique avec elle-même, elle le doit. Un choix des plus cruciaux et des plus déterminants : continuer d'être subventionné ou s'intéresser économiquement au milieu. Continuer d'être privilégié ou devenir ti-cul pas d'métier.

La première alternative va à l'encontre des principes fondamentaux d'une des sciences composantes de la contre-culture : l'écologie. Comment peut-on être d'un milieu sans y être intégré économiquement? Il va à l'encontre aussi d'un principe de justice sociale primordial. Comment des jeunes, riches de leur éducation, de leurs connaissances et de leur santé, peuvent-ils arriver à la campagne et y vivre éternellement en parasites auprès de gens qui travaillent la terre depuis des générations, qui connaissent pratiquement tous les métiers et qui vivent du travail de leurs mains?

Dans cette société, nous avons été programmés pour remplacer l'élite. La société est-elle satisfaite de nous? Oui, nous avons très bien tenu notre rôle. Maintenant passons à autre chose. Il n'est plus question de vouloir en imposer par notre supériorité intellectuelle. Les seules ressources disponibles sont celles du milieu.

La plupart arrivent avec suffisamment d'argent pour acheter une terre avec maison et bâtiments. Ils sont souvent deux ou trois qui se sont cotisés et les seuls revenus qu'ils escomptent au début sont ceux de l'assurance-chômage ou du bien-être social. Souvent, ils ont fait une "passe" dans un projet PIL, à la Baie James, ou ailleurs.

La première période en est une d'engouement : le rêve trouve enfin son cadre tangible, on n'est plus limité au quadrilatère des rues qui bordent le Carré Saint-Louis. On est loin du Bock et de toutes les villes. On est chez soi, sur sa terre. Il y a beaucoup de travail à faire mais on n'est pas trop regardant sur son temps. L'enthousiasme des premiers travaux l'emporte sur tout.

Pourtant, les problèmes existent et ne sont pas longs à se manifester. Des tensions surgissent entre les individus pour toutes sortes de raisons. Des raisons de jalousie de couple, de pouvoir, de division des tâches, de capacité de travail, d'ennui de la ville, etc.

Vaut mieux être plusieurs à partager des incertitudes que seul à partager ses convictions. Les têtes fortes doivent mourir de leur propre mort consentie si elles veulent engendrer un projet collectif plausible. Tout doit être mis en commun et les dépenses pour les objets de luxe (drogue, boisson, système de son et autres) doivent être minimisées.

Un projet de vie commune n'est possible que si les individus qui y tendent renoncent à cet individualisme de compétition qui caractérise notre éducation. C'est seulement à parts égales et à parts entières que les membres de cette nouvelle société peuvent exister. Tout rapport de force doit être analysé et canalisé, tout conflit doit être réglé.

Chez nous, lorsque quelqu'un commence à dominer les autres, lorsqu'il cherche à diriger la vie intérieure ou à "centraliser" les relations extérieures de la commune, on fait une réunion. A cette réunion, le cas est étudié et si tous s'entendent pour admettre que de fait l'individu en question (qui est présent) fait un power trip, on lui demande de reconcer aux postes de direction qu'il peut avoir dans la commune et de s'en retourner travailler aux champs afin de se retransformer par le travail manuel.

Il faut apprendre à se connaître et à s'aimer tels que nous sommes dans le quotidien et non seulement dans la parade des anciennes amitiés sélectives. Si on renonce au vieux monde, il faut y renoncer jusqu'au bout. Or, le bout il existe mais il est loin, et dans ce nouveau contrat social,

la femme ne doit plus être confinée aux cuisines et autres tâches ménagères mais devenir elle aussi une partenaire à part entière.

Nous sommes toujours poussés par des vents contradictoires mais une volonté critique réelle est inébranlable. Un long travail, fastidieux, improductif à court et souvent à moyen terme, une opération de mise à nu collective est nécessaire. Une entente de vie commune durable ne peut se fonder que sur des certitudes profondes quant au degré d'implication des partenaires. Attention aux touristes!

Le problème du couple au sein de telles collectivités se pose souvent de façon critique et représente une menace réelle pour l'embryon collectif. Les problèmes sexuels, affectifs, amoureux, les liaisons temporaires ou plus durables, les affinités sélectives, tout ce treillis de relations humaines auquel se greffent tant de conflits, de drames et de malheurs, méritent une attention toute spéciale. Le fait de vivre en collectivité n'élimine pas ce genre de problème, au contraire, il les avive souvent.

C'est pourquoi il faut bien savoir faire la part des choses entre des problèmes personnels ou inter-personnels qui existaient avant la commune et ceux qui sont nés de la commune. De sorte ne serons-nous pas enclins à projeter sur la commune une attitude négative relevant d'une problématique purement personnelle et non réglée. De même serons-nous en mesure de vérifier quels traumatismes naissent réellement du fait de vivre étroitement lié à d'autres individus et lesquels de ces individus suscitent chez nous telle ou telle appréhension.

Comment le couple peut-il réagir à tant de stimulation. Tout dépend de sa nature, de son histoire, de l'attitude des deux partenaires. S'il y a domination d'un des deux partenaires sur l'autre, si la mésentente est telle entre les partenaires qu'elle déborde sur l'ensemble du groupe et le rend infonctionnel, si le groupe ne peut plus le prendre, il se peut que le couple soit appelé à se saborder, peut-être momentanément, il se peut aussi que les conditions matérielles soient telles que le couple puisse continuer à évoluer positivement au sein du groupe.

Une commune rurale ô Kebec

"Un langage simple et compréhensible par tous est primordial pour arriver à l'autoplanification. Traduisant nos connaissances en matière d'habitat, d'environnement, d'organisation sociale, de santé, d'alimentation, etc., une "encyclopédie simple", rédigée dans le style des bandes dessinées, encyclopédie facile à lire et aussi à afficher, représenterait sûrement la clé qui ouvre la voie à toutes les innovations sociales non paternalistes." Y. Friedman, Utopies réalisables, p. 251.

Quoi qu'il en soit, il serait stupide, et cette responsabilité relève de chacun des partenaires du couple, qu'une mésentente amoureuse en vienne à représenter une menace réelle pour la vie du groupe. Les intérêts en cause se doivent d'être plus altruistes.

Les relations humaines sont à réinventer. La division du travail doit permettre à tous les partenaires, mâle, femelle ou enfant, de s'épanouir harmonieusement sans les tenir enfermés dans les stéréotypes sociaux que nous connaissons.

En quoi ce "Répertoire québécois des outils planétaires" peut-il nous être utile? Nous en savons peu de choses parce qu'à l'instant où nous écrivons ces lignes, il n'existe pas. Nous savons cependant d'où il vient, quels sont les individus qui en sont les instigateurs et les principaux rédacteurs et nous avons pu avoir une idée de son contenu par le biais d'extraits qui ont été publiés dans Mainmise.

Cela est guère rassurant. Pourquoi? Parce que les rédacteurs de ce bouquin n'ont jamais vécu en campagne et de la campagne et parce que le matériel de référence qu'ils nous proposent nous apparaît pour le moins hors du contexte.

Des livres traitant des "médecines ésotériques", des "séchoirs solaires pour l'agriculture", des "oiseaux messagers des dieux", ou de "l'éducation des enfants à la lumière spirituelle" ne vous seront d'aucune utilité lorsque l'eau sera gelée dans la tuyauterie ou que votre premier veau se présentera de travers.

On nous assure d'autre part que le "répertoire" sera truffé d'articles écrits par des groupes vivant à la campagne et témoignant de leurs expériences de compostage, agriculture biologique, etc.

Or, ces groupes sont peu nombreux, leur personnel est instable et la permanence est difficile : ils sont de formation assez récente et par conséquent, leur expérience en matière d'agriculture et autre revêt un caractère de valeur peu scientifique. De plus, presque aucun d'entre eux n'est économiquement auto-suffisant.

Revenons-en donc au mythe pour le réfuter une fois pour toutes. La contre-culture imagine un monde idéal en campagne, un monde sans moteurs, sans tracteurs, sans pollution, sans bruit, où l'équilibre de la nature serait respecté, où chaque plante pousserait avec amour loin des engrais chimiques, des insecticides, des herbicides et des fongicides; un monde où les relations interpersonnelles seraient toutes harmonieuses; un monde respirant la divinité et la paix; des enfants-dieux grandissant en âge et en sagesse.

Pourtant ce voeu pieux, cette image idéaliste, correspond très peu à la réalité contre-culturelle à laquelle on se heurte dans le quotidien : des milliers de jeunes qui vivent dans les bars, stone à coeur de journée, qui trippent sur n'importe quoi et partent sur n'importe quelle ballonne; des jeunes qui savent à peine lire et écrire, abrutis par une révolte dont ils ne connaissent ni la cause ni l'issue; récupérés et récupérables à n'importe quel tournant de leur vie. Des jeunes sans conscience sociale ou politique, qui ne sont même pas heureux et qui vivent dans une mythologie incroyable.

Pendant ce temps, l'élite contre-culturelle se vautre dans des fantasmes intellectuels et crée des univers ésotériques où seuls, les grands initiés, c'est-à-dire eux-mêmes, peuvent accéder. A ce niveau, elle puise sa clientèle dans une classe petite-bourgeoisie ouverte à tout changement qui peut lui assurer de meilleurs feelings sans renoncer à sa situation de classe privilégiée dans la société. Mais oublions maintenant les papes de la contre-culture pour descendre plus bas dans la cléricature et même chez les simples païens.

Retrouvons notre groupuscule de tout-à-l'heure qui a réussi, bon gré mal gré, à passer son premier hiver et qui peut maintenant se définir comme groupe constitué. C'est un grand pas d'acquis quand on sait sur qui on peut compter et jusqu'où. C'est à la durée qu'on reconnaît son homme et sa femme et à la campagne, si on veut y rester, c'est de durer qui importe.

Car le tout est de vouloir y rester. Si les expériences antécédentes de l'individu ne l'ont pas en quelque sorte acculé à ce choix ultime; si sa décision de vivre en campagne n'est pas un choix radical et s'il entrevoit encore l'éventualité d'entreprendre de longs voyages à court terme ou des séjours prolongés en ville; s'il ne tient pas à ce que ses liens avec la campagne deviennent des liaisons organiques profondes, économiques et culturelles; s'il ne coupe définitivement le cordon ombilical qui le relie à sa sécurité passée, rien à faire. Il transportera simplement la ville à la campagne.

Mais, s'il veut devenir réellement paysan, campagnard, cultivateur, artisan, communard et non seulement gentleman-farmer aux terres en friche, il doit comprendre la réalité économique de

son milieu et trouver à quel niveau il peut s'y intégrer et comment il peut en vivre. Or, quelles sont les chances de survie économique pour un individu, pour un couple, pour un groupe en campagne aujourd'hui?

Un individu ou un couple peut toujours s'arranger pour vivre à la campagne et travailler à l'extérieur mais il n'est pas ici de notre propos de traiter de telle possibilité. Nous nous intéressons principalement à un projet de changement plus global, à un groupe vivant en campagne et voulant assurer sa survie sur place, sur la terre. Un des grands rêves de la contre-culture rencontre ici immédiatement son waterloo, celui de l'auto-suffisance totale. En effet, on songe souvent à la campagne comme un endroit d'où l'on peut tirer complètement sa subsistance, où l'on peut produire tous les biens nécessaires à sa survie.

C'est évidemment faux. L'argent demeure une nécessité impérieuse, vitale, aussi bien à la ville qu'à la campagne. Et peut-être même plus à la campagne. Vous serez surpris quand vous constaterez que les dindons que vous avez élevés vous reviennent plus cher que le prix du marché. Si on veut vivre à la campagne, de la campagne, il faut produire. Or, pour produire, il faut avoir des outils. Et avant même de songer à produire, il faut s'assurer de conditions d'existence décentes : puits artésien à faire creuser, solage à refaire, bois à couper, char à réparer, etc., etc. Par conséquent beaucoup d'argent à investir avant même de commencer à produire. Et si l'on songe à produire, encore plus d'investissements, les coûts de production, la mise en marché, etc., etc.

Une foule de problèmes "straights" mais qui ramènent les choses à leur juste niveau de réalité. Car même si une situation réelle est déplorable comme l'est actuellement la situation de l'agriculture au Québec, elle n'en demeure pas moins réelle et c'est avec cette réalité qu'on doit composer. Ainsi la vision puriste, idéaliste, doit dans un premier temps se réajuster à la faveur de la réalité à la fois plus concrète et plus souhaitable.

Dans les faits, qu'est-ce que ça veut dire? Prenons l'exemple de l'agriculture. Le grand rêve des freaks est d'acheter une terre pour y vivre et cultiver organiquement. Encore là, c'est un vœu sain et normal. Tout le monde rêve d'une vie meilleure. Certains peuvent se la payer, d'autres non. C'est là que se situe une importante nuance de classe. Tel n'est pas notre propos ici, mais nous y reviendrons. Acheter une terre, c'est toujours possible. Y vivre, on peut y vivre longtemps grâce à l'assurance-chômage, au bien-être social, à l'argent touché d'un projet ou d'une ristourne d'assurance, grâce à des contrats, des jobbines, etc.

Cultiver. On peut cultiver très facilement un jardin, élever quelques poules, quelques chèvres, produire ses oeufs, son lait et tout cela organiquement, mais on n'en tire pas tous les éléments nécessaires à sa survie, à sa seule subsistance. De plus, une terre qui produisait avant de quoi nourrir vingt, trente, quarante vaches et de quoi faire vivre décemment une bonne famille de cultivateurs se retrouve sous-employée, ne produisant qu'au dixième, au centième de sa possibilité réelle.

Or, la terre est un bien collectif, il faut la faire produire pour la majorité. Pour la faire produire de façon optimale, il faut des connaissances pratiques dans une foule de domaines aussi variés que la texture du sol, l'alimentation des animaux, l'hygiène vétérinaire, la mécanique, la menuiserie, la comptabilité, la mise en marché, etc. Or la connaissance pratique se paie cher, l'expérience est la somme de nos erreurs. Pour cultiver, il faut avoir des équipes de travail prêtes et capables de travailler, il faut les nourrir, les habiller, élever les enfants. Il faut avoir une certaine marge de crédit...

Et si on parle d'agriculture biologique, ça se complique davantage. Pourquoi? Parce que 99 % de tout le "système" agricole actuel est "chimique". Est-ce que cela est souhaitable? Peut-être que oui, peut-être que non. Mais cela est réel. Et cela fait que toutes les données pratiques, expérimentées, qu'on peut se procurer et vérifier sont de l'ordre "chimique". Nous ne parlons pas

des données telles que l'on peut se procurer dans des livres ou des brochures spécialisées sur l'agriculture biologique. Au simple fait de cultiver, qui représente déjà pour le néophyte une tâche énorme, se rajoutent donc des problèmes majeurs au niveau de l'équipement, des approvisionnements d'engrais et de graines de semence, etc., etc.

Et on ne peut pas profiter des conseils pratiques, si pratiques, du voisin qui est là depuis toujours... Par conséquent, dans un premier temps, il est peut-être plus facile, plus économique et plus rentable de cultiver selon la tradition environnante. Cela est très important quand on veut vivre de la terre. Il faut que nos activités deviennent rentables si nous voulons en vivre, et à plus court terme possible. Si nous visons une ferme expérimentale, subventionnée de l'extérieur, le temps et l'argent comptent moins. Mais si nous voulons vivre de la terre, nous devons rentabiliser nos opérations. Une idée subventionnée ne demeure qu'une idée. C'est lorsqu'elle est soumise aux pressions de la réalité qu'elle se vérifie.

Nous réunissons donc peu à peu les conditions objectives nécessaires pour qu'un projet de vie commune rurale vivant de l'agriculture puisse exister. Qu'avons-nous défini jusqu'à maintenant? Nous avons essayé de montrer les pièges les plus flagrants. Celui de l'individualisme, celui de la hiérarchie, celui de l'égalité des sexes, du partage des responsabilités, du purisme, de l'idéalisme. Nous avons donc une organisation sociale cohérente, efficiente, capable de veiller aux besoins primordiaux de tous ses membres et capable de produire un surplus économique. Nous avons une assemblée de partenaires égaux où tout est mis en commun et où la critique et l'auto-critique permettent une plus grande compréhension et une pensée mieux ventilée. Nous avons des hommes, des femmes et des enfants vivant et produisant ensemble et partageant les fruits de leur travail. Cela est possible, cela existe.

Mais encore là, cette expérience demeure stérile si elle ne déborde pas le cadre restreint de son égocentrisme et de sa suffisance. En arrivant à la campagne, la plupart d'entre nous arrivent dans un milieu inconnu, étranger. Nous avons parlé plus tôt du risque d'y arriver en êtres supérieurs, instruits, beaux parleurs, jos connaisseurs. Nous estimons que dans un premier temps, plutôt que ce soit à nous de changer le milieu, c'est au milieu de changer.

Pourquoi? Premièrement parce que nous mettons les pieds dans un pays qui n'est pas le nôtre et à la faveur d'une conjoncture économique et sociale qui joue en notre faveur, mais qui joue à la défaveur des habitants du pays. Cette terre que nous achetons, elle a une histoire. Elle a été défrichée, labourée, cultivée par des générations, souvent de la même famille qui s'y sont succédées. Pourquoi a-t-elle été abandonnée, vendue? Les causes en sont souvent nombreuses. Il y a deux cents ans, en Amérique, 95 % de la population vivait sur la terre et de la terre et produisait la nourriture nécessaire au 5 % restant. Aujourd'hui, les pourcentages sont inversés.

L'industrie s'est développée, l'agriculture s'est industrialisée, la société s'est modifiée. Ici au Québec, cette industrialisation de l'agriculture s'est faite de façon extrêmement rapide et sauvage, accompagnée par des changements majeurs à la loi d'aide sociale.

Les cultivateurs marginaux ont peu à peu disparu, abandonnant leur terre ou la vendant au voisin. Ceux qui restaient grossissaient leur troupeau, amélioraient leur machinerie, suivaient le nouveau rythme. Ils le devaient s'ils voulaient continuer à cultiver, à en vivre. En même temps, la société évoluait. Après le tracteur, l'électricité, la radio, c'est la télévision qui envahissait la campagne, l'appâtant de visions de richesse. Les conflits de génération que nous avons connus dans nos familles ont aussi éclaté en campagne. Rares sont les fils de cultivateurs qui veulent prendre la relève. Les raisons sont nombreuses : conflits avec le père, désir d'indépendance, vouloir avoir un métier propre, plus de liberté, pas de train à faire, sa jeunesse à vivre, etc.

Ce sont à peu près pour les mêmes raisons que nous avons quitté nos écoles et nos parents. A peu près... et la différence est assez grande pour qu'elle mérite d'être notée. Parce que les fils

de cultivateurs sont des travailleurs. Ils sont nés à la campagne, sur la ferme, et ils y ont toujours travaillé manuellement, en même temps qu'ils allaient à l'école. La campagne pour eux, c'est en quelque sorte la campagne de la misère. C'est vers la ville qu'ils se tournent et ils aiment les gadgets parce qu'ils en ont toujours été privés, contrairement à nous qui en sommes écoeurés.

Mais plusieurs reviennent de la ville quelques années plus tard pour apprendre que leur père a vendu la terre... D'autres ne reviennent pas non plus et vont grossir les rangs des citadins travaillant en manufacture. Et le gouvernement qui n'aide pas les affaires vides des paroisses et des rangs entiers. Les marchés sont devenus internationaux et l'approvisionnement du Québec ne dépend plus de sa production intérieure. Alors on dirait presque qu'on y "tolère" l'agriculture. A ce compte là, les terres ne se vendent pas cher. Elles sont généralement soit rachetées par le voisin, soit par les gens de la ville. C'est généralement dans ce contexte que s'y installent les freaks. Pour quoi faire? C'est justement la question que nous nous posons et que se posent les gens de la campagne. Qu'est-ce qu'y viennent faire icitte?

C'est à vous, à nous de répondre à cette question. Pas par des mots, par des actes. En retroussant nos manches, en regardant et en écoutant. Et en travaillant. Et en nous mêlant au milieu et en le comprenant. Et le milieu nous dévoilera ses secrets, nous enseignera ses métiers, nous donnera ses conseils et ses trucs et nous aidera. Et en même temps nous aiderons le milieu. Mais dans un premier temps, c'est à nous de l'écouter car dans la réalité, son mode de pensée est supérieur au nôtre parce qu'il allie quotidiennement la pratique à la théorie. Parce qu'il n'a jamais été coupé de la réalité. Il ne parle pas avec de grands mots, mais il parle juste. Et il ne se fait pas fourrer par les grands mots parce qu'il ne les connaît pas et que c'est la langue des gens instruits, de ceux qui ont raison et qui ont de l'argent.

Nous savons qu'il existe des groupuscules disséminés à peu près dans toutes les paroisses rurales du Québec. Si les individus qui les composent persistent à ne pas voir la réalité en face, s'ils persistent à ne rien vouloir savoir de l'histoire, de l'économie, de la politique, de la société, s'ils persistent à demeurer dans leur triste isolation contre-culturelle de privilégiés, la campagne continuera de dépérir et eux avec elle. Au contraire, s'ils acceptent le défi de l'intégration, celui de l'organisation du travail et de la production, celui de la collaboration avec le milieu, l'échange sera créateur et portera des fruits. Si nous nous reportons au début de ce texte où nous avons sommairement analysé l'idéologie de la contre-culture, rappelons-nous ce désir profond de changement qui l'animait. Nous voulions tout changer. Pas seulement changer de religion, changer de trip, changer de maîtres, changer d'illusion : TOUT. Maintenant, avec une base de vie saine et équilibrée, égalitaire et productrice, nous avons l'assise nécessaire pour tourner notre regard ailleurs. Et cet ailleurs, c'est le monde des grands, celui des gouvernements, des multinationales, de l'exploitation, de l'oppression.

Que nous servira-t-il de créer une école parallèle, un ministère de l'agriculture parallèle, des villages parallèles puisque tout cela existe déjà? Qu'il ne suffit que de s'en approprier? L'infrastructure, la base de la société est économique. Le reste, la super-structure, est bâtie à partir de ce système économique. Tant que, nous n'attaquerons pas l'édifice à sa base, rien à espérer. Nous aurons peut-être l'illusion du changement mais en réalité, ce ne sera qu'un changement d'illusion. Tout changer, c'est un projet. Mais nous avons la vie devant nous et nombreux hivers pour y méditer.

DE LA COMMUNE A LA COMPAGNIE

Par Daniel RIVET
La Terre de Chez-Nous, 1978

Je suis entré dans une épicerie pour m'informer du chemin; on m'a dit d'aller tout droit, puis à gauche, puis à droite, puis... Il n'y avait pas à se tromper, j'y suis arrivé en moins de deux. Mais ce qui m'a frappé le plus, c'est l'empressement qu'on a mis à m'indiquer la route; aucune méfiance dans la voix, de la chaleur dans les yeux. J'allais rencontrer "les gens de la Commune" pour un reportage. La première question m'a presque échappé en arrivant : "Coute donc, le monde a pas peur de vous autres, dans l'coin?"

C'était parti, Marc Carrière, un des membres du groupe, m'a pris à part et m'a raconté La Plaine, depuis sa naissance au début des années soixante-dix. Le cheminement de Marc, Pierre, Lise, Robert et les enfants vaut certes qu'on s'y arrête un brin, ne serait-ce que pour donner l'exemple d'une implantation réussie. Mais leur expérience va déjà beaucoup plus loin.

D'abord étrangers chez eux

La "gang" de La Plaine ne s'est pas formée tout d'un coup; selon Marc, pas moins de soixante-quinze personnes sont passées là avec l'idée d'y rester. On y venait de partout et pour diverses raisons : quitter la ville, créer un milieu de vie qu'on puisse contrôler, vivre en groupe, abolir au mieux les distinctions homme-femme dans le partage des tâches, travailler aussi, mais ni à salaire ni pour un boss, et puis s'auto-suffire. Les premiers hivers "ont mangé" bien du monde, mais peu à peu le groupe a pris naissance et s'est cimenté. Depuis le début des activités, en 1972, rien n'a changé quant aux motivations de fond, mais les mots pour en parler ont pris une toute nouvelle tournure.

"Qu'est-ce que tu veux" disait Marc, "quand on s'est installé ici, "chez nous", on était complètement extérieurs au milieu; les étrangers chez nous, ben c'était nous autres! On a acheté la terre en 1973 puis on a commencé à la cultiver en 1974, mais à cette époque on se partageait encore entre plusieurs activités. Jusqu'au jour où on a décidé de vivre à plein temps de l'agriculture, comme les gens de la place, comme nos voisins qui nous ont tellement aidés."

Une décision-clé

Marc parle de ce moment en 1976 comme d'un point tournant capital dans leur évolution. Fini les projets PIL, Perspectives Jeunesse, etc... L'agriculture, on allait en vivre ou bien... Dès lors les phrases trop longues et les idées bien frottées ont commencé à céder la place au foin à rentrer, aux agneaux à castrer, aux serres à construire, au fumier à sortir. "On a opté pour le mouton et la culture en serre parce que c'est ça qu'on avait le goût de faire, avant tout; à cela se rajoute le fait que ce sont deux secteurs qui sont loin d'être saturés au Québec."

Il est certain que ce choix de production n'est pas allé tout seul : "Encore ici on faisait très "gens d'la ville" aux idées bizarres, le monde des alentours venait à la "Commune" un peu comme on s'en va au zoo." D'ailleurs le terme "commune" à lui seul a traîné son lot de préjugés et aujourd'hui le groupe de La Plaine ne tient plus à cette étiquette. Ils ont pour leurs voisins agriculteurs et pour tous les gens des environs un respect énorme, mêlé de confiance et d'affection. En retour, ils demandent à pouvoir être ce qu'ils sont, simplement et sans étiquette inutile. "Quand on a commencé à vendre des fleurs et des plants de légumes jusque dans les centres d'achats, les gens ont vu que notre affaire n'était pas si bête et que peut-être il pouvait se produire autre chose que du lait dans notre région. C'est sur cette base-là qu'on veut se faire reconnaître. Le reste..."

Quand même difficile

Toutefois, le fait d'avoir choisi des productions "nouvelles" n'a pas fait des gens de La Plaine des agriculteurs privilégiés. Ils ont eu des difficultés économiques énormes, ils en ont encore aujourd'hui. "On a le goût d'être rentables pour pouvoir vivre selon ce qu'on aime; on aurait le goût d'être capables de se construire une grosse piscine, d'avoir ce pouvoir-là même si on l'utilisait à d'autres fins; personne n'est sur la terre pour travailler jour et nuit puis tirer le diable par la queue. Pour nous autres en tout cas, c'est fini la poésie abstraite; on veut que ça marche ici, rondement et efficacement. C'est pour ça qu'on travaille, et on ne s'en sent que plus proche de tout le monde aux alentours."

D'être ainsi pris dans le même moule que tous les autres, cela a permis aux gens de la Commune de vivre ensemble et de bien s'intégrer malgré tout dans la communauté locale. C'est là une grande victoire dont ils ne sont pas peu fiers et qui leur donne confiance en l'avenir.

C'est vrai; venir de la ville (sauf Lise) s'installer dans un rang pour produire du mouton et des fleurs et en vivre ensemble, voilà un genre de mission que d'aucuns prétendront impossible. Mais après huit ans d'existence, la Commune de La Plaine offre un contre-exemple frappant et stimulant. Des expériences du genre il y en a eu, il y en a, il y en aura encore, mais des projets qui franchissent le cap des cinq ans, on peut compter ça sur les doigts d'une seule main.

Etre ensemble... avec tout le monde

Et pourtant, la "gang" de La Plaine ne fait pas que survivre; on vient d'hiverner plus de cent trente brebis, on opère deux grandes serres ainsi qu'une nouvelle serre-bergerie, et d'autres projets sont en cours.

Y a-t-il un secret, une attrape, un vieil oncle riche caché quelque part? Nullement. Mais des jeunes gens qui ont développé un grand respect pour leur milieu tout en respectant leur propre démarche; un groupe aussi qui a profité de ses expériences et s'est modelé à elles. Par exemple, pour se développer malgré le scepticisme des organismes prêteurs d'argent, on n'a pas hésité à utiliser la technique (peu coûteuse) de la serre pour abriter des moutons.

D'autre part, au risque de faire frémir certains amis plus ou moins "à gauche" comme on dit, le groupe vient de troquer son étiquette de "commune" contre celle de "compagnie". On avait besoin d'un cadre juridique qui fasse moins peur et qui ouvre des crédits, on se l'est donné; et que les puristes aillent au diable si cela les choque trop. A La Plaine, on pense maintenant à vivre de ce que l'on fait plutôt que d'en parler sans y toucher jamais.

Quand on a passé six ou sept ans sans salaire, à partager son toit et son "vieux char" entre plusieurs, avec très peu de biens personnels, on est capable de sourire quand on se fait dire qu'on a viré "à droite"! Chez Lise, Pierre, Marc et Robert, avec les enfants de Lise et Robert qui vont et viennent, avec la confiance des gens de la place vis-à-vis de la "Commune", on a l'impression que l'évolution du groupe s'est faite bien plus "de haut en bas" (de la théorie à la pratique) que "de gauche à droite" en termes politiques.

C'est avec des projets, de ce type qu'il devient pensable de rajeunir l'agriculture du Québec et de la diversifier.

Il reste à espérer que leur expérience "fasse des p'tits", mais tant que "le nouveau" sera perçu par les organismes publics comme un chien dans un jeu de quilles, il faudra des caractères forts comme les communards de Saint-Epiphane pour passer au travers!

DIRECTION LES SERRES DE LA PLAINE

Par Lyne CHASSE
Saint-Laurent-Echo, 6 août 1980

De la commune à la fondation d'une compagnie en 1979, de l'artisanat à la serriculture, les Serres de la Plaine, cette firme de Saint-Epiphane a fait un grand bout de chemin.

De quelques personnes parties pour vivre ensemble ne se contentant pas du 9 à 5, leur entreprise est devenue aujourd'hui très florissante avec un chiffre d'affaires de 100 000 \$ pour cette année.

Malheureusement, pour ces jeunes en quête de liberté et de création, il n'en fut pas toujours ainsi. Demandez à Lise, Robert, Marc, Louis et Pierre. Bien souvent les chèques du bien-être servaient à boucler les fins de mois avec quelques projets Canada au Travail.

Qu'à cela ne tienne, pas d'argent mais du coeur au ventre et la roue s'est mise à tourner. On enlevait des roches sur les terres des cultivateurs avoisinants et en retour ceux-ci venaient labourer les champs de la Commune.

Et puis faut dire aussi que les gens de l'endroit se sont habitués à eux. Depuis 1972, leur sérieux s'est manifesté à maintes reprises et aujourd'hui, ils sont "bien vus" dans le coin (autrefois les Serres étaient situées à l'Isle-Verte).

Il est fréquent maintenant de voir des gens de Rivière-du-Loup et des environs se rendre aux Serres pour acheter leurs fleurs pour l'été.

D'ailleurs, les Serres de la Plaine offrent beaucoup plus que des fleurs, elles en cultivent près de 700 000 à 800 000 en plus des tomates 15 000 à 20 000 livres par an; des arbres d'ornementation qu'elles achètent et revendent sans parler des 110 acres de céréales (blé, orge, avoine) et des 250 moutons vendus surtout sur le marché montréalais.

Oui, il est bien loin le temps où les Serres obtenaient leur premier prêt de 5 000 \$ en 1973, à la Caisse populaire de l'Isle-Verte avec un chiffre d'affaires de 3 000 \$ par an puisqu'il faut le mentionner les fonctionnaires étaient réticents à donner des octrois à des individus qui faisaient partie d'une commune et qui n'avaient vraiment aucune formation en serriculture (comptable, philosophe, sociologue, dessinateur, etc.).

Ainsi, en septembre 1980, ils auront une réponse quant à la demande de 166 000 \$ logée dans le cadre du programme d'opération de solidarité économique dont 83 000 \$ seraient octroyés par le gouvernement.

Ce que veulent ces cinq jeunes actionnaires avant tout, c'est de continuer à développer sérieusement leur entreprise par le réinvestissement des profits et pouvoir d'ici quelques années offrir à sa clientèle un service complet en paysagisme.

Entre-temps, allez faire un tour dans ce coin de pays, direction les Serres de la Plaine, à Saint-Epiphane.

A SAINT-EPIPHANE, LA POPULATION ENCOURAGE LA COMMUNE AGRICOLE

Par Réal LABERGE
Le Soleil, 6 août 1980

Saint-Epiphanie - En plus de l'exploitation de serres produisant 750 000 plants de fleurs et de légumes et 16 000 livres de tomates, les Entreprises agricoles de la Plaine inc. font aussi l'élevage du mouton et la culture de foin et de grain.

Ce groupe communautaire dispose à ces fins de 750 acres de terre en exploitation, dont 375 acres sont des terres en location. De cette superficie, 400 acres sont destinés à la production de foin pour l'alimentation des moutons. 150 acres ont été semés en grain, au printemps dernier, et le solde de 200 acres reste en boisé, dont la majeure partie est formée de jeunes pousses.

Quant au troupeau de moutons, nous a-t-on précisé, il compte présentement 200 têtes. Il est surtout constitué de brebis croisées "Finnois-Dorset", et se compose dans une proportion de 10 % d'animaux pur-sang Hampshire et Dorset.

La direction de l'entreprise communautaire prévoit augmenter ce troupeau jusqu'à 300 têtes d'ici 1982, et à se rendre ensuite à 400 têtes d'ici à trois ans, tout en prenant toutes les mesures qui s'imposent pour améliorer la qualité génétique de ses moutons.

Le directeur exécutif de l'entreprise, Jean-Pierre Deschênes, a remarqué que le marché de la viande ovine se situe surtout à Montréal, "où cette chair prend une bonne place dans les habitudes alimentaires de nombreux immigrants".

Dans ces circonstances, a-t-il encore observé, les temps forts du commerce du mouton se situent à Noël et à Pâques, avec l'implication que pour s'autosuffire, l'entreprise devra augmenter parallèlement sa production de foin, au cours des prochaines années.

Quant au grain, on prévoit en doubler la superficie de production à 300 acres, d'ici à deux ans, une partie de la récolte devant être consacrée à l'alimentation des moutons, tandis que l'autre sera vendue commercialement.

Financement

Cette conversion de la Commune du secteur du théâtre à l'entreprise d'exploitation agricole a suscité souvent de cuisants problèmes de financement.

Un véritable départ a été donné par l'obtention d'un premier prêt de 5 000 \$ de la Caisse populaire de l'Isle-Verte, en 1975.

Mais le financement de l'ensemble de l'entreprise a surtout reposé, depuis les débuts, sur la vente des produits des serres et les revenus d'exploitation agricole "que chaque membre a réinvestis". Sans oublier, à l'occasion, les revenus d'appoint provenant de l'assistance sociale ou de l'assurance-chômage.

Toutefois, face au développement rapide de l'entreprise, on a eu également recours à l'Office du crédit agricole du Québec, qui a consenti un prêt de 104 000 \$, étant donné que quatre des cinq actionnaires de l'entreprise avaient droit à la prime d'établissement accordée à tout producteur agricole débutant.

"C'est toutefois l'encouragement constant de la population locale de Saint-Epiphanie, l'Isle-Verte et Rivière-du-Loup, qui a le plus poussé ces jeunes à poursuivre le travail qu'ils ont commencé depuis bientôt huit ans", a-t-on tenu à signaler.

Les plus récentes publications du GRIDEQ

CAHIERS DU GRIDEQ

- N° 15 : Consommation des mass médias, régions et classes sociales. Par Bruno Jean, Danielle Lafontaine et Benoît Lévesque. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1985, 375 p.
Prix : 12 \$
- N° 16 : Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle. Par Louise Proulx. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1985, 105 p.
Prix : 8 \$
- N° 17 : La papeterie de la Vallée de la Matapédia : du projet à la lutte. Par Jean Bonneville. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986, 245 p.
Prix : 10 \$
- N° 18 : Organisations populaires et transformation sociale. Le R.O.C.C.R. et six de ses organismes-membres. Par Marie Blanchard. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986, 359 p.
Prix : 10 \$
- N° 19 : La régionalisation de Radio-Québec : l'histoire d'un prétexte. Par Laura Chouinard et Michel Pomerleau. Rimouski, UQAR -GRIDEQ, 1987, 205 p.
Prix : 10 \$

ACTES ET INSTRUMENTS DE LA RECHERCHE EN DEVELOPPEMENT REGIONAL

- N° 1 : La ruralité en question. Par Bruno Jean et al. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1985, 75 p.
Prix : 4 \$
- N° 2 : Psychanalyse et changement social : réflexions épistémologiques sur la question du développement. Sous la direction de Danielle Lafontaine. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986.
Prix : 15 \$
- N° 3 : Vers de nouveaux territoires intermédiaires? Par Hugues Dionne et al. Co-édition GRIR et GRIDEQ, 1986.
Prix : 8 \$
- N° 4 : Agriculture collective et développement régional. Le JAL et les Maraîchers de la Mitis. Par Martin Harrisson. 1987, 279 p.
Prix : 10 \$
- N° 5 : Pouvoir local et développement dans la Vallée de la Matapédia, 1974-1983. Par Linda Rouleau. 1988, 368 p.
Prix : 10 \$
- N° 6 : Formation et Savoir-Faire, (Echanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure). Actes du colloque de l'IDNS (1987). 1989. 113 p.
Prix : 8 \$
- N° 7 : Les villages ruraux menacés : le pari du développement. Actes du colloque du GRIDEQ, 1989.
Prix : 12 \$

TEMOIGNAGES ET ANALYSES

- N° 1 : "Une forêt pour vivre". Témoignage d'un sylviculteur.
Par Léonard Otis et coll. 1989.
Prix : 10 \$
- N° 2 : L'utopie en acte : la Commune de la Plaine. Par Marc
Corbeil. 1990.
Prix :

HORS SERIE

Du local à l'Etat : les territorialités du développement. Co-édition GRIR et GRIDEQ, 1986, 141 p. Par Hugues Dionne et al.

Prix : 12 \$

Actes du colloque. Le financement du développement régional. GRIDEQ, Rimouski, 1988, 274 p.

Prix : 10 \$

Pour commander ou obtenir la liste complète des publications

écrivez à :

Secrétariat du GRIDEQ

Université du Québec à Rimouski

300, allée des Ursulines

Rimouski (Québec)

G5L 3A1

Téléphone : (418) 724-1440

Téléphone : (418) 724-1441

